

LE HARFANG

POUR LA RECONQUÊTE DE NOTRE PEUPLE

VOL. 13, NO. 3 PRINTEMPS 2025



WOKISME, RETOUR À L'EXPÉDITEUR?

LE REFLUX WOKE : RIEN N'EST ENCORE GAGNÉ
IMMIGRATION, CHANGEMENT DE CAP. ENTRETIEN AVEC JULIEN DIR
LE MENHIR S'EST EFFONDRE. ENTRETIEN AVEC ROLAND HÉLIE

Sommaire

- 3 Éditorial
- 4 La plus meilleure idée
- 5 Le Trump show
- 5 Le rideau tombe sur les cinémas Guzzo
- 6 Son Canada
- 7 À propos de littérature, lettre d'un rouynorandien à un autre
- 8 À la revoyure Monsieur Le Pen
- 10 La commode affaire de Carpentas
- 11 Le menhir s'est effondré. Entretien avec Roland Hélie
- 12 Dans ses propres mots
- 13 Les Québécois ont-ils perdu le nord?
- 16 Le scandale Nouvelle Alliance
- 17 Le reflux woke : rien n'est encore gagné
- 21 Jurgen Graf, In memoriam
- 24 Immigration, changement de cap. Entretien avec Julien Dir
- 26 Une société sous sédatifs
- 28 Souvenirs 11 - Le Cercle Jeune Nation : Du Bulletin aux Cahiers (1991-1992)
- 32 La mystérieuse tribu à la peinture rouge. Entretien avec Marc Roland
- 34 Joseph Bégin, pionnier méconnu de l'indépendance
- 36 Mgr. Adolphe Proulx et le catholicisme social
- 37 Pierre Duran, l'ami qui choisit le Québec
- 38 Pèlerinage en terre québécoise
- 42 Notre bonne volonté, une mauvaise stratégie
- 44 In Memoriam Mgr. Richard N. Richardson (1940-2025)
- 45 Poésie
- 47 Philosophie, Religion et Politique
- 49 La dictature des colonels grecs
- 50 Laurent Obertone invite ses lecteurs à la guerre
- 51 Formatage continu
- 52 S'inspirer de ce qui fonctionne
- 53 La destruction des européens d'Europe
- 54 Le mirage chinois
- 55 Le pavillon des Antilles



LE HARFANG

SUR LE FRONT DE LA RÉINFORMATION DEPUIS 2012
POUR LA RECONQUÊTE DE NOTRE PEUPLE

RÉDACTEUR EN CHEF : Rémi Tremblay

RÉDACTION : Nicolas Bonnefoy, Marie Groulx, Jérémie Plourde, Charles Danten, CE Boilard, Rock Tousignant, Pierre Simon, Simon Préseault, Émilie P., Pierre-Antoine Pastédéchouan, Pierre Trépanier, D., Anthony Tremblay

MISE EN PAGE : Simon Préseault
COURRIEL : leharfang@protonmail.com

ABONNEMENT

Abonnements par Paypal ou Interac à
leharfang@protonmail.com.

Tarifs en vigueur, abonnement 1 an
(4 numéros)

10\$ numérique

35\$ papier

40\$ papier et numérique

50\$ soutien papier

55\$ soutien papier et numérique

Adresse de correspondance:

Le Harfang
CP 201

Succ Bureau chef
Drummondville, Qc.
J2B 6V7

Les articles publiés dans Le Harfang sont la responsabilité exclusive de leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement les valeurs ou prises de position de la rédaction. L'objectif de cette revue est d'offrir une voix à ceux qui ne peuvent s'exprimer dans les médias de masse pour susciter des débats.

ÉDITORIAL

RÉMI TREMBLAY



Ouf ! Pas facile de suivre tous les changements depuis le dernier numéro, en hiver. Depuis, on peut se demander si nous vivons réellement dans le même monde. Biden n'est plus à la Maison-Blanche, Trudeau a quitté Rideau Hall, des pays qui n'avaient jamais craint pour leur souveraineté territoriale angoissent désormais, et les wokes rentrent la tête dans les épaules en attendant la fin de la tempête... Bref, si l'on compare les enjeux des journaux d'avril et ceux de novembre, il n'y a plus aucun fil conducteur : Trump, la tornade blonde, a renversé l'échiquier mondial et rebrasse les cartes, en attendant la suite.

Quand on y pense bien, qui aurait cru, il y a quelques mois à peine, qu'en ce début de printemps, Trump serait aux commandes ? Que le Canada anglais – pourtant si américanolâtre sous Obama – serait balayé par un patriotisme inédit, touchant même le Québec, où l'hymne canadien et l'unifolié deviennent soudainement des symboles de ralliement après avoir été méprisés pendant des décennies ?

En plus de s'être présenté comme le candidat du « gros bon sens », tout comme Pierre Poilievre d'ailleurs, Trump renoue avec le mythe américain de la frontière. Non pas celle que l'on protège avec un mur, mais celle que l'on repousse sans cesse. Ce fut l'un des mythes fondateurs les plus puissants de l'Amérique, mis en berne par les interventionnistes, et qui retrouve sa place au sein du War Room de la Maison-Blanche, où l'on regarde vers le nord (Canada et Groenland), mais aussi vers le sud (Panama).

Ici, au-delà de la question des tarifs, cette agressivité américaine soulève celle de la souveraineté canadienne. Ironie du sort, ceux qui la défendent haut et fort n'ont cessé d'affirmer depuis 1995 que la souveraineté du Québec était désuète.

Tout cela aurait pu ouvrir des fenêtres de possibilités insoupçonnées pour le Québec : se dissocier du reste du Canada et en profiter pour se rapprocher de la France. Cynique ? Non, car Ottawa a toujours nié notre souveraineté. Voir des souverainistes défendre celle d'Ottawa démontre une faiblesse et un manque d'imagination. Il faut cesser de jouer aux boy-scouts et savoir saisir les opportunités lorsqu'elles se présentent. Voilà une occasion manquée.

Il faut aussi en profiter pour remettre en question le libre-échange : pourquoi ne pas tirer parti du protectionnisme pour revenir à une économie à échelle humaine ? Rien de sain dans le fait de produire des fruits en Amérique du Sud, avant de les envoyer se faire emballer en Asie pour qu'ils finissent sur nos tablettes. Plutôt que de nous scandaliser sur la question des tarifs, il faudrait voir cette ouverture vers un monde plus juste, où les travailleurs québécois ne sont plus mis en compétition avec les ouvriers sous-payés des sweatshops chinois. La gauche altermondialiste des années 2000, reconvertie depuis dans un antifascisme stérile défendant le statu quo, n'avait pas tout à fait tort dans son diagnostic.

Contrairement à plusieurs de nos collègues européens qui comprennent mal le phénomène Trump, nous ne croyons pas qu'il soit un Messie. Il nous faudra plus que quelques arrestations filmées de migrants pour nous convaincre. D'ailleurs, à ce niveau-là, les chiffres parlent d'eux-mêmes.

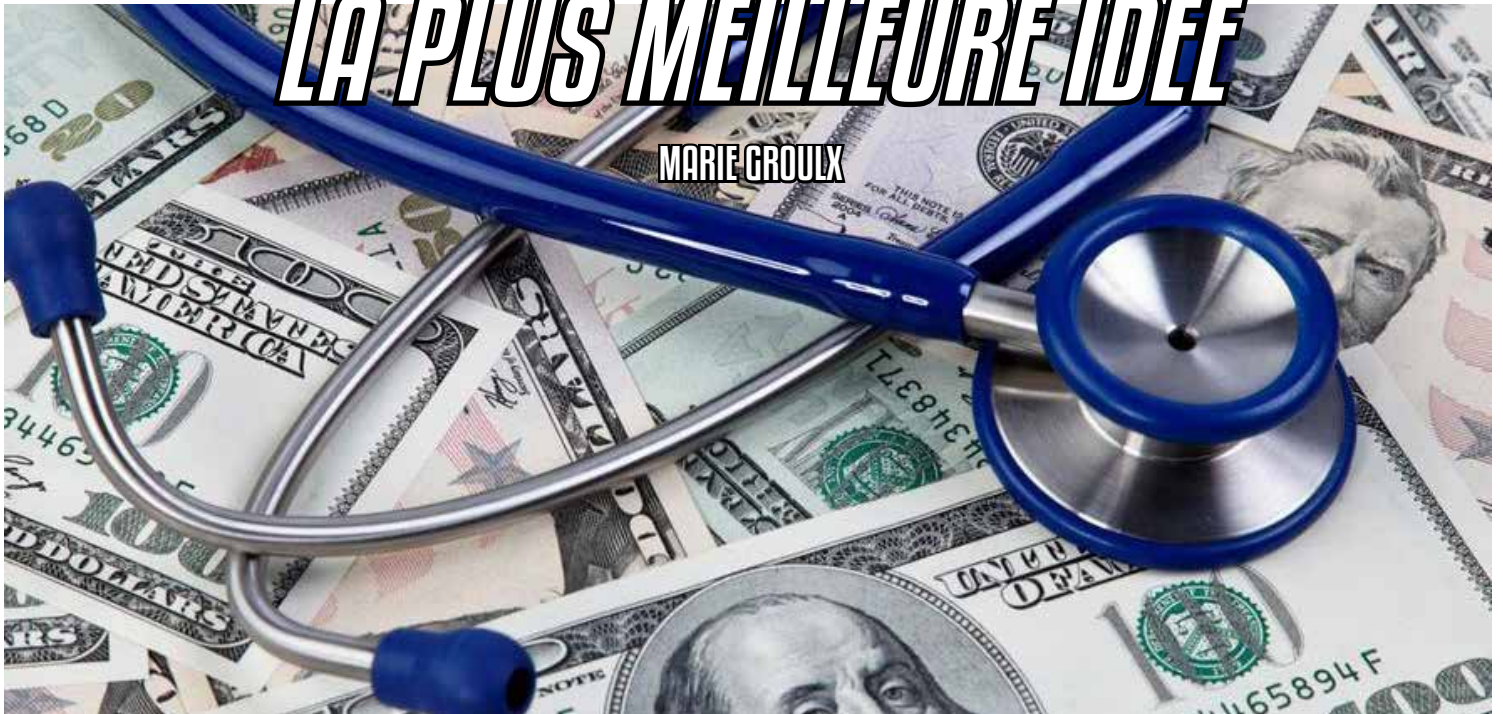
En même temps, la mort de trois grandes figures de la dissidence – Jean-Marie Le Pen, Jürgen Graf et Mgr Williamson – marque la fin d'une époque. Le Pen fut le dernier grand tribun français et la figure nationaliste la plus connue d'Europe. Grandiose en 2002 lors du second tour de la présidentielle, il incarne pourtant une époque où le nationalisme restait cantonné dans l'opposition. Il semait des idées, sans se faire d'illusions sur ses chances réelles. Aujourd'hui, les nationalistes peuvent légitimement rêver d'accéder au pouvoir dans plusieurs pays européens.

Enfin, un mot sur les élections : contrairement à ce que tente de nous faire croire le banquier Carney, elles ne sont pas historiques. Il ne s'agit pas d'un affrontement entre conservatisme et libéralisme, mais entre deux partis affairistes, l'un plutôt favorable au statu quo, l'autre totalement woke (il suffit de lire le roman dystopique *Value(s)* écrit par Mark Carney pour s'en convaincre). Le Bloc promet de ne rien changer. Le seul parti qui demande un moratoire sur l'immigration est le Parti populaire du Canada.

Mais évidemment, certains préféreront continuer à se leurrer en pensant qu'ils peuvent « voter utile » ou « stratégique »...

LA PLUS MEILLEURE IDÉE

MARIE GROULX



LA MENACE TRUMPIENNE D'ANNEXION DU CANADA A ÉTÉ PERÇUE COMME UN GROS BLUFF PAR LA GRANDE MAJORITÉ DE LA POPULATION; MAIS POUR LA FRANGE ELVISGRATONNIENNE DU QUÉBEC, CELA A PERMIS DE ROUVRIRE LE DÉBAT SUR LA « GRATUITÉ » DES SOINS DE SANTÉ. COMME LE DIT ET LE RÉPÈTE ERIC DUHAIME, LE SYSTÈME AMÉRICAIN, EST BIEN PLUS MEILLEUR, À CAUSE DU SYSTÈME D'UTILISATEUR-PAYEUR.

La raison pour laquelle cette fausse bonne idée a un écho favorable est qu'on se rend compte que le système peine à garder la tête hors de l'eau. Le système coûte cher, de plus en plus cher, et il est de plus en plus surchargé. Et vu qu'on n'ose jamais nommer l'éléphant blanc dans la pièce (l'immigration), on ne trouve aucune solution. L'économiste **Milton Friedman** (1912-2006) l'avait pourtant bien dit en 1999 : « *On ne peut pas simultanément avoir une immigration de masse et un État providence.* » Il faut choisir.

Duhaime préfère saquer l'État providence.

Je préfère enrayer l'immigration.

Gabriel Nadeau-Dubois préfère ne pas faire face au problème.

Mais, étant bonne joueuse, je me suis quand même posé la question : et si, immigration ou pas immigration, Duhaime avait compris quelque chose que nous n'avons pas compris.

Est-ce que vraiment, les USA et le système de Far West médical représentent l'apogée de notre évolution collective?

Luigi Mangione qui a récemment abattu le PDG d'une compagnie d'assurance était-il fou ou ses griefs étaient-ils fondés?

Allons voir! D'abord, il faut faire attention avec les chiffres, ceux-ci bougent rapidement, mais indiquent une tendance lourde. Depuis 2020, le nombre d'Américains qualifiant leur système de santé de bon ou d'excellent est passé de 54% à 44%. Le déclin semble inexorable depuis le début du siècle.

Et pourtant, les dépenses augmentent comme ici, tout comme les assurances privées. Aux États-Unis, où l'on économise beaucoup d'impôt, comme le rappelle Duhaime, l'Américain moyen défraie annuellement environ 14 000 US\$

en frais de santé. La seule assurance coûte en moyenne 7 000 US\$ par individu ou 22 463 US\$ par famille, selon le Peterson-Kaiser Family Foundation. Et ils doivent quand même payer des impôts pour les autres services... Peu de familles québécoises paient 32 202,95 C\$ pour leurs frais de santé ou même en impôt. Coupons la moitié des impôts provinciaux et ajoutons 32 202,95 C\$ d'assurance santé privée à la facture et je doute que quiconque ressorte plus riche de cette transaction... sans compter qu'une fois les assurances payées, il faut quand même cracher à chaque fois qu'un pépin survient.

Au lieu de se scandaliser quand quelqu'un propose de privatiser la santé, offrez-lui plutôt une calculatrice.

Le Peterson-Kaiser Family Foundation, un think tank spécialisé dans l'étude des soins de santé, estime qu'on dépense autant par tête de pipe aux USA qu'au Canada, mais pourtant, l'écart entre la longévité des deux pays (79 ans aux USA et 84 ans au Canada) ne se réduit pas...

Notre système ne doit pas être si terrible que ça...

Ceux qui pensent que c'est vraiment plus meilleur là-bas doivent se rappeler qu'un accouchement coûte en moyenne 25 000 C\$, lorsqu'on prend en considération le suivi de grossesse et « tout ce qui va autour ». Oui, si on a une bonne assurance, on ne paie que 2-3 000 C\$ par accouchement. Si tout va bien. Chaque chirurgie a son prix et comme le rappelle l'affaire Mangione, les assureurs ont une armée d'avocats dont le seul travail est de ne pas payer. Il faut donc souvent se lancer dans des batailles juridiques alors qu'on est malade, pour parvenir à obtenir le paiement de son traitement.

Alléchant, pas vrai, Elvis?

LE TRUMP-SHOW

ÉMILIE P.



Bien que cela demande un effort quasi surhumain, j'aimerais que le lecteur prenne du recul et mette quelques instants de côté l'épineuse question des tarifs douaniers imposés par Trump. Le Trump dont je souhaite parler aujourd'hui, c'est la tempête orange qui se déchaîne à la Maison-Blanche depuis le 20 janvier, date à laquelle l'ancien président a de nouveau été assermenté.

Depuis lors – mais en fait, depuis son élection –, Trump domine sans conteste l'actualité. Comme un enfant hyperactif, il est partout, il parle tout le temps et ce qu'il dit ne semble pas toujours réfléchi. Il ne s'agit pas d'impulsivité, mais d'un exercice de communication.

En ce moment, les Républicains ont le pouvoir au Congrès, au Sénat et comptent sur une majorité de juges conservateurs à la Cour suprême. Pourtant, depuis son arrivée en poste, Trump brasse de l'air avec maints coups d'éclat sans lendemain, mais ses promesses phares restent lettre morte.

On peut penser aux décrets signés en grande pompe par un Trump survolté qui lançait les stylos utilisés. Que reste-t-il aujourd'hui ? Les mesures ont été bloquées par des injonctions, alors que si la voie législative, plus longue mais plus sûre, avait été employée, plusieurs auraient pu devenir des lois. Ces décrets furent bloqués par des juges et ne sont donc pas appliqués, n'en déplaise à la base trumpiste.

Même chose pour les fameux raids de l'immigration contre les clandestins. Surmédiatisés, filmés à la mode hollywoodienne, ils cachent le fait qu'à ce rythme – environ 23 000 déportations par mois –, il faudra des années pour atteindre les millions de déportations promises. Pire encore, les chiffres sont similaires à ceux de la présidence Biden et moins élevés que sous Obama.

Tout cela n'est qu'un message à sa base électorale.

Les dernières semaines nous ont démontré qu'il était avant tout un communicateur, un showman. Il sait comment faire le buzz et, en multipliant les sorties, il s'assure de dicter le ton et d'imposer son narratif aux médias. Pendant que les journalistes du monde entier le suivent, ses opposants n'ont jamais accès aux micros et, quand enfin on leur donne la parole, le débat est déjà ailleurs.

Comme on l'a vu, cela ne fonctionne pas à tout coup, mais cette façon de faire brise les codes habituels. Si Trump le fait de façon cynique pour ses propres intérêts, la stratégie est intéressante et pourrait servir de modèle aux futurs gouvernements nationalistes qui savent qu'ils feront face à un barrage de la part de la société civile et de la bureaucratie, démocrates tant et aussi longtemps que leur parti gagne les élections.

Ne pas s'excuser et toujours être en mode attaque.

LE RIDEAU TOMBE SUR LES CINÉMAS GUZZO

JONATHAN THÉRIAULT

C'est une bien triste nouvelle que celle de la fermeture des cinémas Guzzo, dont les sept dernières salles ont dû cesser leurs activités au début de février, à la suite de la faillite de cette chaîne montréalaise.

Bien entendu, dans un marché largement dominé par les Américains, une telle disparition est en soi un drame. Mais dans le cas de Guzzo, c'est d'autant plus regrettable que cette chaîne, qui représentait environ 10 % du box-office québécois, n'était pas une chaîne comme les autres.

Vincent Guzzo est un homme d'affaires catholique qui ne relègue pas sa foi au placard, à la différence de Joe Biden et Justin Trudeau, catholiques de nom seulement. Lors de la visite papale en 2022, il n'a pas hésité une seconde : ses cinémas diffuseraient gratuitement, dans leurs salles, la messe célébrée par le

pape à Québec.

Guzzo ne fait pas partie de la famille des bien-pensants. Il n'y avait que dans ses salles que l'on pouvait voir l'hilarant *Am I Racist?* de Matt Walsh ou le troublant *Unborn*, sur la question de l'avortement. Malgré les levées de boucliers des médias, qui ne comprenaient pas qu'on puisse permettre à certains films d'être projetés, Guzzo est resté droit dans ses bottes, défendant la diffusion d'œuvres introuvables ailleurs.

La disparition de cette chaîne ne marque pas seulement la fin d'une belle aventure québécoise. Elle signe aussi celle de la diversité sur grand écran. Désormais, il ne nous restera plus que les blockbusters américains et les prévisibles productions québécoises.

SON CANADA

ROCK TOUSIGNANT



JUSTIN TRUDEAU N'AVAIT PAS FAIT CONNAÎTRE SON INTENTION DE QUITTER LA DIRECTION DU PARTI LIBÉRAL DU CANADA (PLC) QUE JOURNALISTES ET CHRONIQUEURS NOUS FAISAIENT DÉJÀ CONNAÎTRE SON SUCCESSEUR. MARK CARNEY N'AVAIT PAS MIS LE PIED DANS LES BLOCS DE DÉPART QUE LES MÉDIAS NOUS ANNONÇAIENT SUR TOUS LES TONS SON TRIOMPHE. LES CANADIENS EN SAVENT FINALEMENT PEU SUR LE FUTUR CHEF DU PLC ET SUR CELUI QUI SERA, RÉGIME PARLEMENTAIRE OBLIGE, LEUR PREMIER MINISTRE. PEUT-ÊTRE PAS LONGTEMPS CEPENDANT.

Cette méconnaissance de Mark Carney confère un intérêt supplémentaire à ses déclarations. Ainsi : « Mark Carney, en entrevue avec Patrice Roy, a commencé à étayer sa vision d'un Canada sous son leadership. Quelle surprise d'entendre le futur potentiel chef libéral déclarer ceci : "Le prochain gouvernement, n'importe quel prochain premier ministre, doit faire de grands changements économiques ici, au Canada. Il faut avoir de grandes négociations avec les provinces et le gouvernement fédéral afin d'avoir une économie canadienne, pas treize économies. Ça, c'est un grand enjeu pour nous." » C'est toute une déclaration. Le projet de Monsieur Carney s'incarnerait donc dans la création d'une économie canadienne. Autour de préoccupations dictées par qui ? Par le gouvernement libéral basé à Ottawa. (Le centralisateur Mark Carney : une économie canadienne plutôt que treize, Journal de Montréal, 19 février). Mark Carney est-il un centralisateur, pour reprendre le terme utilisé par Elsie Lefebvre, l'auteure de l'article ?

Contrairement à Mme Lefebvre, je ne crois pas que Mark Carney soit un centralisateur. Pour ma part, j'incline plutôt à penser que Mark Carney est déjà à l'étage supérieur et qu'il rêve d'un Canada unitaire débarrassé de ces vieilleries que sont les provinces et leurs institutions. Dans cette volonté de voir le pays passer à l'étage supérieur, Mark Carney rejoint les aspirations de certains des Pères de la Confédération : « On retrouve dans ces 72 Résolutions de Québec les grandes lignes de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique de 1867. Tout d'abord, les résolutions confirment nettement le désir des délégués d'établir une union fédérative et non législative, comme l'auraient souhaité Macdonald, Tupper et Lord Monck. Non seulement les

Canadiens français du Bas-Canada, mais aussi les délégations des Maritimes, en particulier celle du Nouveau-Brunswick dirigée par Leonard Tilley, ardent fédéraliste. (Le fédéralisme canadien : éléments constitutionnels de formation et d'évolution, Gil Rémillard, Québec-Amérique, p. 65). » Ayant accepté le « compromis » fédéraliste, les centralisateurs canadiens n'ont pas pour autant désarmé. La création du Canada et l'entrée en vigueur du British North America Act permettaient de se mettre à l'abri des visées annexionnistes américaines les colonies britanniques au nord du continent. Au fil des ans, les centralisateurs trouveront d'autres bonnes raisons de justifier leurs volontés centralisatrices : raisons sociales (la constitution de l'État-providence canadien), mais aussi économiques (l'intégration est-ouest des économies régionales du pays) et politiques (le refus de l'annexion aux États-Unis).

Cette vision d'un Canada unitaire m'apparaît cohérente avec le parcours technocratique de Mark Carney. Pourquoi s'encombrer de ces empêcheurs de danser en rond que sont les provinces ? Les technocrates ottaviens seraient ainsi en mesure de planifier plus commodément dans un Canada unitaire. Sans compter que ce Canada techno-unitaire ferait la part belle à ce qui reste du Canada français ! Alors que les candidats à la succession de Justin Trudeau s'efforcent, avec plus ou moins de succès, de prendre leurs distances avec l'héritage de ce dernier, Mark Carney n'a pas ce problème ; son Canada unitaire s'inscrit dans le droit fil de la pensée politique des Trudeau, père et fils. Le Canada de Mark Carney n'est pas notre Canada. Pas plus que celui de Chrystia Freeland et Karina Gould !

À PROPOS DE LITTÉRATURE

LETTRE D'UN ROUYNORANDIEN À UN AUTRE

PIERRE TRÉPANIER

Cher Antoine Charbonneau-Demers,

Votre réussite littéraire au Québec et en France a attiré mon attention. Les succès de mes compatriotes de l'Abitibi, en particulier s'ils sont nés dans la même ville que moi, me réjouissent toujours. Je me suis donc plongé dans votre dernier livre, *Roman sans rien* (VLB éditeur, 2024). La thématique d'ensemble, qui est l'homosexualité, m'étant peu familière, m'a incité à me donner un point de comparaison par la lecture de *Tout me revient maintenant*, de Jean-Michel Fortier (La Mèche, Groupe d'édition La courte échelle, 2024).

Plus jeune, j'ai beaucoup pratiqué le prosateur racé et subtil qu'était Julien Green. Historien de formation, je ne suis pas un littéraire : je m'adresse à vous en amateur de littérature. Je confesse en partant qu'au roman je préfère la poésie, « toute petite chose glacée », « art de l'enfance », par lequel s'entraperçoivent « de brefs coups d'éclat de la lumière » (Paul Chanel Malenfant, *Au passage du fleuve*, Noroît, 2024). Voilà mon modeste bagage.

Comparer les deux romans, c'est constater que celui de Fortier met en scène la découverte adolescente d'une homosexualité que je qualifierais de saine tandis que le vôtre explore, de façon quelque peu répétitive, le michetonnage sadomasochiste, les relations entre *sugar daddy* et *sugar baby*, autant dire entre maître et esclave, l'esclave étant un *twink*. Vous le faites d'ailleurs non sans autodérision : « Une envie de luxe, de statut, d'image. Nous sommes prêts à tout pour exister » (p. 111). Facticité et ragots, « tout ce poison qui infectait la communauté gaie » (p. 324). Paris, Berlin, New York, Londres : oui. Rouyn-Noranda, Montréal : le moins possible. « Je n'aimais rien du Québec » (p. 128). Pourtant quelques-uns de vos personnages vouent une affection profonde à leur famille et, à travers elle, à une certaine tradition. Mais le père du narrateur et les hommes hétérosexuels en général paraissent falots et s'effacent devant les femmes, au caractère affirmé.

Vous vous abstenez dans ce roman de tout homosexualisme, une idéologie qui promeut le chambardement du code civil et du droit de la famille. Elle a fait

autant de mal à notre société que le féminisme radical. Vous avez le tort toutefois d'estomper indirectement les démarcations entre pédophilie, éphébophilie et sexualité adulte. Toutes ces évolutions tendent à construire un monde unisexe et paradoxalement hypersexualisé.

Pourquoi être écrivain ? « En fait, écrire des romans sur lui-même, c'était un prétexte. C'était probablement un des gestes les plus homosexuels qui soit, faire de la littérature — l'ultime façon de se rendre intéressant » (p. 324). Mais il y a plus, il y a mieux : l'intention de faire de la lumière : « Je raconte une histoire pour que les lecteurs se voient dedans et réfléchissent à leur propre vie » (p. 330). Tâtonner vers une rédemption au moins immanente ?

Le lecteur subodore dans votre roman le piège insidieux qui guette votre œuvre littéraire déjà riche : la répétition indéfinie du même. Comment y échapper ? Julien Green m'a fasciné par sa quête spirituelle et son don de transposition du réel, sa faculté de percer l'écorce de l'apparence. François Mauriac rejetait l'appellation de romancier catholique, préférant se définir comme un catholique qui fait des romans. Green était un catholique homosexuel qui faisait des romans. Ne vous enfermez pas dans la condition de romancier homosexuel ; choisissez celle d'homosexuel qui fait des romans. Pour échapper à la haine de soi, de sa généalogie, de son peuple, de sa nation, ainsi qu'au refus de la transcendance, peut-être vous faudrait-il doubler l'horizontalité psychique par la verticalité psychique, pour parler la langue de Didier Dumas (*La sexualité masculine*). Je recommanderais aussi les essais de vulgarisation de la psychanalyse transgénérationnelle par Bruno Clavier.

Vous maîtrisez l'art difficile de la composition au sens d'agencement des parties en vue d'un tout organique ; vous jouez d'un style bien à vous ; au détour d'un paragraphe, d'une phrase s'entend une petite musique, sûr signe de l'écrivain-né. Écrire en écrivain, non pas en simple écrivain comme moi, est une grâce, imméritée par définition. Accueillez-la avec reconnaissance. Le reste n'est que labeur, comme vous l'avez parfaitement compris.

À LA REVOYURE MONSIEUR LE PEN

RÉMI TREMBLAY

« CESSONS DE FAIRE LES CHOCHOTTES LA BOUCHE EN CUL-DE-POULE ET OUVRONS LES YEUX : LE GRAND REMPLACEMENT EST UN FAIT, QUE TOUS LES DÉMOGRAPHES RECONNAISSENT, MESURENT, ET QUE LES COURBES DE NAISSANCE ET DE MORTALITÉ ANNONÇAIENT DEPUIS LONGTEMPS. »

JEAN-MARIE LE PEN

C'est avec une grande tristesse que j'ai appris le décès de Jean-Marie Le Pen, leader historique du Front national (FN). Cet homme, surnommé le Menhir en raison de son origine bretonne et de sa stature physique, était devenu une légende vivante, peut-être l'homme politique français le plus célèbre à n'avoir jamais été président.

Sa carrière avait commencé dans les années 1950 et il a continué à être actif politiquement jusqu'à son dernier souffle, animant des émissions régulières d'actualité politique sur son site. Tout le monde connaissait sa silhouette reconnaissable entre toutes, mettant en relief la force de ce taureau politique. Je ne l'ai jamais rencontré personnellement, un de mes plus grands regrets, mais nous avons plusieurs amis communs et son influence politique s'étendait jusqu'au Québec, où son nom était devenu une référence.

Comme beaucoup d'hommes politiques populistes, Jean-Marie Le Pen est né dans une famille modeste. Son père, un pêcheur, meurt le 22 août 1942, son bateau ayant heurté une mine sous-marine. Il est donc élevé par sa mère qui bénéficie d'une pension de l'État pour payer ses études. D'un tempérament bouillant et profondément patriote, Jean-Marie tente à l'adolescence de s'engager dans la Résistance contre les Allemands, mais il est refusé en raison de son âge (son futur compagnon de lutte, Roger Holeindre fut quant à lui un des plus jeunes résistants de France, réalisant ses premiers exploits à l'âge de 14 ans). Il poursuit ses études et obtient une licence en droit. Très énergique, il multiplie les petits boulots pour joindre les deux bouts et s'engage politiquement, d'abord dans l'Action française de Charles Maurras, puis dans les « poujadistes », un parti populiste défendant les petits commerçants et les PME.

Après ses études, il s'engage dans les troupes aéroportées, les fameux « paras », et sert en Indochine. Démobilisé, il fait campagne sous l'étiquette poujadiste et est élu à l'hiver 1956. Quelques mois plus tard, il part combattre en Algérie, tout en bénéficiant d'un congé prolongé du Parlement. Pendant son service en Algérie, il est reconnu par ses adversaires, les terroristes du FLN, pour son respect des

morts musulmans, qui sont enterrés selon leurs propres traditions. Cette marque de respect va à l'encontre de la légende qui s'est formée dans les années 1980, selon laquelle Le Pen était un combattant brutal et impitoyable, des accusations de torture ayant été lancées contre lui pour tenter de le diaboliser et de mettre un terme à sa popularité croissante.

Il prend du recul par rapport à la politique et fonde une maison de disques, la SERP, qui vend essentiellement des chansons ou des discours historiques. Il s'intéresse aux mouvements radicaux et vend des chansons anarchistes et fascistes ainsi que des discours célèbres difficiles à trouver avant l'apparition d'Internet.

Parallèlement, il obtient un diplôme en sciences politiques.

Alors qu'il a à peine de quoi vivre, il accepte de revenir à la politique en 1972 en tant que dirigeant du Front national nouvellement créé.

Ce mouvement, officiellement appelé Front français pour l'unité française, avait été fondé le 5 octobre 1972 par les nationalistes-révolutionnaires d'Ordre Nouveau et d'autres hommes politiques plus modérés qui s'opposaient à l'hégémonie de Charles de Gaulle. Il faut noter que, même s'il a été le premier dirigeant du parti, il n'a pas été l'un de ses fondateurs.

Un an plus tard, un parti plus modéré émerge pour défier le FN, le Parti des forces nouvelles, prônant essentiellement une alliance avec les partis traditionnels afin d'obtenir une certaine légitimité et quelques miettes de pouvoir. Leur stratégie n'a jamais fonctionné et la droite dominante fut très heureuse d'utiliser ce parti pour déstabiliser le FN. Le PNF n'a jamais reçu la moindre reconnaissance de la part de la droite « mainstream » pour son ouverture et ses compromissions.

Bien que les succès sont plus que limités (rarement au-dessus de 5%), la répression à laquelle le FN fait face est réelle : assassinat de François Duprat, attentat contre la demeure des Le Pen, tentative d'attentat contre le siège social.

Le FN est loin d'être un parti comme les autres. Il dispose de plusieurs titres de presse dont *National Hebdo*, *Identité*, *Français d'abord* et *Année zéro*, ainsi que d'autres publications régionales ou plus ciblées, et constitue un pôle culturel,

avec d'innombrables artistes et écrivains impliqués. Le chanteur Pierre Durand, l'historien Jean Mabire, le journaliste Roland Gaucher et l'écrivain François Brigneau font partie des soutiens de Jean-Marie Le Pen.

Les militants sont très actifs. Le Front est alors ce que son nom impliquait : un front. Ainsi, lors du rassemblement annuel des BBR (Bleu, blanc, rouge, pour les couleurs du drapeau français), on rencontre à l'époque des néo-païens discutant avec des catholiques traditionnels, tandis que d'anciens résistants prennent une bière avec d'anciens collaborateurs et que des néo-fascistes discutent nonchalamment avec des conservateurs et des monarchistes.

Seule la personnalité de Jean-Marie Le Pen parvient à rassembler tout le monde autour d'une cause commune, qu'il résume simplement : « Je suis socialement de gauche, économiquement de droite et nationalement français. »

En 1998, l'historien Philippe Conrad affirme que le seul adjectif qui convenait à Le Pen est « populiste ». À l'époque, le mot est rarement utilisé.

Les débuts du Front sont modestes en termes de voix. Mais dans les années 1980, le parti dépasse enfin les 10%. Avec ses slogans « Les Français et la France d'abord », le Front est le premier à dénoncer l'insécurité et le problème de l'immigration qui explosera dans les années suivantes.

En 1984, l'émission télévisée *L'Heure de la vérité* permet à Le Pen de gagner en popularité. Il devient instantanément connu dans tout le pays. Jusqu'alors politicien marginal, il devient soudain un leader national. La même année, il peut se targuer d'avoir recueilli 2 millions de voix et d'avoir fait élire 10 députés aux élections législatives. C'était un moment historique. Cependant, le système s'est rapidement adapté et les règles ont été modifiées par la suite pour s'assurer que le Front resterait en marge : malgré les scores impressionnants obtenus par le FN dans les années qui ont suivi, le mode de comptabilisation des votes a conduit à un paradoxe : il a gagné plus d'électeurs mais a continué à perdre des députés jusqu'aux dernières élections, où 89 députés ont été élus au Parlement.

C'est pour freiner cette croissance que des histoires liées à des allégations de tortures pendant son service en Algérie ont commencé à être répétées dans la presse. Le moment n'aurait pas pu être mieux choisi pour ces allégations concernant des faits censés s'être produits près de 30 ans auparavant. Bien que les allégations aient perduré, rien n'a jamais été prouvé. À partir de ce moment-là, Le Pen devient la cible de médisances continues, la diffamation ne connaissant aucune limite quand il s'agit de salir Le Pen.

Il expliquera plus tard qu'il devait manger un « bol de crapauds » tous les matins, en référence aux petits mensonges qui lui étaient adressés chaque jour. Comme il le disait, « la politique n'est pas une activité légère, une sorte de loisir ».

Le pire est encore à venir, l'affaire de Carpentras va effectivement paralyser le Front pour des années et est encore invoquée par les journalistes pour prouver la « dangerosité » du FN, alors qu'il a été prouvé que le FN n'avait absolument rien à voir avec cette affaire.

Le mensonge est une chose. La violence en est une autre. Les réunions sont fréquemment attaquées par des rouges, des antifas ou des immigrés, si bien qu'il est difficile de trouver des lieux disposés à louer des salles. Les militants sont fréquemment attaqués et certains sont même morts en collant des affiches électorales dans des villes ou des quartiers « hostiles ». Certains membres de haut rang sont la cible d'attaques terroristes, comme Jean-Marie Le Pen dont l'appartement est dynamité, et d'autres sont tués, comme François Duprat. Personne ne sera jamais été arrêté pour ce meurtre. La mort de Jean-Pierre

Stirbois, la deuxième figure la plus populaire du FN, a été classée comme un accident, bien que plusieurs éléments tendent à montrer que la version officielle n'est peut-être pas tout à fait vraie. Dans le premier volume de son autobiographie, Le Pen conclut : « La violence qui nous est faite est normale, voire sanctifiée ».

Être le leader d'un groupe ciblé par l'establishment et tous les groupes de gauche du pays n'est pas une sinécure. À ces problèmes externes s'ajoutent des dissensions internes portant essentiellement sur la stratégie et le leadership. Plusieurs pensent que Le Pen est trop autoritaire et qu'il devrait laisser sa place à quelqu'un de plus jeune et de plus moderne, avec un message plus doux et plus modéré. Il prend parfois des décisions basées sur ses propres intérêts plutôt que sur ceux du parti, s'opposant et divisant les héritiers possibles par exemple. On l'appelait dans son dos « Le Louis XIV de Saint-Cloud » le « Benito Mussolini de la Trinité-sur-Mer ». Cela a conduit à plusieurs scissions, la pire étant celle de Bruno Mégret, le 5 mars 1998, qui est alors convaincu de l'importance de nouer des relations avec la droite classique, copiant ainsi la position du PFN des années 1970. Si de nombreuses personnes ont quitté et suivi Mégret, son manque de succès a conduit la majorité des partisans à revenir au Front ou à quitter la politique. Le mouvement le plus récent à avoir tenté sans succès de dépasser le FN sur sa droite est le mouvement Reconquête d'Éric Zemmour lors des dernières élections.

Malgré tous ces problèmes, dans les années 1990, des maires commencent à être élus grâce à des campagnes populaires dynamiques.

Il a un ton populiste et promet des mesures basées sur les besoins actuels des travailleurs français, mais Le Pen aime faire référence à la longue mémoire et à l'histoire de la France. Il a une grande culture et peut citer des auteurs classiques dans ses entretiens et ses discours. Pour lui, le Grand remplacement s'accompagne du « Grand remplacement de notre histoire ». En 1996, toute une campagne nationale sur Clovis, roi des Francs, est organisée, le but étant de promouvoir l'histoire de France et de montrer que le FN est le parti qui était en phase avec la France d'antan, et qui voit la France comme une partie de la communauté appelée Europe. Sur ce dernier point, s'il s'oppose à Bruxelles, il explique dans sa biographie que « L'histoire de l'Europe, c'est d'abord Marathon, c'est Salamine, c'est Lépante, c'est Vienne, c'est Poitiers. » La France fait partie de l'Europe, qui est quelque chose de beaucoup plus grand que l'Union européenne.

Car d'un point de vue américain, il peut être difficile de comprendre que l'on puisse croire en l'Europe et mépriser l'Union européenne. En fait, Le Pen était très critique à l'égard de toutes les organisations supranationales et était un farouche opposant au mondialisme et au Nouvel Ordre Mondial.

Cela l'amène à rencontrer Saddam Hussein et l'ambassadeur irakien lors de la crise des otages en 1990, ainsi que Saddam Hussein lui-même, avant d'organiser « SOS Enfants d'Irak » pour porter secours aux victimes collatérales de l'impérialisme américain. Il est intéressant de noter que, contrairement à nombre de ses adversaires qui n'ont jamais eux-mêmes combattu, mais sont prêts à lancer des guerres pour des intérêts mercantiles, il s'est opposé à la plupart des conflits modernes, plaidant pour des solutions pacifiques, comme en Yougoslavie. Sur ce point, il se distingue clairement de la droite.

Un autre point de divergence avec la droite est l'importance accordée par Le Pen à l'environnement. Dès les années 70, il se prononce en faveur de la défense de l'environnement, blâmant l'idéologie productiviste prônée à la fois par les néo-capitalistes et les communistes. Malgré ses engagements et son plaidoyer pour une « écologie profonde », les Verts n'ont jamais cherché à s'allier avec lui. En fait,

pour les Verts, le FN est leur principal ennemi, ce qui confirme l'analogie de la pastèque, verte à l'extérieur, rouge à l'intérieur.

Pour la clique politique française, Le Pen restera toujours une persona non grata. Aucune coalition n'est possible avec ce pestiféré et beaucoup évoqueront un plafond de verre au-dessus du FN qui limiterait sa progression. Tout le monde est pris par surprise lorsqu'en 2002, il accède au second tour de l'élection présidentielle contre Jacques Chirac, connu pour ses nombreuses escroqueries. Avant le second tour, une « mobilisation antifasciste » se met en place : des millions de personnes manifestent contre Le Pen et jurent de ne pas laisser passer la « bête immonde ». Il obtient tout de même 5,5 millions de voix, soit 17,79 % des électeurs.

En 2011, il passe le flambeau à sa fille Marine Le Pen, qui obtient l'appui de 67,65 % des membres du parti. Les éléments les plus nationalistes soutiennent son adversaire Bruno Gollnisch, militant de longue date du Front qui sera plus tard mon collègue à *Présent*.

Après la prise de pouvoir de Marine, plusieurs sont partis vers des partis plus marginaux. En plus de cet exode volontaire, elle a expulsé de nombreux membres considérés comme « extrémistes ». Son propre père, « président honorifique » du parti, est lui-même exclu en 2015 par sa propre fille, qui veut « dédiaboliser » le parti pour le rendre plus acceptable.

Malgré les dires de ses détracteurs, la stratégie de Marine s'est avérée payante. Au second tour de l'élection présidentielle, elle obtient 41,45 % en 2022 et 89 députés sont élus. Cinq décennies après sa création, le parti nationaliste démontre la pertinence de ses analyses. Mais les reculs de Georgia Meloni en Italie nous font

craindre le pire : une Le Pen au pouvoir serait-elle mieux qu'un Macron ?

Jean-Marie Le Pen était « Un tribun comme on n'en fait plus ». C'était un débatteur acharné et un vrai combattant politique. Il était toujours là où on ne l'attendait pas et refusait toujours de courber l'échine. Homme de grande culture, il a marqué son temps et restera dans les mémoires tant que le peuple français survivra. C'est ce que Le Pen craignait le plus... la disparition de son peuple :

« Le monde blanc est en train de mourir : la démographie enseigne que si l'on passe sous un certain seuil de fécondité, atteint ou en passe de l'être par certains de nos voisins, alors le phénomène devient irréversible et le collapsus certain. »

Sources :

Lecerf, Didier sous la direction de. *Le PNF*. Coll. « Les Cahiers d'histoire du nationalisme », n. 4, 2014, 198 p.

Le Pen, Jean-Marie. *Fils de la Nation. Mémoires vol. 1*, Éditions Muller, 445 p., 2018.

Le Pen, Jean-Marie. *Tribun du peuple. Mémoires vol. 2*, Éditions Muller, 560 p., 2019.

Renaud, Alin sous la direction de. *François Duprat et le nationalisme-révolutionnaire*. Coll. « Les Cahiers d'histoire du nationalisme », n. 2, 2014, 204 p.

Rolinat, Jean-Claude, *17 ans dans les tranchées du Front national*, Éditions Dualpha, 2022, 360 p.

Sèvres, Guirec, sous la direction de. *Le Front national, avoir tellement eu raison*. Coll. « Les Cahiers d'histoire du nationalisme », n. 24, 2022, 195 p.

LA COMMUNE AFFAIRE DE CARPENTRAS

En 1990, les sondages donnent 25% à Le Pen pour les prochaines élections. Alors que rien ne semble freiner la progression de Le Pen, dans la nuit du 8 au 9 mai, le cimetière juif de Carpentras est désacralisé. Des tombes ont été brisées et un cadavre a été déterré et profané.

Immédiatement, le 10 mai, les ministres Joxte et Fabius sortent dans les médias. Même si aucun coupable n'a encore été trouvé, les politiciens ne tardent pas à dénoncer le FN. Serge Klarsfeld, millionnaire juif connu pour ses chasses aux sorcières nazies, n'a pas attendu pour accuser Le Pen, forcément coupable. Après tout, Le Pen avait dénoncé l'influence juive dans la presse le lendemain de la profanation, juste avant qu'elle ne soit découverte.

Ce n'était pas la première fois, ni la dernière, que les nationalistes étaient rendus responsables d'actes antisémites perpétrés par d'autres éléments ; l'attentat à la bombe contre la synagogue de la rue Copernic en 1980 et la tuerie de l'école juive Ozar Hatorah à Toulouse en 2012 ont été imputés aux nationalistes avant que les vrais coupables ne soient découverts : des musulmans radicaux. Le président français durant l'affaire de Carpentras, François Mitterrand, avait lui-même été pris en flagrant délit de mise en scène d'un faux attentat contre sa personne. Le 15 octobre 1959, alors qu'il était sénateur, il avait demandé à Robert Pesquet de tirer sur sa voiture pour pouvoir accuser l'extrême droite. Pesquet avouera plus tard le complot.

Suite à la découverte de l'acte de vandalisme de Carpentras, une grande manifestation contre le racisme est organisée au cours de laquelle un mannequin de Le Pen est accroché. Le président participe à cette manifestation, une première, ainsi que plusieurs personnalités politiques.

Malgré le nombre de policiers que l'on dit affectés à l'enquête, celle-ci n'aboutit à rien. Un an après les faits, personne n'est soupçonné. Un journaliste du *Matin Var*, Olivier Tramond, avait lancé ses propres recherches et soupçonnait des éléments juifs radicaux d'être à l'origine de ces tristes événements : toutes les tombes qui avaient été désacralisées étaient des tombes de juifs ayant épousé des non-juifs.

Plusieurs éléments vont dans ce sens, notamment le fait que la communauté juive ait prévenu le journaliste de laisser tomber l'affaire et de tourner la page. Quant au FN, on pense que c'est le Service d'Action civique du parti gaulliste, organisation officiellement dissoute en 1982, qui est à l'origine du complot. Un acte d'un militant du FN est peu probable, d'autant qu'à Carpentras, les représentants du parti sont deux juifs.

Pour l'avocat Gilbert Collard, cette affaire est un « mensonge d'Etat ».

Yannick Garnier reconnaît finalement sa culpabilité et trahit ses complices, dont Jean-Claude Gros, skinhead proche du PNFE - adversaire du FN - décédé le 23 décembre 1993 dans un règlement de compte. Les autres impliqués sont Patrick Laonegro, le cerveau de l'opération, et Oliver Fimbry, un ancien combattant.

Bien que n'ayant aucun lien avec les coupables, le FN est encore considéré par beaucoup comme directement impliqué dans l'affaire de Carpentras, ce qui prouve que le mensonge et la propagande ont un impact durable.

LE MENHIR S'EST EFFONDRE

ENTRETIEN AVEC ROLAND HÉLIE



JEAN-MARIE LE PEN, QU'ON COMMENÇAIT À CROIRE IMMORTEL, NOUS A QUITTÉ LE 7 JANVIER DERNIER. NOUS NE POUVONS REVENIR SUR LE PARCOURS DE CE COMBATTANT QUI INSPIRA LES FRANÇAIS, MAIS AUSSI NOMBRE DE QUÉBÉCOIS. LE FRONT NATIONAL, C'ÉTAIT LE PEN, ET COMBIEN DE QUÉBÉCOIS ONT UN JOUR SOUHAITÉ AVOIR UN POLITICIEN DE LA TREMPÉ DE LE PEN SUR LEUR BULLETIN DE VOTE ?

Pour parler de cet homme plus grand que nature, nous avons interrogé notre ami Roland Hélie, directeur de la revue Synthèse nationale, ancien membre du Bureau politique du Parti des forces nouvelles, qui a bien connu celui qu'on surnommait en France Le Menhir. Il revient pour nous sur leur engagement commun.

Harfang - Pourriez-vous nous dire comment votre relation avec Jean-Marie Le Pen débuta ?

Roland Hélie - Cela remonte au milieu des années 1980. Au moment où le Front national (FN) venait de faire sa percée historique aux élections européennes de 1984. Je faisais alors parti du Bureau politique du Parti des forces nouvelles (PFN) et, après dix ans de concurrence ardue avec le FN, nous venions de décider de mettre fin aux activités du PFN et de rejoindre le Front national.

Pour bien comprendre, il faut remonter quelques années en arrière. Après l'échec (relatif) de la campagne présidentielle de Jean-Louis Tixier-Vignancour en 1965, la droite nationale française entama une « traversée du désert ».

Au lendemain de Mai 1968, est créé le mouvement Ordre nouveau qui se caractérise par une certaine

radicalité idéologique et un activisme militant de circonstance. Pour élargir son audience, Ordre nouveau participe à la création, en 1972, du Front national destiné à regrouper tous les courants de la droite nationale. Jean-Marie Le Pen en prend la présidence.

Mais, très vite, un an après sa création et après la dissolution d'Ordre nouveau en juin 1973, des fissures se multiplient et le Front se divise. D'un côté ceux qui restent fidèles à Le Pen et, de l'autre, les anciens responsables d'ON qui vont donner naissance au Parti des forces nouvelles. Durant les dix années qui suivirent, les deux formations se sont entredéchirées alors que les résultats électoraux restaient modestes, pour ne pas dire dérisoires.

H - Pourquoi et comment, après l'élection de François Mitterrand en mai 1981, la Droite nationale a retrouvé une place sur l'échiquier politique français ?

RH - L'arrivée de la coalition socialo-communiste au pouvoir a traumatisé la droite modérée. Cette période correspond aussi aux premiers effets de l'immigration sur la société française. L'insécurité et le chômage se développaient et la gauche, très vite, commençait à décevoir. Dans ce contexte, la Droite

nationale en général et le Front national de Jean-Marie Le Pen en particulier, commençaient à voir le bout du tunnel. Lors des municipales de 1983, le FN fit ses premières percées spectaculaires (à Paris XXe et à Dreux, une petite ville alors déjà confrontée à une immigration importante, située proche de la capitale).

En juin 1984, la liste du FN conduite par Jean-Marie Le Pen, fit plus de 10% des voix aux élections européennes. De ce fait, le PFN n'avait plus d'espace politique ; la sagesse et l'intérêt national nous ont donc amené à rallier FN.

H - Vous qui aviez côtoyé Jean-Marie Le Pen, quel genre d'homme était-il au quotidien ?

RH - Je n'ai jamais fréquenté Jean-Marie Le Pen « au quotidien ». En fait, c'est Jean-Pierre Stirbois, alors secrétaire général du FN, qui avait le plus œuvré pour le ralliement du PFN au FN. Le Pen était la figure tutélaire, le Président, mais c'était Jean-Pierre qui gérait le mouvement « au quotidien ». Hélas, après le décès accidentel de celui-ci, les relations se compliquèrent. Il y eut beaucoup de malentendus à cette époque et quelques années plus tard, nous prîrent quelques distances avec le FN. Puis, finalement, les choses se sont arrangées.

Depuis la création de Synthèse nationale, en 2006, Jean-Marie nous a, à maintes reprises, fait part de l'intérêt qu'il apportait à notre démarche militante. À partir de 2016, il a régulièrement participé à nos journées annuelles, les Rendez-vous Bleu Blanc Rouge.

Je crois que c'est à l'occasion de notre RDV BBR d'octobre 2019 qu'il a pris, pour la dernière fois, la parole en public devant un public enthousiaste de plusieurs centaines de personnes. Depuis, son état de santé ne lui permettait hélas plus de se livrer à de telles performances.

Nous avons même organisé un banquet à Paris, réunissant de nombreux convives, à l'occasion de la parution de ses Mémoires en 2018.

H - Outre son courage, quelle était la plus grande force de Jean-Marie Le Pen ?

RH - Autant il avait l'art et la manière pour se brouiller avec ses amis (politiques), autant, il savait y faire pour se réconcilier avec eux. L'un de ses proches m'avait un jour résumé le comportement de Jean-Marie : « Quand tu aimes Le Pen, Le Pen t'aime bien. Quand tu n'aimes plus Le Pen, Le Pen ne t'aime

plus ». C'est peut-être simpliste, mais cela explique bien des choses.

Les quarante années qu'il a passées à la présidence du Front national ont été marquées par de nombreux conflits internes, allant parfois jusqu'à la scission (PFN en 1974, Alliance populaire en 1992, MNR en 1998...). Et à chaque fois, les choses ont fini par rentrer dans l'ordre.

N'est pas chef qui veut. Pour être un vrai chef, il faut avoir à la fois du charisme, du talent et être doté d'un redoutable sens politique. Le Pen réunissait ses conditions, c'est pour cela qu'il est devenu et qu'il est resté, le « leader » incontournable de la droite nationale française. De plus, j'ajouterais que le personnage était particulièrement attachant...

H - Malgré le fossé qui se creusait avec sa fille Marine, comment percevait-il les gains incroyables réalisés par le RN ?

RH - Le RN d'aujourd'hui n'a plus grand-chose à voir avec le FN d'hier. Certes, en cinquante ans, la France et le monde ont changé mais il y a des « constances » qui restent. Les problèmes soulevés par le FN à sa création demeurent les mêmes. Notre

indépendance nationale n'existe pratiquement plus et la submersion migratoire est devenue ce que l'on appelle désormais « le grand remplacement ». Dans ces conditions, était-il nécessaire de procéder à un tel « nettoyage » du mouvement national. Jean-Marie avait, il y a quelques années, parfaitement résumé à sa manière la situation : « Ce n'est pas au moment où le diable devient sympathique, qu'il faut procéder à une dédramatisation ».

Partout en Europe, on assiste à un réveil national et identitaire des peuples face à la volonté des oligarchies dirigeantes d'imposer une gouvernance mondiale. Le RN, en France, bénéficie de ce « soulèvement » généralisé.

H - Les enjeux soulevés par Jean-Marie Le Pen comme l'immigration et l'insécurité sont devenus omniprésents. Le péché de JMLP fut-il d'avoir raison trop tôt ?

RH - En politique, on a toujours raison à un moment ou à un autre. Le problème, c'est d'avoir raison au bon moment... Et c'est justement au moment où l'Histoire est en train de lui donner raison que Jean-Marie est passé de vie à trépas...

DANS SES PROPRES MOTS

ÉMIUEP.

« Ces Vérités Que Je M'obstine À Répéter Inlassablement Aux Français Ne Sont Pas Toutes Agréables À Entendre, Surtout Pour Ceux Qui Ont Lassé La Situation De La France Se Dégrader De La Manière Qu'on Sait. »

Jean-Marie Le Pen

Le décès d'un géant comme Jean-Marie Le Pen n'a laissé personne indifférent. Même mort, il ne cesse de soulever les passions. À gauche, on a célébré dans les rues et vandalisé sa tombe, à droite, on multiplie les hommages. Nicolas Gauthier, ancien journaliste à Minute, National Hebdo et autres publications de la droite nationale, a voulu ajouter sa pierre au monument dédié à la mémoire du tribun breton. Plutôt que d'écrire un éloge de l'homme politique, il a souhaité lui donner une dernière fois la parole en publiant des extraits choisis - ceux qui démontrent bien sa pensée et ses objectifs - parmi les nombreux entretiens qu'il a réalisés avec lui depuis son premier en 1986.

Jean-Marie Le Pen parle à cœur ouvert et à bâtons rompus de mille et un sujets, de l'insécurité à l'importance de la religion et de la famille. Cet aspect détendu donne l'impression au lecteur de l'avoir pour une première et dernière fois à sa table à manger. Il quitte quelques heures le piédestal sur lequel il reposera à jamais pour se mettre à notre portée et nous ouvrir les portes de sa pensée.

On découvre l'homme derrière la figure publique, celui qui cultivait les rosiers et chantait (on apprend par la bande que son oiseau préféré est le harfang!), mais on découvre aussi sa pensée réelle et non celle qu'on lui imputa. Raciste, islamophobe, antisémite et nazi? Au contraire, assez assimilationniste et républicain, ce qui en étonnera plus d'un.

Ce livre a le mérite de ne pas parler en son nom, mais de lui tendre le micro une dernière fois.

Gauthier, Nicolas. Le Pen comme vous ne l'avez jamais lu. Entretiens avec Nicolas Gauthier, Déterna Éditions, 2025, 151 p.



LES QUÉBÉCOIS ONT-ILS PERDU LE NORD?

C-F BOILLARD

LES VALEURS D'UN PEUPLE CONSTITUENT SA BOUSSELE, MAIS ON PEUT SE DEMANDER, D'APRÈS LES VALEURS QU'ON PRÉSENTE AUJOURD'HUI COMME CELLES DU PEUPLE QUÉBÉCOIS, SI CE DERNIER N'A PAS PERDU LE NORD.

Les valeurs qu'un peuple adopte ne sont pas sans conséquences pour lui. Il y a de bonnes valeurs et de mauvaises valeurs. Le système de valeurs d'une Nation est bon lorsqu'il encourage ses membres à adopter des comportements favorables à sa survie biologique et à la préservation de son identité spirituelle. Par contre, des valeurs qui favorisent des comportements ayant l'effet inverse sont de mauvaises valeurs et le peuple qui les fait siennes se retrouve avec une boussole faussée. On entend souvent dire, au Québec, que certains comportements font partie des valeurs québécoises. Or, il s'agit dans bien des cas de comportements reflétant l'idéologie contre-nature de la rectitude politique, de sorte qu'il faut se demander si les Québécois ne montrent pas ainsi qu'ils n'ont plus de boussole et qu'ils ont perdu le Nord. Les exemples sont multiples, mais nous nous limiterons aux plus révélateurs.

AVORTEMENT

Un premier exemple est l'avortement. On entend souvent affirmer que l'opposition à l'avortement est un point de vue rétrograde qui ne devrait pas pouvoir s'exprimer dans notre société. La question aurait été réglée pour de bon et l'accès sans restriction à l'avortement constituerait désormais une valeur fondamentale des Québécois. Cette position a été reprise de façon ostentatoire, il y a un peu plus d'un an, par deux ministres de la Coalition Avenir Québec (CAQ), la ministre du Tourisme et celle de la Condition féminine, qui sont allées jusqu'à forcer une société d'État, le Centre des congrès de Québec, à annuler la location de salles pour un colloque d'associations pro-vie. De la part d'un gouvernement qui se prétend nationaliste et démocratique, on aurait pu espérer plus de discernement quant à ce qui est bon pour la Nation québécoise et plus de respect de la liberté d'expression. On peut penser que, comme les Québécois sont supposés être majoritairement favorables à un maintien du statu quo en matière d'avortement, le gouvernement caquiste, toujours soucieux des sondages, a préféré éviter de se mettre en porte-à-faux avec l'opinion la plus répandue.

Or, l'accès sans restriction à l'avortement pose problème sous l'angle du respect de la vie et sous celui de la survie nationale. Dans le slogan « mon corps, mon choix », on passe sous silence que le premier concerné, c'est

l'enfant à naître, car c'est son corps à lui qui sera détruit. Les partisans de l'avortement sont parvenus à créer de la confusion en mettant dans le même sac les situations dans lesquelles l'avortement peut apparaître moralement justifié, comme lorsque la vie de la mère est directement menacée ou lorsque l'enfant à naître est affligé de handicaps si sévères qu'il lui serait impossible de mener une vie digne d'être vécue, et les situations où le recours à l'avortement est motivé par des raisons futiles ou mesquines, ou tout simplement par une certaine pression sociale. L'avortement pose aussi et surtout problème du point de vue de la survie de la Nation québécoise. Une Nation, ce n'est pas une série de fauteuils vides qu'il suffit d'occuper avec n'importe qui, mais une entité vivante composée de générations liées par une filiation biologique. Certes, il peut y avoir des apports de l'extérieur, dans la mesure où ils sont ethniquement et culturellement compatibles et ne dépassent pas notre capacité d'assimilation, mais le renouvellement des générations doit d'abord passer par une natalité vigoureuse, sans quoi il s'agit plutôt du remplacement d'un peuple par un autre. En contribuant à réduire une natalité déjà insuffisante, l'avortement nuit au dynamisme démographique nécessaire à la pérennité de la Nation. Dans cette perspective, il s'agit d'une mauvaise valeur et ceux qui se glorifient de l'avoir adoptée montrent qu'ils ont perdu le Nord.

Pour tenter de justifier leur assaut contre le dynamisme démographique de la Nation, certains partisans de l'avortement tentent de s'appuyer sur la valeur de la protection de l'environnement, en s'efforçant de persuader les jeunes qu'ils doivent éviter de procréer pour sauver la planète. Ce faisant, ils dénaturent cette valeur et en font une mauvaise valeur.

IMMIGRATION

Un autre exemple de désorientation dans les valeurs a trait à l'immigration. Plusieurs Québécois se montrent fiers de leur réputation d'hospitalité et d'ouverture à l'égard des personnes issues d'autres peuples. Une telle attitude n'est pas mauvaise en soi, mais il y a des limites à ne pas franchir et un sens des priorités à respecter. La bienveillance pour les autres peuples ne doit jamais aller jusqu'à mettre en péril la survie du sien et la curiosité pour leur culture ne doit pas conduire à dénigrer et à abandonner la sienne. A ce propos, les

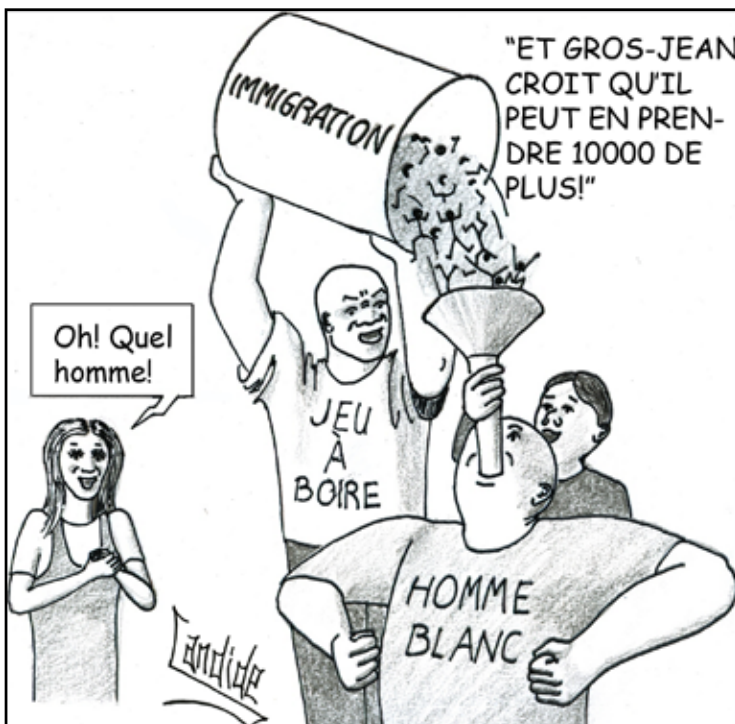
Québécois font souvent preuve de naïveté. Ils ont tendance à croire que tous les peuples seront aussi corrects à leur égard qu'ils l'ont été envers eux et à faire fi des leçons de l'Histoire, qui montrent qu'un peuple qui se laisse réduire à l'état de minorité dans son propre territoire finit généralement par se voir imposer les valeurs et les intérêts des nouveaux arrivants, en attendant de disparaître complètement. Les Québécois auraient intérêt à méditer le sort de leurs ancêtres gaulois. Ces derniers avaient accueilli avec confiance et enthousiasme les commerçants italiens, qui leur apportaient de nouveaux produits et de nouvelles idées, mais ceux-ci furent suivis par les légions romaines. Après une guerre de conquête marquée par des massacres et des saccages, les Gaulois se retrouvèrent dépossédés de leur pays, de leurs biens, de leur langue et de leur religion (le druidisme, qui était spirituellement bien plus évolué que l'idolâtrie primaire des Romains). Une illustration de la naïveté des Québécois en matière d'immigration, c'est la croyance absurde selon laquelle il suffirait de franciser les immigrants allogènes pour assurer la pérennité de la Nation québécoise. Or, même si elle parlait le français, une population qui serait principalement composée de descendants d'immigrants allogènes ne serait plus le peuple québécois, mais celui qui l'aurait remplacé.

Un partie importante de l'opinion publique québécoise a fini par se rendre compte des dangers d'une immigration allogène massive. En témoigne la crise des accommodements raisonnables du début des années 2000 et le fait qu'aux élections de 2018, la CAQ ait dû sa victoire à sa promesse de restreindre l'immigration. Dans ce contexte, les résultats du sondage pan-canadien sur l'immigration publié en octobre 2024 sont quelque peu surprenants. Alors que dans les autres provinces, les personnes qui, en 2024, estimaient qu'il y avait trop d'immigrants étaient nettement majoritaires (63% en Ontario, 69% en Alberta, 57% en Colombie britannique), soit plus du double qu'en 2022, les personnes ayant cette opinion au Québec ne représentaient que 47% des répondants, à peine 9% de plus qu'en 2023. Certes, il ne faut pas se fier

aveuglement aux maisons de sondages, car certaines d'entre elles ont un parti pris idéologique : les vituperations anti-Trump d'un sondeur québécois bien connu lors d'émissions d'affaires publiques en sont une bonne illustration. De plus, il y a parfois un biais méthodologique, qui provient d'un recours de plus en plus fréquent aux sondages par internet : les générations moins familières avec l'internet sont ainsi sous-représentées et le caractère aléatoire des échantillons est moins respecté. Néanmoins, si l'on postule que les biais sont constants d'une province à l'autre, la différence de pourcentages entre le Québec et le reste du Canada suggère l'existence d'un phénomène méritant d'être élucidé. Dans le cas du Canada hors-Québec, il est probable que l'explosion du sentiment anti-immigration provient d'un sursaut tardif des Canadiens-anglais de souche, dont l'identité propre a presque été oblitérée par l'immigration allogène massive des dernières décennies et la dérive multiculturaliste qui l'a accompagnée. Au Québec par contre, la préoccupation manifestée par la CAQ et son chef concernant l'immigration massive a peut-être amené plusieurs citoyens à penser qu'ils pouvaient se dispenser d'afficher une opposition tranchée sur ce sujet, car c'est le gouvernement qui allait s'occuper du problème. Par ailleurs, c'est au Québec que l'appareil de propagande immigrationniste s'est le plus déchaîné. Les médias établis multiplient les reportages favorables à l'immigration et tous se rappellent l'intervention agressive d'un journaliste récemment importé de France, lors d'une conférence de presse faisant suite aux élections de 2018, où celui-ci s'était efforcé de miner la crédibilité du premier ministre en lui posant une question piège sur le délai d'accession des immigrants à la citoyenneté. De même, nos chevaliers d'industrie rappellent à tout propos les problèmes de pénurie de main-d'oeuvre, car l'importation de cheap labor leur apparaît sans doute essentielle pour assurer la rentabilité de leurs entreprises technologiquement attardées, en attendant de pouvoir les vendre aux "Américains".

LAÏCITÉ

Une autre valeur présentée comme une valeur essentielle du Québec est la laïcité. C'est toutefois quelque chose d'assez récent. De la fondation de la Nouvelle-France jusqu'à la fin des années 1960, la religion catholique a constitué, encore plus que la langue française, le principal critère d'appartenance à notre Nation. Les premières cohortes de baby boomers québécois ont été élevées dans une société où le catholicisme était encore présent dans toutes les institutions, une société qui était, avec la Pologne et l'Irlande, l'une des plus catholiques du monde occidental. Dans ces trois sociétés, le catholicisme a constitué le principal point de ralliement de Nations menacées d'assimilation par leurs envahisseurs. La révolution tranquille a transféré à l'État plusieurs des responsabilités jusqu'alors dévolues à l'Église, mais la religion chrétienne est demeurée très présente dans le domaine de l'Éducation : ce n'est en effet qu'en 1997 que les commissions scolaires confessionnelles du Québec ont été remplacées par des commissions scolaires linguistiques et plusieurs écoles privées originellement fondées par des religieux opèrent encore aujourd'hui. Jusqu'à tout récemment, les partisans de la laïcité se limitaient à une petite clique composée d'intellectuels déracinés à la P-E Trudeau, d'athées fanatiques et de libertins désireux de s'affranchir de toute contrainte morale, mais c'était une clique très active saisissant toutes les occasions de dénigrer la religion et



le clergé. L'immigration allogène massive a changé la situation, car l'attitude conquérante des militants mahométistes a rebuté les Québécois de souche. Cherchant le moyen de contrer cet envahissement et ne pouvant définir la barrière en termes ethniques, à cause du tabou antiraciste imposé par la rectitude politique et la charte des droits, les opposants à l'islamisme se sont rabattus sur la laïcité. Celle-ci constitue cependant un couteau à deux tranchants et celui qui vise les traditions chrétiennes est toujours plus aiguisé que celui qui s'applique aux menées islamiques. Ainsi, alors que l'enseignement de la religion chrétienne au primaire et au secondaire a été remplacé par un salmigondis d'idées diversitaires et que le symbole national qu'est le crucifix a prestement été retiré de tous les lieux publics, en particulier l'Assemblée nationale, on a toléré pendant des années que des cliques d'enseignants musulmans fassent main basse sur certaines écoles publiques de Montréal. Les dispositions législatives adoptées pour restreindre le port ostentatoire de signes religieux (en particulier le voile musulman) pour les personnes en situation d'autorité sont actuellement contestées devant les tribunaux par certains syndicats d'enseignants, au motif qu'elles seraient discriminatoires, et il y a fort à parier que ces syndicats auront gain de cause. En somme, les Québécois de souche ont renoncé à des pans importants de leur tradition nationale au nom de la laïcité, alors que la pérennité des restrictions que celle-ci impose aux communautés allogènes est au mieux précaire. Quand on examine l'histoire des peuples, on constate que l'attachement à leur religion constitue un facteur de survie important, comme l'illustre le cas du peuple juif, qui est parvenu à conserver son identité malgré deux millénaires d'exil. De plus, la religion, même lorsqu'elle ne subsiste qu'en tant que tradition culturelle, contribue à assurer la moralité des comportements en société, bien mieux que tout code d'éthique laïc. Dans cette perspective, l'idéal serait que le catholicisme soit proclamé religion d'État au Québec, étant entendu que cela devrait s'accompagner d'une tolérance complète pour l'exercice privé des autres religions.

CONCLUSION

Les valeurs portées par la rectitude politique, dont la promotion au Québec s'appuie sur une glorification de la révolution tranquille, qui aurait mis fin à la prétendue grande noirceur des valeurs traditionnelles, sont difficilement compatibles avec les impératifs de la survie de la Nation des Québécois de souche. Ce qui est surprenant, c'est de voir que c'est au Québec que l'on observe, dans le discours public, la plus complète acceptation de ces valeurs dysfonctionnelles. C'est d'autant plus paradoxal que le sentiment national reste encore très fort chez les Québécois de souche. Comment cela s'explique-t-il? Une première raison de l'apparente unanimité dans l'adhésion aux valeurs de la rectitude politique est que la culture des Québécois conserve encore une forte empreinte du catholicisme. Contrairement au protestantisme, fondé sur le principe de libre examen de la Bible (c.a.d. la liberté d'opinion), le catholicisme privilégie l'obéissance à une autorité morale hiérarchisée. Les Québécois ont conservé ce trait culturel consistant à se rallier à l'opinion d'une autorité morale reconnue, mais celle-ci a changé de mains : le clergé catholique, qui prêchait une morale de discipline et d'abnégation, a été remplacé par une intelligentsia gauchiste adepte de toutes sortes d'idées folles (le marxisme, puis la rectitude politique) et d'une morale fondée sur le principe du plaisir.

Les valeurs que celle-ci présente comme les valeurs québécoises ne sont plus les valeurs traditionnelles du peuple québécois, ses vraies valeurs, mais celles d'une confrérie mondialiste cherchant à imposer un nouvel ordre mondial sur les cendres des nations occidentales et de leur civilisation. Une autre raison de l'apparente unanimité des Québécois est la petitesse de leur société, qui fait en sorte qu'il est plus facile pour les disciples d'une idéologie de s'accaparer d'un contrôle presque complet des moyens publics de transmission des connaissances et des valeurs. Dans une petite société, les conditions économiques permettent difficilement de faire vivre plusieurs grands réseaux médiatiques professant des idéologies différentes. Au Québec, les réseaux de télévision francophones se limitent à deux entreprises d'État, Radio-Canada et Radio-Québec, et aux stations de l'empire Péladeau, tandis que dans le domaine de la presse écrite, ne subsistent que quelques grands quotidiens et chaînes de presse. Il y a eu deux mouvements de concentration de la presse : le regroupement des entreprises entre les mains d'un petit nombre de propriétaires et, ce qui est plus conséquent, la prise de contrôle des salles de rédaction, avec la complicité syndicale, par la mouvance politiquement correcte. Il n'y a malheureusement pas de place, au Québec, pour une chaîne indépendante résolument de droite comme Fox News aux États-Unis et les seules voix discordantes qui subsistent sont celles de petits postes de radio indépendants de Québec, que la mouvance politiquement correcte s'efforce sans relâche de faire fermer. De même, dans le domaine de l'Éducation, la petitesse de la société québécoise combinée à sa tradition étatiste a conduit à la création de grands réseaux publics contrôlés centralement par un ministère de l'Éducation. La domination de l'idéologie politiquement correcte sur ce qui est enseigné s'est imposée grâce aux édits des logues du ministère et aux appareils syndicaux monopolistiques, passés du marxisme à la rectitude politique. Les seules institutions à résister encore un peu à cette mise au pas sont les écoles privées, particulièrement celles qui ont été fondées par le clergé catholique. C'est pourquoi les pontifes de la rectitude politique n'ont cessé de réclamer qu'on leur retire tout financement public, afin de les forcer à fermer. C'est le lavage de cerveau continu appliqué par les médias établis et les établissements d'enseignement aux mains des disciples de la rectitude politique qui explique la prédominance au Québec de valeurs contraires à la survie nationale du peuple québécois. Pourtant, quand on discute avec les Québécois ordinaires, on s'aperçoit que cette prédominance n'est qu'une apparence : certains se sont laissés persuader par le discours public, mais plusieurs ont simplement été intimidés. Comme dans les régimes communistes du 20^{ème} siècle en Europe, plusieurs ont appris à dissimuler leur véritable opinion pour ne pas se mettre dans le trouble. Toutefois, cette situation orwellienne ne peut perdurer indéfiniment et il faut prendre les moyens d'y mettre fin. La récente élection présidentielle américaine a montré que les médias sociaux pouvaient être l'instrument d'un renversement de l'emprise politiquement correcte sur les esprits. Dans ce contexte, il importe de résister avec acharnement aux manœuvres de la mouvance politiquement correcte visant à placer les médias sociaux sous contrôle, sous prétexte d'y empêcher les propos haineux. À ce propos, le projet de loi sur les préjudices en ligne (C-63), mis de l'avant par le gouvernement Trudeau, représente un danger immédiat. Si ce projet est voté, les Québécois se retrouveront sans défense face à la domination idéologique de l'ultra-gauche, au lieu de pouvoir se joindre au camp des Nations occidentales qui sont en train de s'en libérer.

LE SCANDALE NOUVELLE ALLIANCE

RÉMI TREMBLAY

PEU AVANT NOËL, UN PETIT SCANDALE A ÉCLATÉ LORSQUE LA PRESSE A RÉVÉLÉ QU'UN GROUPE MÉCONNU DU GRAND PUBLIC, NOUVELLE ALLIANCE, COMPTAIT DANS SES RANGS DES MILITANTS LIÉS AU BLOC QUÉBÉCOIS, AU PARTI QUÉBÉCOIS, ET À DIVERSES INSTANCES SOUVERAINISTES. AUSSITÔT, LES MÉDIAS, AVEC LE DEVOIR EN TÊTE, ONT FLAIRÉ LE FILON ET SE SONT RUÉS SUR L'AFFAIRE, COMME DES ENFANTS DEVANT UN CALENDRIER DE L'AVENT.

Le crime? Nouvelle Alliance affiche une esthétique martiale qui détonne face à l'image des boomers souverainistes défaitistes ou des néo-hippies de Québec solidaire. Et pour les élites progressistes, rien n'est plus effrayant qu'un Québécois qui porte autre chose qu'un t-shirt de Che Guevara en laine bioéquitable.

Les appels à la purge ont fusé : pas question que le rêve d'un Québec libre soit porté par des gens insuffisamment progressistes! Apparemment, pour mériter l'indépendance, il faut d'abord renoncer à toute idée qui dépasse le cercle restreint des brunchs inclusifs sur le Plateau. Curieusement, personne n'a pu identifier une seule idée concrètement "nauséabonde" promue par Nouvelle Alliance. Mais le cœur de l'affaire ne réside pas dans les idées : il s'agit avant tout d'imposer une rectitude politique inflexible au mouvement souverainiste. Un phénomène loin d'être nouveau, hélas.

On se souvient du traitement infligé à Jacques Parizeau après sa remarque sur le « vote ethnique » en 1995, mais l'épuration avait commencé bien avant. L'affaire Pierre Trépanier, collaborateur de notre revue, en est un exemple éloquent. En 1994, Trépanier et Jean-Claude Dupuis furent évincés de la Ligue d'Action Nationale pour crime de lèse-progressisme.

Pour un mouvement né à l'extrême-droite avec des précurseurs comme Jules-Paul Tardivel (ultramontain), Lionel Groulx (nationaliste ethnique), Paul Bouchard (mussolinien), Raymond Barbeau (proto-fasciste) et autres, le virage est drastique. Nous ne reviendrons pas ici sur la genèse du mouvement indépendantiste, qui fut traitée de façon exhaustive dans nos pages, mais il suffit de noter l'inconstance et le manque de mémoire d'un mouvement qui dit « se souvenir ».

Au-delà de cette amnésie, il convient de pousser la réflexion plus loin. Chasser les nationalistes ethniques du mouvement souverainiste, c'est comme vouloir cuisiner une poutine sans fromage en grains. À quoi bon devenir indépendant si le peuple canadien-français n'existe plus que dans les notes de bas de page des manuels d'histoire? L'indépendance, c'est avant tout l'affirmation que NOUS sommes distincts, un point c'est tout.

À quoi bon devenir indépendant si le peuple canadien-français n'existe plus que sur papier. On ne fait pas l'indépendance pour avoir un gouvernement plus proche, une bureaucratie épurée à un seul pallier; on fait l'indépendance parce que NOUS sommes distincts et différents du reste des Canadiens. Point à la ligne. Le reste n'est qu'argument visant à séduire les modérés qui ne pensent qu'à des considérations matérielles.

À lire les grands quotidiens, on finirait par croire que la gauche radicale est omniprésente, voire hégémonique. Mais en dehors des universités et des médias, elle représente fort peu. Il s'agit d'un microcosme qui a une boîte de résonance extrêmement puissante. Inversement proportionnelle à son poids réel. Lorsque

Québec solidaire fut créé, en 2006, on aurait pu croire que le Parti québécois se recentrerait et tenterait de revenir à une coalition où l'on trouvait des gens de droite et de gauche, des conservateurs et des libéraux, des identitaires et des multicultis. Au contraire, le PQ tenta, plutôt que de ratisser vers le centre, de ramener les brebis égarées dans son giron, quitte à adopter un programme encore plus radicalement à gauche. Le calcul était dicté par les analyses médiatiques de journaux, eux-mêmes positionnés à gauche. Cette stratégie suicidaire pava la voie au succès de François Legault qui lui adopta un conservatisme mou, mollement nationaliste, sachant que les trois autres partis se faisaient la lutte sur le Plateau Mont-Royal abandonnant le reste du Québec.

Le Parti québécois aurait pu profiter de cette chance pour se recentrer, surtout que les souverainistes de gauche de Québec solidaire seraient revenus sur leur choix après que Québec solidaire ait demandé à Ottawa de restreindre les droits de Québec au nom du vivre-ensemble lors de l'adoption de la Loi 21. Le souverainisme de QS n'est qu'un souverainisme de façade, un cache-sexe d'un programme parfaitement semblable à celui du Nouveau Parti démocratique, avec lequel on assiste souvent à une double appartenance, bien que le NPD soit le plus centralisateur des partis canadiens. Le problème du Parti québécois, c'est qu'il écoute les bons conseils des ayatollahs de l'UQAM et de la Presse, des adversaires politiques qui ne voteront jamais pour lui.

Oui, ces gens crient fort, mais leur représentativité est nulle. On dit que les chiens jappent et la caravane passe; il faudrait s'en souvenir. Et c'est peut-être justement en lien avec cette représentativité que l'affaire Nouvelle Alliance est importante : ses détracteurs ne représentent rien, ni personne. Enfin, si on tient compte d'un sondage Léger réalisé en décembre, 16% des Québécois (pas juste des francophones) voteraient pour le Parti libéral du Québec et 13%, pour Québec solidaire.

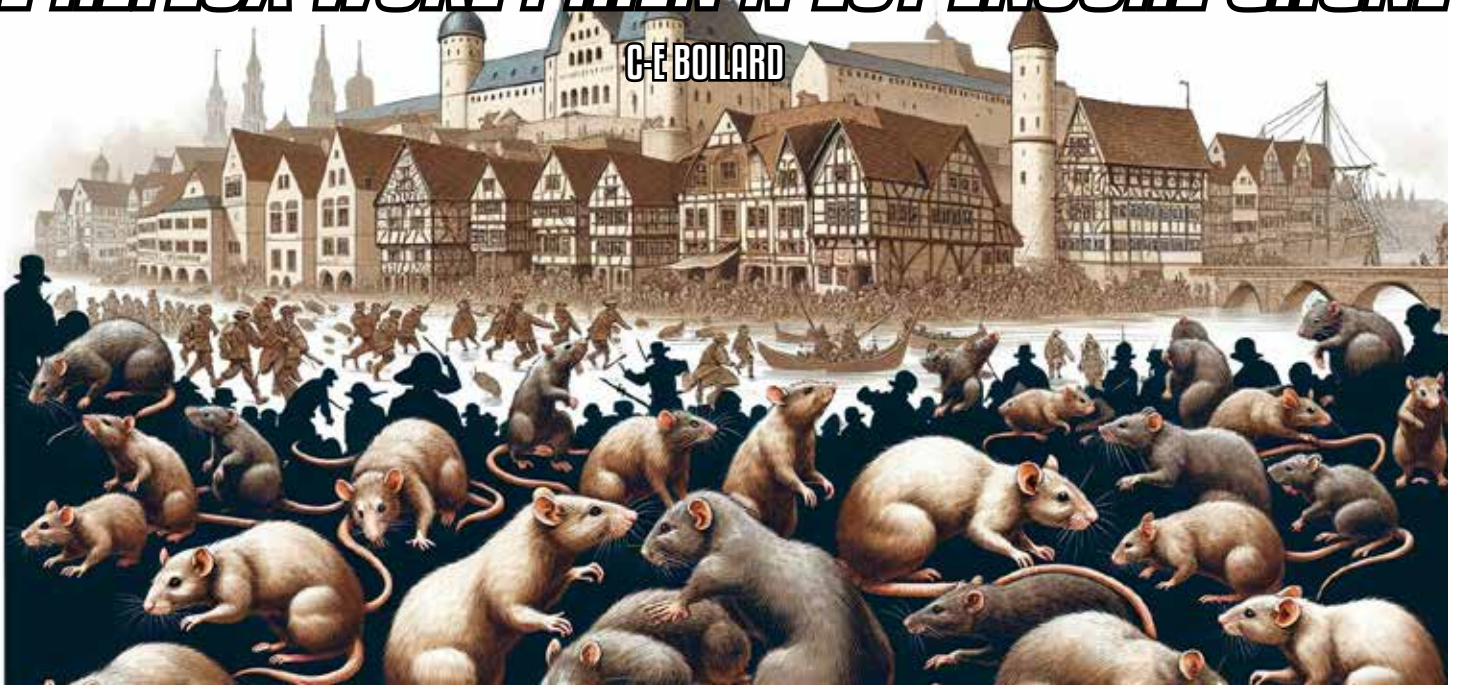
Soyons clair, Nouvelle Alliance n'est pas aux portes du pouvoir, mais quand on regarde ce qui se passe ailleurs, ce sont justement les formations avec des idées enracinées qui ont la côte partout où elles se présentent aux élections. On comprend peut-être mieux l'urgence de faire taire et de diaboliser Nouvelle Alliance, avant qu'il ne soit trop tard et qu'une formation s'en inspirant fasse son entrée en politique. À moins qu'un parti d'ici n'adopte certaines de ses idées.

Heureusement, Paul Saint-Pierre-Plamondon a fait preuve d'un certain flair. Plutôt que de céder à la panique et de sacrifier ses alliés au premier coup de vent médiatique, il a pris ses distances tout en décochant quelques flèches bien senties à l'endroit de Québec solidaire et de leur obsession du « wokisme ».

Peut-être, enfin, que l'époque où les gourous du wokisme imposaient leurs lubies à une population qui n'en voulait pas est en train de passer. En tout cas, c'est à espérer, parce que le Québec libre, ce n'est pas pour demain si on continue de sacrifier nos propres forces sur l'autel de la rectitude.

LE REFLUX WOKE : RIEN N'EST ENCORE GAGNÉ

C-E BOLLARD



CERTAINS ÉVÉNEMENTS SURVENUS CES DERNIÈRES ANNÉES DONNENT À PENSER QUE LE WOKISME EST EN REFLUX; PEUT-ON POUR AUTANT PARLER DE SON EFFONDREMENT IMMINENT?

Au cours des dernières décennies, les pays occidentaux sont tombés sous la domination de la rectitude politique et de sa version radicale, le wokisme. Or, cette domination est de plus en plus remise en cause par la montée des partis de la droite populiste identitaire. En Hongrie, en Italie, en Suède et en Hollande, ces partis sont au pouvoir, seuls ou dans le cadre d'une coalition. En France, en Allemagne et en Autriche, ils sont aux portes du pouvoir. Partout en Europe, le poids électoral des partis de la droite nationale est en progression. Aux États-Unis, Donald Trump a remporté de façon nette les élections présidentielles de novembre 2024 en faisant campagne contre le wokisme. Au Canada, le Parti libéral fédéral, incarnation de la rectitude politique, sera sans doute balayé aux prochaines élections. Partout en Occident, la parole anti-woke se libère et l'opinion publique se braque contre la rectitude politique. Le Québec est à la traîne puisque, tel l'Albanie staliniste des années 1970, il semble s'attarder dans son adhésion à la rectitude politique. Les partis qui ont actuellement la faveur des Québécois de souche selon les sondages, soit le Parti québécois et le Bloc québécois, s'affichent comme nationalistes, mais ils sont encore imbibés de rectitude politique. Les médias établis du Québec sont toujours sous l'emprise de la mouvance politiquement correcte et les quelques chroniqueurs qui osent prendre parti contre elle ne peuvent s'empêcher de parsemer leurs écrits de diatribes contre les valeurs traditionnelles portées par le catholicisme et contre les personnes qui combattent les comportements nuisibles à la survie de la Nation, comme l'avortement et l'homosexualité. Ce serait toutefois une erreur de prendre pour acquis que les succès électoraux récents ou imminents des formations populistes et la désaffection d'une part importante des citoyens des pays occidentaux à l'égard des idéologies politiquement correctes et woke

signifient qu'elles sont vaincues pour de bon.

Tout d'abord, quoique les succès électoraux des formations populistes identitaires d'Occident soient encourageants, ils restent encore limités et fragiles. En Hongrie, pays que les gauchistes se plaisent à qualifier de dictature, l'opposition au gouvernement nationaliste de Viktor Orban occupe plusieurs sièges au Parlement et elle peut encore espérer prendre le pouvoir un jour. En Italie, la formation identitaire de Georgia Melloni dirige le gouvernement, mais dans le cadre d'une coalition avec des partis conservateurs. En Suède et en Hollande, c'est aussi dans le cadre d'une coalition que des formations identitaires participent au gouvernement. En France, en Allemagne et en Autriche, les formations identitaires ont l'appui d'une partie très importante de l'électorat, mais les autres partis font tout ce qu'ils peuvent pour leur barrer l'accès au pouvoir. Ainsi, en France, les partis de l'extrême-gauche, de la gauche modérée, du centre et de la droite gaulliste ont, lors des élections de juillet 2024, contracté des alliances électorales parfaitement contre-nature pour faire barrage au Rassemblement national, condamnant leur pays à une instabilité permanente. Aux États-Unis, malgré que Donald Trump ait été élu président avec une nette majorité en novembre dernier, son parti ne dispose que d'une majorité modeste au Congrès et plusieurs des États et des grandes villes sont toujours dirigés par des élus du Parti démocrate.

Par ailleurs, les politiciens portés par la vague populiste ne témoignent pas toujours, dans leur vie publique ou privée, de cohérence dans leurs convictions nationalistes. Jusqu'à quel point peut-on compter sur Donald Trump pour restreindre l'influence politique indue de la communauté juive, mettre fin à l'immigration allogène massive et combattre la mondialisation, lorsque l'on sait

DOSSIER DU MOIS

qu'il est marié à une immigrante (de souche européenne, il est vrai), que l'une de ses filles a épousé un Juif et s'est convertie au judaïsme, que son vice-président est marié à une immigrante indienne et que son entourage inclut Elon Musk, un entrepreneur multinational? Peut-on croire que Pierre Poilievre va vraiment s'attaquer au problème de l'immigration allogène et abandonner le multiculturalisme, alors qu'il est lui-même marié à une immigrante vénézuélienne? Et que dire du paradoxe représenté par Éric Zemmour, chef du parti identitaire le plus radical de France, mais juif par ses origines?

De plus, même lorsqu'il a des convictions identitaires inébranlables et qu'il a le ferme propos de les mettre en application, un politicien ne peut s'isoler complètement de l'influence du milieu dans lequel il évolue. Dans les sociétés occidentales contemporaines, les médias constituent des intermédiaires obligés dans la communication entre les formations politiques et les électeurs. La façon dont ils présentent un politicien ou une formation a une influence indéniable sur le jugement porté par les citoyens. Il suffit qu'un parti soit décrété d'extrême-droite par les médias pour l'empêcher (sauf lors d'épisodes de lucidité populaire provoqués par une crise) d'être considéré comme un participant légitime au débat public. Plusieurs politiciens s'efforcent de contourner les médias établis pour s'adresser aux électeurs, en s'appuyant sur des médias dissidents ou en ayant recours aux médias sociaux, mais bien peu y sont parvenus avec autant de succès que Donald Trump (pour cela, ses adversaires l'accusent d'ailleurs de diviser la population). Dans ce contexte, certains politiciens nationalistes ont modifié leur message pour tenter de complaire aux médias établis et échapper à leur harcèlement constant. Ce faisant, ils ont été amenés à diluer ou à dénaturer certaines de leurs idées-forces. Ainsi, à cause du tabou antiraciste imposé par la rectitude politique, plusieurs formations opposées à l'immigration en sont venues à passer sous silence la justification principale de cette opposition, à savoir le danger d'une noyade démographique de leur Nation ethnique, et à mettre plutôt l'accent sur des aspects accessoires, comme la possibilité d'une criminalité accrue. De même, la justification qu'elles donnent de leur nationalisme est passée du droit à la survie de leur Nation ethnique à la défense d'aspects secondaires de son identité, comme la langue ou la laïcité. Parmi

les exemples de situations où l'intimidation politiquement correcte a poussé des formations identitaires à s'écarter de leurs principes fondamentaux, mentionnons la stratégie de dédramatisation poursuivie par Marine Le Pen en France et Georgia Melloni en Italie. Cette stratégie a conduit leurs formations à mettre au rancart des éléments importants de leur doctrine identitaire, sans toutefois leur permettre d'amadouer les médias établis et leurs adversaires politiques, qui continuent de les traiter comme des parias. Le cas de François Legault au Québec est un autre exemple. Ayant obtenu un mandat majoritaire aux élections de 2018 en laissant entendre qu'il mettrait fin à l'immigration allogène massive et aux bouffonneries woke, il a progressivement renié ses promesses sous la pression constante des médias et des groupes militants. Il s'est ainsi contenté de prévoir un plafonnement temporaire de l'immigration permanente, suivi d'une reprise de son augmentation, avec une majoration additionnelle pour rattraper le ralentissement survenu pendant l'épidémie de COVID. Il a aussi laissé l'immigration temporaire exploser, sans réagir adéquatement. Il a nommé ministre de l'Immigration une personne dont la carrière d'avocate avait été consacrée à faciliter l'immigration. Lors de la consultation de 2019 sur la révision de la Loi sur l'immigration, il s'est associé à la condamnation, initiée par le parti ultra-immigrationniste Québec solidaire, du mémoire de la Fédération des Québécois de souche, coupable d'avoir proposé que les critères de sélection des immigrants tiennent compte davantage de la compatibilité ethnique et culturelle des candidats avec les Québécois de souche. Enfin, il a admis dans son conseil des ministres plusieurs personnes d'allégeance politiquement correcte et laissé certaines d'entre elles faire la promotion ouverte de la pratique mortifère de l'avortement. Malgré les bonnes intentions de son chef, la Coalition Avenir Québec, qui a accédé au pouvoir grâce à un sursaut identitaire et anti-woke des Québécois de souche, s'est en somme muée en une formation opportuniste complice de la rectitude politique ambiante.

Le contexte socio-culturel d'une société peut également faire obstacle à la conquête et à l'exercice du pouvoir par une formation authentiquement identitaire. Prenons le cas des États-Unis. Contrairement au Québec, où

c'est la natalité des Québécois de souche qui a été le principal facteur de l'augmentation de la population, la croissance démographique américaine s'explique principalement par l'immigration. Jusqu'aux années 1970, cette immigration était surtout d'origine européenne (abstraction faite de l'immigration forcée des Noirs), mais depuis, elle est principalement de source allogène, faisant des États-Unis un pays multi-racial où les Blancs cesseront d'être majoritaires au milieu du 21^{ème} siècle, si la tendance se poursuit. La transformation de la population blanche américaine originaire des divers pays d'Europe (et du Québec) en une Nation ethnique homogène n'est pas encore achevée, le peuple américain blanc étant à cet égard dans une situation similaire à celle des Français de la fin du Moyen-Âge. Compte tenu de ce manque de cohésion ethnique des Blancs, il est difficile pour



le mouvement nationaliste blanc des États-Unis d'acquiescer la prédominance à l'intérieur du courant populiste du pays. De plus, parce que l'arithmétique électorale oblige le parti incarnant ce courant à aller chercher des votes chez tous les groupes ethniques, il est amené à prendre la forme d'une coalition multi-ethnique dans laquelle les militants identitaires blancs ne jouent qu'un rôle d'appoint. En campagne électorale, le Parti républicain met l'accent sur les thèmes des droites libertaire, religieuse et conservatrice et il s'efforce de mettre en vitrine des candidats issus des minorités ethniques. De même, le nationalisme affiché par la majorité des tendances représentées dans le courant populiste américain est un nationalisme civique qui définit l'appartenance à la Nation, non pas en termes ethniques comme dans les idéologies identitaires, mais par l'adhésion à des valeurs conservatrices et par une révérence presque fétichiste envers des symboles comme le drapeau, la Constitution, l'armée. Ses ennemis accusent Trump de racisme parce qu'il refuse d'adhérer au racisme anti-blanc culpabilisant et revancharde mis de l'avant par le wokisme. En réalité, Trump est loin d'être raciste : il prône l'apaisement des tensions raciales en rassurant les Blancs et en offrant aux minorités des perspectives d'ascension sociale dans une logique méritocratique. On observe une situation similaire au Canada anglais. La Nation ethnique canadienne-anglaise s'est à peu près dissoute dans une immigration allogène massive et le nationalisme canadien se définit désormais comme un multiculturalisme. Il n'y a plus un événement mis en scène par une formation politique du Canada anglais qui ne soit orné d'un lot de visages foncés et de turbans sikhs. Au Québec, ce sont d'autres facteurs socio-culturels qui entravent l'expression d'un véritable nationalisme ethnique des Québécois de souche, en particulier la propension de ces derniers à idolâtrer la Révolution tranquille, cet épisode catastrophique de leur histoire où ils ont troqué les valeurs traditionnelles qui avaient assuré leur survie pour des valeurs gauchistes ou mercantiles importées de France et des États-Unis. Cela explique pourquoi les partis qui se présentent comme nationalistes, comme le P.Q., le B.Q. et la C.A.Q. (Q.S. doit être exclu de la liste : son nationalisme est une pure supercherie), font la promotion d'un nationalisme civique teinté de rectitude politique. Ceux qui, au Québec, militent pour un véritable nationalisme identitaire, un nationalisme ethnique, doivent subir les persécutions de la mouvance politiquement correcte et oeuvrer dans une quasi-clandestinité, en attendant un réveil du peuple québécois dont on espère qu'il surviendra avant qu'il soit trop tard.

Des considérations développées dans les lignes qui précèdent, le lecteur aura compris qu'il ne suffit pas, pour assurer la réalisation des objectifs du nationalisme identitaire et balayer la rectitude politique et le wokisme, qu'un parti populiste remporte les élections. Une telle victoire resterait limitée et précaire. La prise du pouvoir par un parti populiste constitue un bon point de départ, mais pour paraphraser des propos tenus par Churchill en 1942, ce n'est pas là le commencement de la fin, mais la fin du commencement. Il faut tout d'abord que le nouveau gouvernement populiste se dote des moyens de résister aux tentatives de l'extrême-gauche de le chasser du pouvoir par la violence. Ce danger est loin d'être une lubie de la droite. Des représentants de l'extrême-gauche française ont bel et bien juré de renverser par la force un gouvernement du Rassemblement national, advenant la victoire de ce dernier aux élections de juillet 2024, et aux États-Unis, les émeutes fomentées par BLM au cours de l'été 2020 avaient clairement pour but de compromettre la réélection de Trump



à la présidence. Pour résister à la sédition violente de l'extrême-gauche, un gouvernement nationaliste ne peut dépendre des forces policières régulières, car il se condamnerait alors à l'échec ou à l'impopularité. Il doit pouvoir opposer aux casseurs et aux sicaires de l'extrême-gauche des formations de défense citoyenne. Encore faut-il que celles-ci se montrent disposées à agir, contrairement aux milices américaines armées, si redoutées des médias établis, mais qui n'ont rien fait en 2020 pour faire cesser les émeutes BLM.

Par ailleurs, une société ne se résume pas à son gouvernement. Pour que puisse s'appliquer un programme identitaire de salut national, il ne suffit pas que le gouvernement soit dirigé par des élus issus d'un parti identitaire; il faut libérer tout le système social de l'emprise des adeptes de la rectitude politique et du wokisme. Ceux-ci doivent être remplacés, dans tous les domaines où ils sévissent actuellement, par des personnes partageant les convictions du nationalisme identitaire, le seul adversaire pleinement conséquent de la rectitude politique et du wokisme. Cette reconquête de la société est une tâche de longue haleine. Plusieurs nationalistes ont crié victoire lorsque la révolte populaire contre la rectitude politique et le wokisme a conduit à la victoire de Trump en 2016 et de Legault en 2018, mais ils avaient tort. Il s'est avéré que la révolte de la population contre le système n'avait été qu'un mouvement d'humeur passager. Une fois les élections passées, les citoyens ordinaires sont retournés à leurs affaires, tandis que les activistes politiquement corrects et woke se sont activés à temps plein pour en neutraliser les effets. Les nouveaux élus portés par la vague populiste ont dû faire face à un harcèlement constant et tout a été fait pour contrecarrer la mise en œuvre de leur programme politique. Qu'on se rappelle le traitement médiatique extrêmement négatif dont Trump a fait l'objet tout au long de son premier mandat, les multiples manœuvres visant à déstabiliser son gouvernement et la série de tentatives de le destituer. Rappelons-nous, au Québec, la campagne acharnée menée par les médias, les groupes de pression immigrationnistes et les chevaliers d'industrie avides de cheap labor pour contrecarrer la réduction de l'immigration réclamée par une majorité de citoyens.

Il est illusoire de penser renverser d'un seul coup un système aux multiples ramifications que les activistes marxistes, puis politiquement corrects et woke, ont mis plusieurs décennies à infiltrer et à noyauter. Les adeptes et les complices de la rectitude politique et du wokisme sont aujourd'hui solidement retranchés dans plusieurs rouages importants de la société. Ils occupent en effet des positions dominantes dans les institutions et les organisations qui assurent le divertissement de la population et la transmission de l'information, des connaissances et des valeurs : médias, industrie du spectacle, universités, écoles, agences de publicité, etc. On les retrouve aussi dans les appareils syndicaux, dans plusieurs groupes de pression, dans les structures administratives des gouvernements, des organismes publics et des grandes entreprises, non pas surtout celles qui assurent la prestation directe des services, mais celles qui élaborent des règles, des normes et des procédures et qui conseillent les dirigeants. Tant que les adeptes de la rectitude politique et du wokisme n'auront pas été évincés des positions stratégiques qu'ils occupent dans ces organisations, il sera vain d'espérer que ces idéologues cessent de dominer les esprits et de régir les comportements dans nos sociétés. C'est toutefois là une tâche particulièrement difficile. Plusieurs des activistes politiquement corrects ou woke bénéficient en effet de la sécurité d'emploi, ou sont protégés par les nombreux paliers hiérarchiques et l'opacité des structures au sein desquelles ils opèrent. De plus, devant la menace de licenciement ou de sanctions, ces individus peuvent y échapper en mettant une sourdine à leur militantisme, en attendant que le vent tourne, ou en réorientant leur militantisme vers de nouvelles cibles. En effet, comme le marxisme auparavant, la rectitude politique et le wokisme sont l'expression politique d'une catégorie socio-culturelle qui se renouvelle à chaque génération, les intellectuels improductifs. Advenant que la rectitude politique sombre, ils trouveront une autre doctrine pour exprimer leur manie de la contestation. Par ailleurs, dans le cas de certaines activités spécialisées comme la gestion du personnel et les communications, les employés proviennent à peu près tous d'établissements d'enseignement sous l'emprise de la rectitude politique : si on les licencierait, leurs remplaçants

seraient tout aussi contaminés par le wokisme, à moins que ces établissements aient eux-même été nettoyés.

La force d'inertie du système en place vient aussi du fait que les apôtres de la rectitude politique et du wokisme ont eu plusieurs décennies pour laver le cerveau de la population. Dans le cas des jeunes, à qui on n'a jamais rien enseigné d'autre que la vision politiquement correcte des choses, le système a réussi à les désensibiliser presque complètement des enjeux identitaires et à leur faire accepter comme normaux des comportements nuisibles à la survie nationale. Malgré qu'il aient été visés par un effort de conditionnement tout aussi intense, les adultes sont plus susceptibles de se rebiffer devant les outrances de la rectitude politique et du wokisme, car ils ont connu autre chose dans leur jeunesse, mais la peur de se mettre à part du troupeau les incite à garder le silence plus souvent qu'autrement.

On parle beaucoup, ces jours-ci, du ralliement à Trump des dirigeants de plusieurs plate-formes de médias sociaux et de la décision de plusieurs grandes entreprises américaines d'abandonner l'application des programmes de « diversité, inclusion et équité » (DIE) dans leur organisation. Cela a suscité chez plusieurs l'espoir que c'en était fini de la censure woke des médias sociaux et de la propagande politiquement correcte dans les organisations. Il faut toutefois souligner que les chefs d'entreprises concernés ne sont pas eux-mêmes des membres en règle de la mouvance woke et que leur complicité avec cette dernière était purement opportuniste, motivée par le fait que la droite économique et le wokisme sont tous deux favorables à la mondialisation. Devant la victoire de Trump, ils ont sans doute jugé plus prudent de donner des gages au gagnant, non sans arrière-pensées cependant. Il est certain que le retour de Trump au pouvoir signifie la fin ou à tout le moins l'atténuation de la persécution du mouvement identitaire. Par contre, la forte présence des droites économique, libertaire et religieuse parmi ses soutiens, encore renforcée par le ralliement de chefs de grandes entreprises, laisse craindre que l'agenda nationaliste devienne moins prioritaire pour le nouveau gouvernement.

En somme, malgré le caractère encourageant de la montée des forces populistes en Occident, on est encore loin d'une victoire décisive sur les suppôts des idéologies politiquement correctes et woke. Il ne suffira pas de remporter des victoires électorales pour y parvenir. Il y a un combat méta-politique à mener au préalable. Un homme politique célèbre de la première moitié du 20^{ème} siècle écrivait que seule une idée plus forte peut en chasser une autre. Le mouvement identitaire devra donc s'atteler à la tâche de développer sa doctrine, si elle veut pouvoir balayer les idéologies politiquement correctes et woke et concurrencer avec succès celles des droites économique, libertaire et religieuse. Toutefois, cela ne signifie pas que l'action politique doit être négligée. Dans le cas du Québec en particulier, il faudrait que cesse la situation humiliante qui fait que le peuple des Québécois de souche se comporte en attardé, en étant presque le seul peuple en Occident à ne pas s'être doté d'une formation identitaire capable d'accéder au pouvoir dans un avenir proche.



JÜRGEN GRAF, IN MEMORIAM

DR. ANATOL LIVRY



LE 14 JANVIER DE CETTE ANNÉE EST MORT JÜRGEN GRAF, PHILOLOGUE DANS LE PREMIER SENS DU TERME, C'EST-À-DIRE AMATEUR DU LOGOS ÉTERNEL. HISTORIEN CONTESTATAIRE, IL ÉTAIT SURTOUT L'UN DES DERNIERS REPRÉSENTANTS DE CE SUC DE L'HUMANITÉ BLANCHE QUE L'OCCIDENT N'EST PLUS CAPABLE D'ENGENDRER DANS UNE QUANTITÉ SUFFISANTE POUR FAIRE PERDURER LA MAGNIFICENCE DE L'HOMO SAPIENS SAPIENS TELLE QUE NOUS LA CONNAISSONS DEPUIS DES SIÈCLES. IL ÉTAIT LE PRODUIT DE CETTE SÉLECTION VERTUEUSE ET REFUSAIT, Ô HORREUR, DE CONDITIONNER SES EFFORTS CÉRÉBRAUX À LA PERCEPTION D'UN SALAIRE — CONTRAIREMENT À CE QUI EST DEvenu LA NORME DEPUIS CETTE RENAISSANCE QUI A MARCHANDÉ LE GÉNIE ARYEN.

LA LUMINOSITÉ HELLÉNIQUE DU MOYEN ÂGE

Jürgen Graf, à l'instar de l'auteur de ces lignes, est le rejeton idéal de cette époque lumineuse héritière directe de la perfection hellénique christianisée qu'était le Moyen Âge. Ayant un idiome germanique comme langue maternelle, Jürgen Graf s'est spécialisé dans les philologies antique, scandinave et slave. Il maîtrisait naturellement le français et incarnait, admettons-le, cette culture française bien mieux que les têtes grandement bornées de l'Académie des sciences morales et politiques — ces apparatchiks serviles de nos facultés provoquant durant leur carrière de fonctionnaires universitaires des nombreuses tabulas rasas sur ordre des ministres successifs de l'enseignement supérieur tels que l'actuelle misérable Elisabeth Bornstein (championne macroniste du 49.3). Et le fait que ce soit un Juif de mère et de père qui consacre ces lignes à Jürgen Graf — avec lequel je correspondais en effet depuis 2016 et qui projetait de traduire en allemand pour une future édition mon Ingmar Bergman et le national-socialisme hitlérien¹ — est révélateur : c'est l'ancienne Europe authentique qui, au-delà de ses singularités nécessaires, parle à l'Occident

du présent et de l'avenir débilisé par un Selbsthass véhiculé parmi nos contemporains de l'Ouest par une pédagogie de l'histoire tendancieuse. Jürgen Graf lui s'inscrivait courageusement à rebours de cette tendance à faire de Cléo la broyeuse des peuples, ce qu'avait remarqué Nietzsche : « Il existe un degré d'insomnie, de rumination, de sens historique, où la vie est mise à mal et finit par périr, qu'il s'agisse d'un être humain, d'un peuple ou d'une culture. »² — un autre Bâlois (d'adoption celui-là) que Jürgen Graf savait juger à sa juste mesure.

Ce qui distingue les représentants de cette créativité désintéressée, au nombre desquels comptait Jürgen Graf, c'est une démarche masculine, emplie de testostérone : nous avançons dans la vie à la manière des créateurs nonchalants et découvrons, au premier abord par hasard, une idée digne de notre passion. Alors, nous la décortiquons jusqu'à parvenir à sa substantifique moelle et systématisons de la façon la plus honnête et la plus exacte (autrement dit : sans aucun anachronisme) notre découverte. Puis, une fois épuisée, elle perd pour nous tout intérêt et nous poursuivons notre chemin de créateur de concepts inouïs. C'est d'ailleurs dans cette capacité à générer constamment de nouvelles analyses et à les pousser à leur réalisation

dans la praticité extrême d'un artisan que gît le génie des Aryens qui a fertilisé la Terre de ses concepts grâce auxquels nos civilisations existent. Les sociétés mourantes rejettent notre Weltanschauung exceptionnelle, nous effacent, nous assassinent, nous incarcèrent ou nous poussent à l'exil, alors que les régimes sains et assoiffés de puissance savent nous intégrer en leur sein – fréquemment, ce sont les monarchies : « [...] les authentiques génies apparaissent au moment de l'éclat et de la puissance des princes et des États, et non à l'époque des abominables événements politiques et terreurs républicaines, lesquels, jusqu'à ce jour, n'ont offert au monde aucun créateur [...] ».³

UN BRAHMANE FACE À UNE TCHÂNDÂLA OMNIPRÉSENTE ET OMNIPOTENTE

Nous vivons sur les ruines de ce principe sur lequel se déployaient autrefois les castes supérieures d'une certaine humanité, ainsi que je l'ai déjà développé dans mes publications précédentes en langue française⁴ : les brahmanes refusant de se mêler de la gouvernance de la cité indiquent un espace clos (pairīdaēza) où elle doit prospérer en se conformant aux lois qui lui sont données. Les castes guerrières et donc royales suivent cette prescription législative en imposant leur κράτος aux couches de travailleurs et le bas de cette hiérarchie se résume à cette tchândâla, ces intouchables dont l'infériorité est pourtant nécessaire aux autres groupes. Or, ce que je constate avec horreur, c'est que progressivement les brahmanes du type de Jürgen Graf se sont trouvés marginalisés, emprisonnés, ostracisés dans le meilleur des cas. Pourtant, si on avait suivi les quelques idées qu'il avait engendrées quand il étudiait le droit d'asile, l'Occident entier aurait été sauvé d'un mal devenu quasi incurable. Au fur et à mesure, dans nos États postérieurs à la Seconde Guerre mondiale, les gouvernants se sont parés des habits des brahmanes, abâtardissant la grandeur de la prêtrise par la soif de ressources, de reproduction et donc de domination sociale⁵. En revanche, cette aristocratie qui a transgressé les limites originelles qui étaient le gage de sa réussite ne protège plus son peuple : l'homo sapiens sapiens étant ontologiquement religieux, les brahmanes authentiques lui sont indispensables. Poursuivant ce processus d'autodestruction de la polis, les meilleurs, cette caste guerrière qui s'est faufilée parmi les brahmanes, sont à leur tour victimes du nivellement par le bas, se mélangent aux marchands et subissent le métissage – ce qui naguère était puni de mort. Désormais, ce sont les peuples ennemis et les castes viles qui se glissent dans les habits des brahmanes. Le ridicule réside dans le fait que, si les premiers kshatriya se déclarant brahmanes connaissaient au moins leurs codes et pouvaient les imiter, nos prêtres de la postmodernité ne savent rien. Ils ignorent tout de ce qu'il faut faire dès lors que l'on revêt la robe sacerdotale. Et j'ai naguère consacré une longue étude avec des exemples précis issus du Conseil national des universités (CNU) français à la manière dont la tchândâla perçoit, avec son esprit de péripatéticienne hystérique, la démarche scientifique héritée de cette Université française dont elle porte, au sein de la Sorbonne, les titres qui

étaient pourtant la base de la Science européenne.⁶ Tous les matins, en affrontant la cité, cette tchândâla socratique se grime en brahmanes : les schizophrènes veulent se persuader par ce travestissement qu'ils possèdent effectivement cet état brahmanique. Ils se multiplient en propulsant leurs semblables au pouvoir (regardez les gouvernements successifs de Macron, incarnation par excellence de cette tchândâla illettrée sélectionnée par des professeurs universitaires psychologiquement dérangés au-delà de la dyslexie, voire dépassant les premiers stades de l'oligophrénie et pour cela promu au sommet de kolkhozes académiques genre Société française de littérature générale et comparée⁷). Néanmoins, au fond d'elle-même, cette tchândâla surtitrée sait qu'elle est scélérate et, comme la plupart des meurtriers qui ont goûté au crime resté impuni, elles méprisent leurs victimes, mais surtout le cadre légal incapable de contenir leur malfaisance.

LA MÉTHODOLOGIE UNIVERSITAIRE OU L'HYSTÉRIE DU SYCOPHANTE PROFESSORAL

Cette permissivité devient destructrice pour l'ensemble des peuples occidentaux gouvernés par des élites désormais incurables. Elles imposent une terreur aujourd'hui totale et à ce propos, j'ai démontré comment les éducateurs des juges-experts du CNU se comportent exactement comme des juristes de la LICRA, dressant donc leur dossier exclusivement à charge, au premier abord rempli de haine idéologique⁸, mais au bout du compte traduisant uniquement les ricanements de la tchândâla. L'esprit de la tchândâla s'est trouvé incarné dans un collectif d'« experts » omniscients choisis par un système pour exercer cet office, car ayant passé la sélection psychique avant d'en réussir les tests doctrinaux. Majoritaires, ils véhiculent la haine de leur espèce, haine devenue religion dans chaque couche de la société (ce que, par ailleurs, je décris dans mon livre russe sur le racisme systémique anti-Blancs⁹). D'ailleurs, voilà pourquoi ces « experts » transpirent ce ridicule féministe mis en scène par Aristophane il y a deux millénaires et demi : ils estiment, orgueilleusement, détenir une « vérité scientifique » grâce à une démarche dialectique. Par exemple, concernant la prétendue « inexistence du racisme anti-Blancs » qui n'est générée que par notre cadre civique, il est impossible pour ceux chez qui germe cette marotte de reconnaître l'évidence du cerebral sorting qu'ils ont subi, à l'instar des caniches sélectionnés par leurs éleveurs selon des critères d'obéissance grégaire qui leur assure à la fois l'accès à la gamelle et sécrète des hormones de domination sociale – chez ces hominides académiques, chaque fois qu'ils expriment de manière la plus engagée une nouvelle banalité directement issue de la catéchèse satanique des lieux communs du XXI^e siècle nécessitant une nouvelle exégèse.

IN MEMORIAM

Je me prends à penser que Jürgen Graf, avec son esprit empli de cet équilibre hellénique hérité du Moyen Âge, avait capté au fil de sa vie cette inutilité de combattre la tchândâla dans chaque strate de la société : durant

des décennies de combat face à la matrice même qui génère sans cesse des légions de pathocrates, je me suis rendu compte qu'il faut saper cette matrice à la source, car elle vous envoie une multitude d'hominides quadrupèdes qui vous accablent par leurs ricanements et leurs morsures. Vous avez donc le choix : les prendre en considération et vous rabaisser à leur niveau en vous fondant dans la masse de ces êtres inférieurs tous bardés des titres les plus élevés OU élaborer des stratagèmes et chercher des alliances pour abattre l'ensemble de cette structure pathocratique. Jürgen Graf étant un être mesuré a opté, après ses pérégrinations eurasiatiques, pour la seconde voie. L'héritage qu'en bon Européen il nous a légué, espérons pouvoir le transmettre à notre tour à de très improbables recréateurs d'une civilisation après la chute inévitable de la nôtre.

Notes

1 - Dr Anatoly Livry, Ingmar Bergman et le national-socialisme hitlérien, Alba Leone, Paris, 2020, 74 pages, ISBN : 978-973-0-32992-6.

2 - « [...] es gibt einen Grad von Schlaflosigkeit, von Wiederkauen, von historischem Sinne, bei dem das Lebendige zu Schaden kommt und zuletzt zugrunde geht, sei es nun ein Mensch oder ein Volk oder eine Kultur. » : Friedrich Nietzsche, Vom Nutzen und Nachteil der Historie für das Leben, Werke in drei Bänden, Munich, 1954, tome 1, p. 212, traduction de Dr Anatoly Livry.

3 - « [...] стинные гении возникают во время блеска и могущества государей и государств, а не во время безобразных политических явлений и терроризмов республиканских, которые доселе не подарили миру ни одного поэта; [...] » : Nicolas Gogol, Le Portrait, Œuvres, издательство Академии наук СССР, Moscou, 1960, tome 3, p. 154, traduction de Dr Anatoly Livry.

4 - Dr Anatoly Livry, « La matrice des lois liberticides ou l'Université vue de l'intérieur », Le Harfang, Drummondville, été 2024, p. 24-33, <https://anatoly-livry.e-monsite.com/medias/files/harfang-22-33.pdf>.

5 - Anatoly Livry, « Tête d'Or et Hélios Roi, la rupture du Cercle de l'Éternel Retour », Bulletin de l'Association Guillaume Budé, l'Association d'Hellénistes et de Latinistes français, responsable de l'édition : professeur Alain Billault, alors directeur de la Faculté d'Études grecques à Paris IV-Sorbonne, Paris, 2008 - 2, p. 167-193, https://www.persee.fr/doc/bude_0004-5527_2008_num_1_2_2310. L'acte de l'exposé effectué en février 2007 dans le cadre du colloque « Écrivains du sacré » organisé par la Faculté de littérature comparée de Paris IV-Sorbonne où Anatoly Livry fut invité à intervenir par le professeur Dominique Millet-Gérard, membre du conseil d'administration de l'Association Guillaume Budé (qui a plus tard déposé une plainte pénale « contre X — avec suspicion d'Anatoly Livry ». À ce propos, séminaire de Dr Livry à l'Université d'État de Russie, « Professeurs de la Sorbonne, paranoïa collectiviste et plagiat. Pierre Brunel et ses doctorants. France : principes fondamentaux de la sélection des cadres professoraux des facultés de lettres »).

6 - Dr Anatoly Livry, « "L'Arabie heureuse" de B. Franco, professeur à la Sorbonne » dans Proceedings of the Academy of DNA Genealogy, Boston-Moscou-Tsukuba, ISSN 1942-7484, volume 16, n° 3, mars 2023, p. 439-448,

7 - Cf à ce propos, Dr Anatoly Livry, « Nabokov et l'idocratie française » dans Alfred Nobel University Journal of Philology, Dnipro, Ukraine, 2 (12) 2016,

p. 32-44. Alfred Nobel University Journal of Philology is approved in the List of scientific professional publications by the decision of the Attestation Board of the Ministry of Education and Science of Ukraine and indexed by international scientometric databases Scopus, Ulrich's Periodicals Directory, DOAJ, Index Copernicus, Google Scholar, is indexed in the informational and analytical system of the Vernadsky National Library of Ukraine, ISSN 3041-217X, <https://anatoly-livry.e-monsite.com/medias/files/05-12-livry-article.pdf>.

8 - À ce propos, cf le séminaire de Dr Anatoly Livry consacré aux menaces envoyées par la LICRA à Enquête & Débat, inexistant actuellement, de Jean Robin. Cela fait suite à la dénonciation effectuée par Daniel Aranjo, professeur à l'Université de Toulon, ex-doctorant de Pierre Brunel. C'est l'exemple de la sélection d'un certain type d'« humain »... comme je l'ai écrit. De plus, cet Aranjo a été... garant de ma thèse de doctorat, sur la demande de son « ami » Patrick Quillier, directeur de ma thèse de doctorat. Voilà pour rendre compte de l'atmosphère de mes séminaires académiques consacrés, depuis 2013, à l'Université française et à ses professeurs — si le lecteur est capable d'imaginer un tel degré d'humiliation d'un système, humiliation pourtant méritée : 20/02/2015

À : juridique@licra.org

titre de l'article : « De la folie judéomaniaque » auteur : Anatoli Livry, qui se dit Juif ex-soviétique pour sans doute mieux noyer le poisson antisémite dans l'eau trouble site : Enquête et débat, site d'extrême droite qui se dit plus ou moins chrétien article visible depuis le 7 février un article délirant et confus ; je l'ai déjà signalé à un personnel du Parquet Daniel Aranjo » « ARANJO Daniel » <daniel.aranjo@univ-tln.fr> Dimanche 22 février 2015 10 h 38.

C'est une dénonciation plus qu'incongrue : cet article dénoncé par le professeur Aranjo - fréquemment invité à Radio Courtoisie à une époque - à la LICRA fut édité simultanément dans la presse parisienne version papier, dans la tribune libre du très dissident Rivarol : Dr Anatoly Livry, « De la folie judéomaniaque », Rivarol, 26 février 2015, p. 9.

9 - À propos de ce livre, cf Dr Anatoly Livry, « Le Racisme systémique anti-Blancs ou l'Holocauste des peuples blancs — Entretien avec Dr Anatoly Livry », Le Harfang, Drummondville, automne 2022, p. 9-11, <https://anatoly-livry.e-monsite.com/medias/files/livry-harfang.pdf>.

10 - Voici l'exemple d'un tandem franco-helvétique (pour se rapprocher de feu Jürgen Graf) universitaire prenant la défense de leur acolyte : « Les pressions exercées par l'extrême droite reposent sur une inversion totale des faits, dans un geste trumpiste qui assume presque de n'avoir cure de la vérité. Peu importe qu'aucune recherche scientifique recevable, c'est-à-dire validée par les pairs, n'établisse l'existence de ce supposé "racisme anti-Blancs". Peu importe que les sciences sociales déploient des outils d'enquête et des méthodologies précises pour documenter, étudier et comprendre quels sont les avantages dont bénéficient les personnes blanches dans les sociétés contemporaines. » : S. Brun et C. Cosquer, « Attaques contre Maboula Soumahoro : l'extrême droite s'en prend à nouveau aux sciences sociales », Le Nouvel Obs, le 26 novembre 2024. Il est légitime de se demander combien de temps durera cette « recherche scientifique » si l'on coupe à cette hystérie sociologique la totalité des ressources (et des titres honorifiques) accumulées par des générations de mâles blancs.

IMMIGRATION, CHANGEMENT DE CAP

ENTRETIEN AVEC JULIEN DIR, JOURNALISTE À BREIZH INFO



RIEN N'EST IMMuable, ET APRÈS DES ANNÉES DE PROPAGANDE IMMIGRATIONNISTE FORCENÉE, IL FAUT CONSTATER QU'UN CHANGEMENT S'OPÈRE : PLUS PERSONNE N'OSE PROMOUVOIR UNE IMMIGRATION DE MASSE INCONTRÔLÉE. DONALD TRUMP A REMPORTÉ L'ÉLECTION AVEC UN PROGRAMME PROMETTANT DES DÉPORTATIONS MASSIVES, LES POPULISTES ET NATIONALISTES ONT LE VENT EN POUPE EN EUROPE, ET MÊME L'IMMIGRATIONNISTE DOGMATIQUE JUSTIN TRUDEAU FAIT MARCHÉ ARRIÈRE, PROMETTANT DES BAISSÉS (MINEURES) DES SEUILS D'IMMIGRATION.

Nous discutons ce mois-ci de ce changement de paradigme avec le journaliste breton Julien Dir, chroniqueur à Breizh Info.

Le Harfang - Nous étions les seuls à en parler il y a une dizaine d'années, mais force est de constater que l'immigration semble devenue l'enjeu principal pour nombre d'Occidentaux. Comment expliquer ce phénomène?

Julien Dir : Ce phénomène est simple à comprendre : l'immigration de masse n'est pas seulement un enjeu, c'est un processus de dissolution des peuples historiques. Pendant des décennies, les élites mondialistes ont nié l'évidence, et nous étions une poignée à alerter sur ce remplacement démographique orchestré. Aujourd'hui, les chiffres parlent d'eux-mêmes, les tensions culturelles explosent, et la charge économique devient insoutenable. Le sujet s'impose car il n'y a plus moyen de le cacher sous le tapis. Mais que d'années perdues à tenter de nous faire taire !

H - **Quoi qu'on en dise, l'intégration et**

l'assimilation ne peuvent protéger les identités locales. Y a-t-il une immigration compatible avec la défense des identités ?

JD - Absolument pas. L'intégration est un leurre, et l'assimilation une chimère. L'histoire le montre : même dans les périodes où les flux migratoires étaient faibles, l'immigration a toujours provoqué des transformations profondes. Aujourd'hui, avec des flux massifs et une idéologie multiculturaliste qui écrase toute velléité d'assimilation, l'immigration est synonyme de destruction des identités. La seule immigration acceptable, c'est celle qui est ponctuelle, choisie, et qui respecte scrupuleusement les équilibres culturels et démographiques du territoire d'accueil.

H - **En Bretagne comme au Québec, avec Québec solidaire, une branche « nationaliste » se fait le héraut de l'immigration de masse. Schizophrénie ou myopie ?**

JD - Ni l'un ni l'autre : c'est une trahison pure et simple. Ces pseudo-nationalistes qui prônent l'immigration de masse ne défendent pas leur

peuple, mais un universalisme creux, déconnecté des réalités. En Bretagne comme au Québec, ils se drapent dans les oripeaux du progressisme pour justifier l'importation de populations qui, à terme, rendront leurs propres revendications identitaires obsolètes. C'est du masochisme culturel déguisé en vertu.

H - **Le ras-le-bol semble général et se transfère dans les urnes pour les partis « populistes ». Pourtant, rien ne semble bouger, comme le cas de l'Italie de Meloni. L'immigration de masse est-elle un fatalisme ?**

H - Non, ce n'est pas un fatalisme, c'est un manque de courage politique. Meloni, comme tant d'autres, a capitulé face aux institutions bruxelloises et aux intérêts économiques qui tirent profit de cette immigration. Les populistes, une fois au pouvoir, hésitent à briser les tabous et à prendre des mesures réellement radicales. Ce n'est pas une fatalité, c'est une question de volonté. En France, tant que la principale force d'opposition politique ne réclamera pas

l'abolition des lois Gayssot, Pleven, Taubira, qui restreignent la liberté d'expression, mais aussi de discrimination (c'est à dire de choisir) alors rien ne sera possible. La vraie question est : combien de temps les peuples accepteront-ils ces demi-mesures avant que la situation ne dégénère ?

H - Pourriez-vous parler un peu du modèle de Callac. Que s'est-il passé ? Que peut-on en retenir ?

JD - Callac, c'est le symbole parfait de la résistance locale face au rouleau compresseur mondialiste. Le projet d'accueil massif de réfugiés a été rejeté par la population, malgré les pressions médiatiques et politiques. Ce qu'on peut en retenir, c'est que la mobilisation populaire fonctionne encore, à condition qu'elle soit déterminée et bien organisée. Mais Callac n'est qu'une bataille, pas la guerre. Une bataille qui aurait pu être évitée par un simple levier démocratique : le référendum local, dont les élus n'ont pas voulu. Les mondialistes reviendront à la charge ailleurs, et il faudra être prêts.

H - Quelle lecture faites-vous de l'annulation du premier tour en Roumanie ?

JD - C'est un signal inquiétant. L'annulation d'une élection est toujours suspecte, surtout dans un contexte où les peuples européens rejettent massivement les politiques immigrationnistes et mondialistes. Cela montre que, quand le système

commence à perdre, il n'hésite pas à manipuler les règles. Ce genre de situation pourrait bien se généraliser si les élites continuent à craindre la montée des partis souverainistes.

H - Quelle lecture faites-vous des dernières sorties d'Elon Musk, notamment en soutien à l'AfD ?

JD - Musk est un électron libre, et c'est précisément ce qui effraie les bien-pensants. En soutenant indirectement l'AfD, il met en lumière une réalité : le rejet des politiques migratoires est massif, y compris parmi ceux qui ne sont pas classés « à droite ». Ses sorties provoquent l'hystérie parce qu'elles brisent le monopole idéologique des élites. Mais attention, Musk reste avant tout un pragmatique. Ne le transformons pas en héros identitaire trop vite même si, d'un côté, il offre à des millions de gens du rêve (Conquête de Mars, Robotisation, IA...) et l'envie d'aller explorer des terres inconnues, au-delà de notre terre comme à l'intérieur de nos propres cerveaux.

H - Trump - qui n'a pas livré la marchandise lors de son premier mandat - s'en prend aux criminels étrangers. Fait-il selon vous partie du problème ou de la solution ?

JD - Trump est un symptôme, pas une solution. Il a su mettre les mots sur des maux que ressentent les Américains, mais il n'a pas eu le courage ou les moyens d'agir en profondeur.

Sa posture anti-immigration est crédible sur le papier, mais son bilan reste insuffisant. Il est temps que les peuples cessent d'attendre des « sauveurs » et prennent eux-mêmes leur destin en main. Néanmoins, il faudra suivre la réalisation de son programme durant son mandat. Il a beaucoup promis, il a les mains libres, à lui de jouer. Il est surtout le président américain de l'espoir dans le monde, lui qui est sans doute un des seuls à ne pas avoir de sang sur les mains en matière de politique internationale.

H - Finalement, nos lecteurs peuvent vous suivre sur Breizh Info. Pourriez-vous nous présenter ce média non-conforme qui vient de souffler ses 11 bougies ?

JD - Breizh-info.com, c'est avant tout une voix libre, sans concession, qui refuse de se plier aux diktats de la pensée unique. Nous défendons la Bretagne, mais pas seulement : nous parlons de la France, l'Europe, des identités, des défis civilisationnels. Nous évoquons tous les sujets en tant que média généraliste et ne nous interdisons rien. Après tout, il n'y a pas que la politique dans la vie. Notre ton dérange parce qu'il tranche avec le consensus mou des médias subventionnés. En 11 ans, nous avons prouvé qu'un média indépendant peut non seulement survivre, mais aussi influencer le débat. Et nous n'avons pas l'intention de nous arrêter là.

LA SEULE ALLIANCE *COAST TO COAST* QUI VAILLE



<https://www.eurocanadians.ca/>

UNE SOCIÉTÉ SOUS SÉDATIFS

MARIE GROULX



LA CRISE DES OPIOÏDES QUI RAVAGE LE CANADA NE DÉFRAIE PLUS LES MANCHETTES DEPUIS DÉJÀ BIEN LONGTEMPS, MALGRÉ LA MORT DE 23 000 CANADIENS ENTRE JANVIER 2016 ET MARS 2021, SELON LES DONNÉES OFFICIELLES DE NOTRE TRÈS OFFICIEL GOUVERNEMENT FÉDÉRAL. LA CRISE A CONNU SON PIC EN 2016, DONC AVANT COVID, AVEC HUIT DÉCÈS PAR JOUR AU CANADA ATTRIBUABLES À UNE INTOXICATION AUX OPIOÏDES. LE TOTAL EST 20 FOIS PLUS NOMBREUX QUE LE NOMBRE DE MORTS ISRAËLIENS LORS DE L'ATTAQUE DU 7 OCTOBRE. ET POUR CES PERTES AUX MAINS DU HAMAS, BIBI A ENVAHI PAS MOINS DE 3 TERRITOIRES DIFFÉRENTS (GAZA, LIBAN, SYRIE), EN PLUS DE BOMBARDER LES HOUTHIS ET LES IRANIENS.

Et ici, on ne bouge pas. Après tout, ces junkies représentent au final bien peu et, de toute façon, on n'a qu'à les grandremplacer. 20 000 morts, c'est plus ou moins 20 000 logements dans lesquels on peut entasser nos nouveaux Canadiens. Alors qu'on se le dise, cette crise représente une belle opportunité démographique!

Ne siégeant pas à Ottawa, impossible de rester stoïque face à cette épidémie de d'empoisonnements plus ou moins volontaires.

Mais il faut se le dire, les opioïdes ne représentent que la pointe de l'iceberg, la partie voyante d'un problème de consommation nettement plus important.

Ne vous inquiétez pas, il ne s'agit pas ici d'une analyse de la consommation de marijuana, légalisée par un premier ministre en quête de popularité voulant en prime augmenter les recettes de l'État pour mieux financer toutes sortes de dépenses relativement farfelues. On n'abordera même pas la consommation de « microdoses » d'hallucinogènes, du LSD au champignon magique, vendus légalement au Canada à des fins thérapeutiques.

Le sujet est connexe, je dois en convenir : il s'agit de l'explosion de la consommation de ce qu'on appelait communément les « calmants », soit les antidépresseurs, anti-anxiété, stabilisateurs d'humeur... Selon Statistiques Canada, la santé mentale est le seul indicateur de santé qui se dégrade, tandis que la santé globale de Canadiens est en constante amélioration.

Et ceux qui pense que c'est une donnée marginale refusent de voir le

problème : en 2021, plus de 3,4 millions de Canadiens de 12 ans et plus (10,4 %) ont déclaré avoir reçu un diagnostic de trouble d'anxiété, et plus de 3,1 millions (9,6 %) ont déclaré avoir reçu un diagnostic d'un trouble de l'humeur. La proportion de personnes ayant déclaré que leur santé mentale était très bonne ou excellente a diminué, passant de 72,4 % en 2015 à 59,0 % en 2021. Le covid joue certainement, mais il faut relativiser.

L'enjeu est donc de taille. Au Québec, 35 % plus d'adolescents et 15 % plus de personnes de plus de 21 ans ont eu recours à des antidépresseurs entre 2018 et 2022. Le fait qu'autant de jeunes en consomment ou en aient consommé, alors que la jeunesse devrait être l'âge de l'espoir, de l'insouciance, est en soit extrêmement perturbant.

Un ami me confiait récemment être incapable de se sevrer des antidépresseurs qu'il consomme désormais depuis quelques années. De nombreux effets secondaires seraient liés à leur arrêt. La dépendance à ces « médicaments » et leurs effets secondaires mériteraient un article en soi, mais n'étant pas – contrairement aux milliers de néospécialistes pharma qui pullulent sur YouTube en diffusant à partir de leur salle à manger – une spécialiste du domaine médicale, mieux vaut m'abstenir, plutôt que de vous induire en erreur.

Le mal-être à l'origine de cette explosion de la consommation de sédatifs va au-delà des cas personnels. On ne peut traiter ces cas comme autant de cas

personnels isolés les uns des autres. Il s'agit d'un problème de société ayant une cause sociale ou sociétale et non d'une accumulation de cas individuels isolés.

D'où vient le problème?

Cette problématique provient d'un malaise généralisé. Nous vivons dans une société vide, qui offre une vie dénuée de sens. Il ne s'agit pas stricto sensu d'un phénomène nouveau; dès 1935, l'hygiéniste français Alexis Carrel expliquait que le monde moderne n'était pas adapté à la nature humaine. La société s'est élaborée, puis l'homme a tenté tant bien que mal de s'y adapter, mais force est de constater que la civilisation s'est échafaudée par elle-même, au gré des percées technologiques et des découvertes, sans qu'on ne prenne le temps de s'arrêter et de se questionner sur sa direction. Dans un monde où l'on se dit rationnel et où le moindre geste fait l'objet d'une paperasse incroyable, il s'agit d'un paradoxe évident.

Pour imaginer ce propos, on n'a qu'à penser à certaines villes qui n'ont pas été planifiées selon un modèle d'urbanisme : tout y est pêle-mêle; on peine à s'y déplacer efficacement et rien ne semble suivre une quelconque logique. Notre monde, c'est justement ce genre de cité, improvisée aux aléas de la vie.

Depuis Carrel, le matérialisme a progressé, réduisant l'existence humaine à une quête d'accumulation de biens aussi inutiles que volatiles. Les volets spirituel et communautaire ont été éjectés de la polis. Du moins dans les sociétés occidentales. On remarque d'ailleurs que les problèmes « d'humeur » sont moins prédominants dans les communautés ethniques où il existe une solidarité ethnique, une spiritualité habituellement plus répandue et un certain refus du nombrilisme, qui est devenu la base de la société bobo occidentale.

Une fois n'est pas coutume : le remède à nos maux pourrait se trouver chez ceux que nous appelions pudiquement les communautés ethniques.

Notre société est profondément malade. Plutôt que de guérir les conséquences (les dépressions et autres troubles), il faudrait chercher à extirper le mal qui nous ronge. On pourrait donner des Ativan à l'ensemble de la population, comme dans le Meilleur des mondes, mais on ne solutionnerait rien. On ne ferait que traiter le symptôme, qui réapparaîtrait inexorablement, sous une forme ou une autre, faute de traiter le mal à la racine.

Cette maladie a plusieurs causes, dont les principales sont l'inversion des valeurs traditionnelles et le refus des lois naturelles. Comment vivre harmonieusement lorsque l'on ne respecte rien, ni les aïeux, ni Dieu, ni la « Terre mère », ni rien d'autre, hormis son propre nombril. Une société plaçant l'affirmation de soi comme le pinacle de la réussite humaine ne peut que mener à un désastre. Sans mettre les mots justes sur ce diagnostic, nombre de nos compatriotes réalisent que s'ils seront célébrés à se percer dans le nez, à se teindre en bleu, à se mutiler les organes génitaux et à se plaindre de tout, et bien, peut-être que rien de cela ne vaut la peine d'être vécu. Voilà comment débute le cycle des antidépresseurs. C'est caricaturé, mais juste.

L'homme moderne a un horizon pour le moins sombre : il passera sa vie dans un travail souvent inutile – un de ces fameux *shit jobs* enfantés par notre monde sur-complexe – puis vivra dans une famille où on ne le respecte pas. Ses relations seront aussi futiles que superficielles. Des amis, il en aura beaucoup, mais aucun de ces liens n'aura la force d'une véritable fraternité, chacun étant trop guidé par ses intérêts personnels pour établir une profonde

solidarité.

Jamais l'homme n'a été aussi seul et isolé.

Les apôtres de la modernité crieront que c'est faux et invoqueront les réseaux sociaux, palliant la solitude moderne. Seulement il ne s'agit que d'ersatz de relations. Aucun lien social sur ces réseaux. Les écrans déforment et on se rend finalement compte que ces réseaux sociaux ne sont qu'une façon d'exacerber l'individualisme. Chacun y joue un rôle; chacun s'y donne en spectacle; chacun tente de montrer une image qui reflète rarement la réalité du quotidien. Les réseaux sociaux ne sont qu'une émanation de plus de l'individualisme moderne.

D'ailleurs, l'écran que le Larousse définit comme « tout ce qui arrête le regard, qui dissimule, empêche de voir » ou encore comme « ce qui s'interpose, s'intercale et dissimule » va à l'encontre d'un mode de vie sain. Il rime avec sédentarité et propose une vie par substitution. On regarde les autres se mettre en valeur plutôt que de vivre pleinement le moment présent.

Laurence Levy de Top Santé note que les réseaux sociaux engendrent du stress, suscitent de la frustration et mènent parfois à la dépression, ce qui n'est pas sans lien avec notre sujet. Ils créent une addiction chez une partie des consommateurs et les effets néfastes iraient au-delà du psychologique : troubles alimentaires, affaiblissement du système immunitaire, sédentarité...

Mais bon, les réseaux sociaux ne sont pas l'enjeu numéro un, seulement un symptôme de plus d'une société malade. La crise de la modernité n'a pas attendu Facebook pour se déclarer, loin de là.

On nous propose généralement la mort comme seul horizon. Il nous suffit d'enchaîner, comme des animaux, une suite de moments heureux, avant que la faucheuse ne vienne nous cueillir, puis après nous, le déluge. Ce qui se passera par la suite ne nous intéresse pas. Même le slogan écolo « quelle planète laisserons-nous à nos enfants » a disparu, remplacé par une vision différente avec le « faire des enfants, pourquoi? » du mouvement « No Kids ».

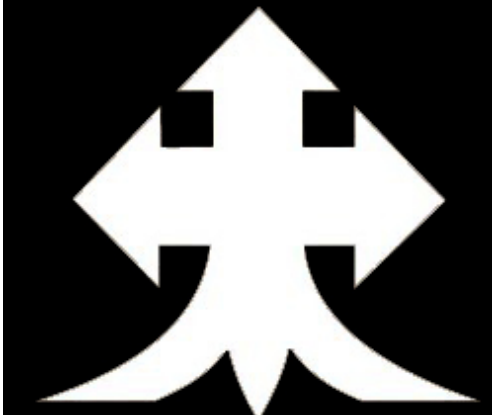
Nous ne sommes plus un maillon d'une chaîne infinie de transmission reliant le passé au futur. On nous prie de croire que l'homme contemporain est le pinacle de l'humanité, le degré suprême de l'évolution et que nous nous valons en nous-mêmes. Et puis, quand on crache sur nos aïeux comme on le fait gaiement, on peut s'attendre à se faire cracher dessus à notre tour par les générations futures qui reliront nos actions à la lumière de leurs valeurs. Nous avons donc face à nous la mort, puis le néant.

La crise des opioïdes et l'explosion des sédatifs qui frappent tout particulièrement notre jeunesse est un cri d'alarme que nous devons prendre au sérieux. Mais inutile de faire un comité parlementaire sur la question ou de créer un nouveau poste de fonctionnaire pour encadrer la chose. Ce sont les bases mêmes de notre société qui doivent être repensées. Il n'y a rien d'humain dans ce monde moribond.

Et, en promouvant un monde plus sain, articulé autour des valeurs plus naturelles, il faut à tout prix tenter de préserver les jeunes, non pas en les coupant du monde, mais en limitant le temps d'écran et en développant des relations n'ayant rien de superficiel, puis en encourageant l'émergence de passions liées au plein air et à l'activité physique. On se plaint que les jeunes ne se font enseigner que des valeurs artificielles; à nous dans notre quotidien de s'assurer du contraire.

SOUVENIRS II – LE CERCLE JEUNE NATION : DU BULLETIN AUX CAHIERS (1991-1992)

PIERRE TRÉPANIÉR



Une épaisse nuée de mensonge enveloppe le monde et trahit la dignité de la vie humaine. Rois, peuples, partis, mentent abominablement. On ment par affirmation, par omission, par habitude envieux, par insolence, par couardise, par privation du sentiment de l'honneur, par pure volupté de mentir. En vain la vérité proteste à coups de tonnerre. La nuit est faite dans les intelligences, le mensonge a déclaré que ce n'est plus Dieu qui tonne, et la voix du tonnerre n'a plus de sens.

– Louis Veuillot, *Œuvres complètes*, vol. 13, Paris pendant les deux sièges, Lettre LXXI, « Le mensonge et la vérité », 25 novembre 1871, p. 223.

Nous sommes devenus une société qui produit et consomme des mensonges [...] nous avons déjà perdu la capacité de réagir contre [le mensonge] et, en même temps, celle de reconnaître la vérité.

– Alexandre Zinoviev, *Global'ny thchelovieĭnik*, Moscou, Tsentrpoligraf, 2000, p. 353, cité par Monica Papazu, « Alexandre Zinoviev : sauvegarder l'humain », *Catholica*, no 159 (été-automne 2024), p. 69.

Le Cercle Jeune Nation voulait servir la vérité. Plus modestement, il entendait faire entendre sa vérité dans la cacophonie des propagandes concurrentes, libérales ou socialistes. Ne serait-ce que pour cette seule raison, il méritait de vivre et de prospérer.

Au début, le périodique du Cercle s'intitulait *La Lettre de Jeune Nation*. Après un an de publication, soit dès le numéro de janvier-février 1987, le titre s'abrégait en *Jeune Nation*, tout court. La dernière livraison de ce bulletin fut celle de mai-juin 1991 (vol. 6, nos 5-6). Après le numéro de mars 1989, une suspension prolongée et des retards répétés lançaient un signal d'alarme. La trop petite équipe de bénévoles semblait à bout de souffle. Du 11 août au 30 septembre 1989, elle publiera néanmoins un feuillet hebdomadaire de deux pages à l'occasion de la campagne électorale québécoise.

Abonné depuis 1988, je correspondais surtout avec le secrétaire, Rock Tousignant et je lui faisais parvenir mes publications quand je les croyais de nature à l'intéresser, tel mon article sur « Robert Rumilly et la fondation du Centre d'Information nationale » paru dans les *Cahiers des Dix* (1989). Le 20 février 1990, Tousignant m'écrivait : « Je constate que, malgré trente ans de distance entre la tentative de M. Rumilly et celle de Jeune Nation, la Droite nationale n'a guère progressé et qu'elle en est encore au stade où les

animateurs et les personnalités de notre camp en sont encore à des "prises de contact", des "rencontres exploratoires", etc. Nous devrions avoir notre parti, comme le Front National ou les Republikaner en RFA ; un parti qui aurait pu être l'Union Nationale d'ailleurs. Souhaitons que notre génération rassemble les fils de l'écheveau et offre une véritable alternative à notre peuple. » Les animateurs du Cercle et moi-même échangeons sur divers sujets pertinents à notre cause. Ainsi le 9 avril 1990, agacé par le pacifisme des souverainistes québécois, j'écrivais : « Je suis convaincu, pour ma part, que c'est une grave lacune – et lourde de conséquences – pour les nationalistes québécois de se désintéresser des questions stratégiques et militaires, sauf pour dire non à la conscription. Peuple guerrier aux XVII^e et XVIII^e siècles, nous avons perdu presque complètement l'esprit et les valeurs qui correspondent à cet état. Une autre tragédie à mettre au compte de la conquête. » Je donnais aussi, par exemple, mon point de vue sur le pseudonymat : « Quand il m'arrive de ne pas avoir le courage de mes idées, je préfère me taire plutôt que de recourir à un pseudonyme » (lettre du 8 juin 1990 à Tousignant). On verra, dans un prochain chapitre, que c'est une opinion qui m'a coûté cher.

En janvier 1990, les abonnés recevaient une communication de l'équipe visant à raffermir leur confiance. Elle s'intitulait « Appel à nos abonnés et

lecteurs. *Jeune Nation* est bien vivant ». J'avoue que, pour ma part, elle a eu l'effet contraire. On imagine les réactions de scepticisme du lectorat, dont il s'agissait de solliciter la fidélité. En voici des extraits : « Vous avez reçu le numéro d'avril 1989 à la fin du mois d'octobre, donc avec un retard de plus de six mois qui n'avait rien pour vous rassurer sur notre existence et les chances de voir paraître un jour les numéros suivants de *Jeune Nation*. Constatons d'abord que *Jeune Nation* existe toujours et que le numéro que vous recevez aujourd'hui vous en fournit, fut-ce tardivement, la preuve concrète. Ce numéro est lui aussi en retard. Ce retard nous indispose autant que vous et nous ne désirons rien de plus que de le résorber de façon durable. Nous sommes parfaitement conscients que ce retard sape notre crédibilité auprès des militants et des sympathisants de la Droite nationale d'ici [...] *Jeune Nation* est réalisé par une petite équipe militante qui ne peut compter sur aucune amitié de l'Establishment. Vous le savez, penser à contre-courant des idées dominantes n'est pas une tâche facile. Produire un mensuel non-conformiste est un travail encore plus ardu. Nous le faisons pour donner droit de cité à nos idées sur la place publique et en assurer un jour la victoire car c'est seulement ainsi que le salut de notre peuple et de notre patrie peut être assuré. Pour cela, il nous faut résorber notre retard, nous pensons être en mesure de [le] faire au cours des premières semaines de 1990. Deux raisons nous incitent à faire cette affirmation. Premièrement, nous disposons pour la première fois depuis le lancement de *Jeune Nation*, d'une véritable banque d'articles pour les Nos à venir. Deuxièmement, tous les animateurs de *Jeune Nation* ont désormais accès à un micro-ordinateur, les délais de production de notre revue devraient être sensiblement réduits car nous sommes désormais en mesure d'éliminer certaines étapes particulièrement gourmandes en temps. »

En janvier 1990, *Jeune Nation* reprenait (vol. 5, no 1). Les livraisons en retard portaient la numérotation continue qu'ils auraient dû avoir s'ils avaient été publiés à temps et étaient en réalité antidatés. Il fallait donc s'astreindre à une certaine discipline intellectuelle pour ne pas paraître posséder une prescience usurpée.

Au bout d'un an et demi, nouveau silence, définitif celui-là. En juin 1991, le rédacteur en chef, François Dumas s'adresse encore une fois aux abonnés : « Vous trouverez ci-joint, avec la présente lettre, les trois derniers numéros de *Jeune Nation* pour l'année 1990, soient les Nos 10, 11 et 12 (octobre, novembre et décembre). » Le retard empirait, passant de six à huit mois. « Il est davantage dû à la modestie de nos moyens de production et à la taille réduite de notre équipe qu'à notre mauvaise volonté. Sans doute, aussi, avons-nous été un peu téméraires en pensant produire à temps, dans ces conditions, un numéro de *JN* par mois. Or, ce rythme de parution implique que tous nos collaborateurs participent à l'élaboration et à la production de chaque numéro, ce qui n'est pas toujours possible malgré toute la bonne volonté de chacun. À *JN*, nous avons toujours eu pour ligne d'action de "monter une marche à la fois", améliorant progressivement la présentation, la pagination et la périodicité du bulletin. Pour demeurer crédibles, nous devons nous conformer à ces objectifs ou les modifier. Il

nous apparaît primordial, en 1991, de vous assurer la livraison à temps de votre abonnement à *JN* ; nous devrions avoir atteint cet objectif à la fin de ce mois. À cette fin, nous avons décidé de couper de moitié nos parutions (6 Nos / an) et d'y couvrir deux mois, tout en maintenant la pagination actuelle (8 pages). »

Je répétais aux animateurs de *Jeune Nation* que la régularité de parution était presque aussi importante que la qualité du contenu. Autrement, le lectorat déserterait. On peut voir dans le défaut de périodicité une des raisons du départ de Gilbert Gendron, dont l'esprit de discipline s'accommodait mal. Malgré ces bonnes intentions, seulement trois numéros paraîtront, le dernier en date de mai-juin 1991. C'était la fin. J'exclus un bulletin référendaire de quatre pages parus le 15 octobre 1992 : « L'entente de Charlottetown est une abomination pour le Québec et les partisans de la droite nationale devront répondre non le 26 octobre. » Suivait une solide argumentation, se terminant sur une citation de Lionel Groulx (La Confédération canadienne, 1918, p. 239) : « Une vie, une âme nationale canadiennes, ce sont là des choses qu'on sent inexistantes, au milieu de la division des races et du chaos cosmopolite engendré par l'immigration à outrance. »

Pendant neuf mois, à partir de juin 1991, le Cercle Jeune Nation s'est tu. En avril 1992, paraîtront les *Cahiers de Jeune Nation*, sous la direction de Jean-Claude Dupuis qui allait insuffler au Cercle un nouveau dynamisme. Ils disparaîtront à leur tour en septembre 1995. Avant de raconter la naissance de ce nouveau périodique sous l'égide du *Cercle Jeune Nation*, il me semble utile pour la suite des choses de réfléchir quelque peu aux causes des échecs répétés de notre camp. Ainsi se justifie mon insistance sur la fin assez lamentable de *Jeune Nation*. On aurait pu intituler le présent article « Comment meurt une revue » ou « Éternels recommencements », ou encore « Grandeurs et misères de la droite nationale, sociale et populaire au Québec », les misères l'emportant nettement sur les grandeurs. Comme nous le verrons, les animateurs de *Jeune Nation* y avaient pensé avant moi.

En effet, l'histoire éphémère et quelque peu tourmentée du Cercle Jeune Nation devrait interpellé tous les tenants de la droite de doctrine au Québec. Comment l'expliquer ? Culture politique, dispersion idéologique, indigence financière, incompatibilité pratique entre traditionalisme politique et traditionalisme religieux, conflits de personnalité. Examinons cette fatalité qui pousse notre famille de pensée de crise en crise. Comment ne pas regretter que le Cercle Jeune Nation n'ait pas pu persévérer dans la durée en se développant, et d'abord matériellement ? Il me semble que, s'il était toujours vivant, après presque 40 ans, il exercerait une influence sans commune mesure avec le faible rayonnement qui a été le sien. Il aurait rempli la mission que lui avaient assignée ses fondateurs : être le port d'attache des jeunes de la vraie droite et assurer la transmission de notre héritage intellectuel de génération en génération. Beau rêve, et rien que beau rêve, hélas !

Penchons-nous sur les interventions des animateurs du Cercle Jeune Nation au colloque du 17 octobre 1987 tenu à Notre-Dame-du-Bon-Conseil, près de Drummondville, sur le thème « Où va la Droite au Québec ? (09/10-

87 ; pour les textes des communications, voir 01/02-88). Rock Tousignant, Gilbert Gendron et François Dumas s'y interrogeaient sur la stratégie et les moyens à déployer pour assurer l'essor des vraies droites chez nous, mais leurs propos valent, me semble-t-il, pour le cas particulier de Jeune Nation. Tousignant s'inspire du Front national pour proposer un programme d'actions à entreprendre ici dans le cadre d'une démarche gradualiste où chaque étape, après consolidation, permet d'accéder à l'étape suivante. Constitution d'un noyau dur qui se fera le fédérateur des mouvances compatibles entre elles ; effort pour tendre vers une presse grand public à partir des organes militants, dont le rayonnement est forcément restreint ; manifestations sur le terrain et collaborations à des actions ponctuelles avec des groupes de pression spécialisés ; enfin, remobilisation de forces plus ou moins en déshérence (les unionistes et les créditistes, par exemple, mais les anciens du Parti de l'Unité nationale d'Arcand sont passés sous silence).

C'était le programme du Cercle Jeune Nation, maintes fois évoqué par son président, François Dumas. Ce dernier aussi juge prématuré la fondation d'un parti politique, qui, bien que toujours souhaitable, ne pourrait être que le couronnement de l'engagement à droite. Le combat doit d'abord être culturel, au sens large du terme. « Nous sommes réunis ici aujourd'hui par une communauté d'idées, de valeurs et aussi d'inquiétudes face à l'avenir de notre société québécoise. Nous sommes aussi divisés par la diversité de nos expériences, de nos formations et de nos différentes manières de définir la Droite et d'envisager l'influence qu'elle devrait exercer dans notre société. » Concrètement, le constat se présente ainsi : « faiblesse numérique, dispersion en de multiples petits groupes, dispersion géographique aussi, approches, moyens et champs de préoccupations différents ». L'objectif doit être de transformer ces lacunes en atouts en faisant collaborer groupes et individus tout en respectant leur autonomie. Il convient d'éviter le sectarisme (Dumas ne touche pas explicitement aux réticences des chapelles catholiques-traditionalistes, mais on verra que leurs tendances théocratiques et autoritaires allaient nuire au Cercle Jeune Nation.) De même, il importe de se faire mutuellement une publicité profitable. Dumas donne de cet esprit de collaboration l'exemple de la relation féconde — en réalité pour un temps seulement, hélas — entre l'éphémère Institut d'études prospectives et le Cercle Jeune Nation. Il faut se fortifier pour durer.

L'exposé de Gendron se singularise par son caractère pratico-pratique et par ses points de référence qui sont canadiens-anglais et américains. Il est représentatif de son style précis, concret, dense. Pourquoi ne pas diffuser cette réflexion encore opportune de nos jours ? Le titre résume à lui seul la thèse : « Ce que *les autres* font et que nous ne faisons pas ». L'auteur compare les moyens déployés par la droite d'idées au Québec avec ceux de ses contreparties aux États-Unis et au Canada anglais de manière à dresser l'inventaire de nos lacunes. Seule la vérité peut lutter victorieusement contre la décadence ; encore faut-il, pour la faire éclater, se mettre en mesure de mener ce combat efficacement. Que ce soit dans les secteurs anciens comme l'édition imprimée, la librairie, la parole publique,

ou dans les médias plus modernes comme la radio, la télévision, la vidéo, les cassettes, ou encore au niveau organisationnel (fondations, laboratoires d'idées ou *think tanks*, structures de militantisme), le Québec français est en retard ou carrément absent. Pour résumer dans mes mots la pensée de Gendron, je dirais que la droite n'a à opposer à la gauche culturelle infiltrée dans toutes les institutions publiques et privées que des troupes de gueux dépenaillés. Il est de bon ton de soutenir dans nos milieux — ce qui est proprement stupide — que rien ne se fait que par le bénévolat, que l'argent ne compte guère et que de toute façon les millionnaires sont rares chez nous. Gendron écrit à propos des *think tanks* : « Pour être pleinement efficace et jouir d'une entière crédibilité, un réservoir d'idées doit disposer d'un personnel à temps plein qui se dévoue à la recherche et à l'information. » À part la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal qui a un secrétariat rémunéré, les Canadiens français du Québec ont peu de ressources à opposer à celles des groupes de pression des minorités et de la gauche. Autant dire que la guerre culturelle est perdue. Inutile de penser pour l'heure à la fondation d'un parti politique. L'important serait plutôt de recueillir des fonds en sus des abonnements et des cotisations annuelles. (Pour ma part, j'ai déjà proposé au Centre d'Information nationale Robert-Rumilly de mettre sur pied une trésorerie abondée par les contributions mensuelles de convaincus déjà établis dans la vie sans être millionnaires : cinquante ou cent dollars chacun par mois. Mais que voulez-vous ? il faut au moins une résidence secondaire et des séjours dans le Sud ; et puis, sans reçus fiscaux, quel attrait ? Je me suis fait répondre que mon insistance était blessante.) Je reproduis ci-dessous le paragraphe qui exprime parfaitement la priorité que martèle Gendron, soit le « réservoir d'argent » :

« Sans le nerf de la guerre, on ne peut pas soutenir d'offensives, ni même maintenir une armée de la Droite, prête au combat à la première alerte. À l'heure actuelle, nous en sommes réduits à des actions ponctuelles et de peu d'envergure. Je suggère donc de construire une structure financière qui pourrait être une fondation. Les forces subversives, aux États-Unis surtout, ont fait leurs choux gras des fondations, puis la Droite a finalement compris qu'elle pouvait les imiter. Nous devrions emboîter le pas. Je le répète, sans structure financière solidement charpentée, nous serons indéfiniment confinés au statut d'amateurs. » — Amateurs nous étions. Amateurs nous sommes.

À l'automne 1991, il m'a fallu l'admettre : le bulletin *Jeune Nation* était bien mort. Mais je ne me résignais pas à ce silence. L'équipe, réduite par le départ de Gilbert Gendron, sans doute exaspéré par les attermoissements bien que ce ne fût pas la seule raison de sa décision, était manifestement à bout de souffle. Dans les trois dernières livraisons du bimestriel, soit de janvier à mai 1991, 83 % des textes portent la signature de Rock Tousignant. Situation anormale, qui annonçait la mort du Cercle Jeune Nation à moins d'un effort pour le redynamiser. Il fallait du sang neuf.

Parmi mes étudiants, j'estimais beaucoup Jean-Claude Dupuis, admirateur de Lionel Groulx et de *L'Action française* de Montréal, dont la curiosité intellectuelle toujours en éveil, l'impressionnante assurance, l'énergie

indomptable, la faconde irréprensible et le style clair, nerveux, efficace m'avaient convaincu qu'il avait l'étoffe d'un journaliste, d'un militant, d'un animateur et, pour tout dire, d'un chef. Comme on le verra, je découvrirai qu'il possédait les défauts de ses qualités. Surtout, je n'avais pas prévu l'inflexion marquée de son itinéraire personnel qui allait tout gâcher : il se convertira au catholicisme traditionaliste, version Fraternité sacerdotale Saint-Pie X, donc en disciple non seulement du Christ, mais de Mgr Lefebvre, développant tous les réflexes de l'ultramontanisme théocratique. Par son entremise, j'ai fait la connaissance de deux de ses amis, bonnes plumes, aussi brillants que lui, doués d'un sens de la nuance qui n'était pas son fort, mais sans son abattage et son audace. Je ne les nommerai pas, conformément à la règle que je me suis donnée au début de cette série. Dans une lettre à Tousignant du 14 novembre 1988, je m'engage à leur faire connaître *Jeune Nation*. Un quatrième étudiant a acheté la collection du bulletin pour l'année 1988 par mon intermédiaire, toujours en dehors des cours car je ne parlais pas de mon engagement personnel en classe, m'efforçant à l'objectivité, à la neutralité (lettre de Tousignant du 4 octobre 1989). Mon plan était de faire admettre ce trio dans le Cercle Jeune Nation, en espérant qu'il en sortirait quelque chose de bon pour le Cercle et pour le bulletin. En 1991, Tousignant nous invitait, Dupuis et moi, à nous engager davantage à Jeune Nation. Lors de son assemblée du 21 février 1992, j'étais élu membre du Cercle.

Après neuf mois d'hibernation, en avril 1992, *Jeune Nation* renaîtra sous une nouvelle formule et un nouveau titre : les *Cahiers de Jeune Nation*. Ils se présentent comme « la Revue de la droite nationale au Québec » et portent en exergue une citation de Lionel Groulx : « Notre doctrine, elle peut tenir

tout entière en cette brève formule : nous voulons reconstituer la plénitude de notre vie française. » Le Cercle Jeune Nation a toujours à sa tête François Dumas, le président, et Rock Tousignant, le secrétaire. Pour ma part, je n'assume aucune responsabilité officielle. La nouvelle publication n'a plus François Dumas comme directeur de la rédaction, mais Jean-Claude Dupuis, qui, dans son premier éditorial, marque nettement la continuité du bulletin aux *Cahiers de Jeune Nation* (04-92), dans un style de polémiste qui annonce un regain de combativité. Dans le même ordre d'idées, Dumas raconte l'histoire de Jeune Nation (07-92 et 11-92) et Tousignant expose le sens du symbole de Jeune Nation, la croix fléchée enracinée, dont il est le créateur (07-92). « Bref, conclut Dumas, en six ans, une organisation partie de rien a su s'imposer dans les milieux de la droite nationale. Son "œcuménisme de Droite" l'a servi pour prendre contact avec des milieux souvent rivaux entre eux. Certaines "tendances lourdes" de la droite nationaliste d'ici (monolithisme, exclusivisme, culte du "chef" ou du "parti nationaliste", fédéralisme, catholicisme exclusif, etc.) demeurent importantes, mais l'idée d'un regroupement des forces de la Droite nationale au Québec a fait des progrès considérables dans diverses organisations au cours de la dernière année » (11-92). En somme, l'espérance et les objectifs restent les mêmes. Malheureusement, l'aventure dévia de sa trajectoire en conséquence de la conversion au catholicisme traditionaliste de son directeur, dans l'esprit duquel s'estomperont peu à peu à la fois la distinction entre politique et religion ainsi que la dominante essentiellement politique des Cahiers. Le président et le secrétaire tarderont à réagir. Ce sera la fin du Cercle puis, en septembre 1995, des *Cahiers de Jeune Nation*.

MAURICE DUPLESSIS

Ouvrez-lui les portes de la gloire



JEAN-LOUIS HÉBERT



Au-delà des mythes, le nationaliste tranquille

leharfang@protonmail.com

25\$ livraison comprise

LA MYSTÉRIEUSE TRIBU À LA PEINTURE ROUGE

ENTRETIEN AVEC MARC ROLAND



ET SI UNE TRIBU AUTOCHTONE PAS COMME LES AUTRES, UNE TRIBU EUROPÉENNE, AVAIT VÉCU ICI SUR LES BERGES DU SAINT-LAURENT, BIEN AVANT QUE LES VIKINGS, LES BASQUES ET LES BRETONS (RE)DÉCOUVRENT L'AMÉRIQUE? C'EST-CE QUE SOUS-ENTEND LE CHRONIQUEUR MARC ROLAND D'ANCIENT AMERICAN DANS UN RÉCENT ARTICLE SUR LE PEUPLE À LA PEINTURE ROUGE (PARU DANS *THE BARNES REVIEW*, MARS-AVRIL 2024). IL Y LÈVE LE VOILE SUR UN PEUPLE DONT L'EXISTENCE EST BIEN ATTESTÉE, MAIS DUQUEL ON CONNAÎT FINALEMENT BIEN PEU DE CHOSSES. À NOTRE TOUR DE NOUS REPLONGER DANS CETTE PRÉHISTOIRE AMÉRICAINNE.

Le Harfang - Vous avez récemment effectué des recherches et rédigé l'un des articles les plus surprenants sur l'histoire précolombienne de l'Amérique en abordant le mystère du peuple à la peinture rouge. Que savons-nous de ce peuple?

Mark Roland - Nous savons que le peuple à la peinture rouge appartenait à une culture anormale qui est apparue sur les côtes de l'est du Canada il y a environ 7 500 ans. Tout ce qui concerne leurs vestiges archéologiques indique que les gens de cette tribu ne ressemblaient en rien aux aborigènes amérindiens, auxquels ils étaient matériellement supérieurs, notamment en matière de navigation et de construction mégalithique, pendant les siècles d'occupation que les archéologues appellent "l'Archaïque maritime", qui s'est achevé vers l'an 800 de

notre ère.

H - Où vivait ce peuple?

MR - La culture du peuple à la peinture rouge s'étendait de Passadumkeag, à une trentaine de kilomètres au nord de Bangor, dans le Maine, aux États-Unis, jusqu'aux côtes septentrionales du Nouveau-Brunswick et à la côte subarctique de l'est du Canada.

H - Pourquoi ne pouvons-nous pas considérer ce peuple comme une tribu autochtone parmi d'autres tribus autochtones ?

MR - En raison d'une multitude de différences culturelles singulières entre le peuple à la peinture rouge et les tribus indigènes d'Amérique du Nord. Aujourd'hui encore, la tradition orale innue parle des Toonikdoak, une population de marins de race différente associée au peuple à la peinture rouge.

H - Vous avez établi un lien entre le peuple à la peinture rouge et le Doggerland ... pourriez-vous expliquer pourquoi vous établissez ce lien et ce qu'était le Doggerland ?

MR - Jusqu'à la fin du 7e millénaire avant J.-C., une vaste île s'étendait entre la côte est de la Grande-Bretagne et le nord du continent européen. Elle est aujourd'hui connue sous le nom de Doggerland, d'après le Dogger Bank, une zone peu profonde de la mer du Nord située au large des Pays-Bas, de la côte occidentale de l'Allemagne et de la péninsule danoise du Jutland. À l'origine, il y a environ 12 000 ans, ce territoire a été occupé par un peuple d'artisans de l'âge de pierre moyen, originaires du continent européen occidental, qui maîtrisaient la fabrication d'outils et la pêche en haute mer. Les générations suivantes ont été forcées

d'émigrer lorsque la montée du niveau de la mer a fini par inonder le Doggerland vers 6200 av. J.-C. Leur évacuation explique l'apparition contemporaine du peuple à la peinture rouge le long des côtes du Canada et du Maine, où les Toonikdoak nouvellement arrivés et les habitants du Doggerland disparus utilisaient identiquement l'ocre rouge dans leurs rituels mortuaires, parmi de nombreuses autres comparaisons culturelles.

H - Le peuple à la peinture rouge est-il lié à l'hypothèse solutréenne selon laquelle des peuples européens vivaient en Amérique avant Christophe Colomb?

MR - Une relation existe seulement dans le sens où divers peuples européens, pas seulement les Solutréens ou les Doggerlanders, ont peuplé les Amériques des dizaines de milliers d'années avant l'époque de Christophe Colomb, comme décrit dans mon livre de 2013, *Before Atlantis* (US : Bear & Company). Les artistes rupestres solutréens ont prospéré dans le sud-ouest de la France (par exemple à Laugerie-Haute et à La Solutré) il y a environ

21 000 à 17 000 ans. Comme ils ont disparu cinq mille ans avant la première occupation humaine du territoire de la mer du Nord, il est peu probable qu'il y ait des liens directs entre les Solutréens et les habitants du Doggerland.

H - En quoi les outils du peuple à la peinture rouge diffèrent-ils de ceux des autres autochtones?

MR - Dans l'habileté et la finesse plus sophistiquées exprimées par les artisans de ce peuple, dans la profusion de harpons en ardoise de pêche en haute mer et de chasse à la baleine, de plombs, de gouges en pierre, de célestes, etc. laissés derrière eux, et dans l'utilisation étendue et à long terme par les tribus à la peinture rouge du chert de Ramah, un minéral cristallin blanc que l'on ne trouve qu'à Ramah Bay, dans le Maine, et avec lequel ils ont été spécifiquement identifiés.

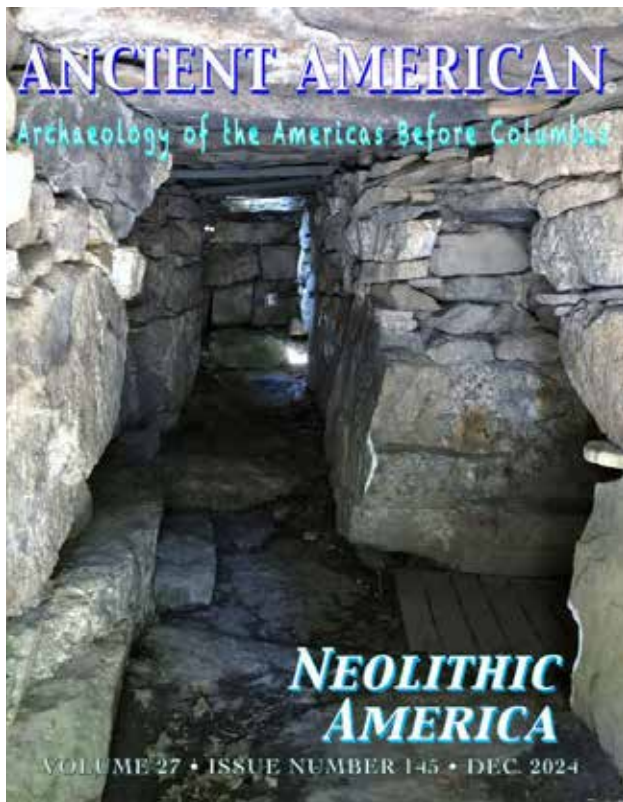
H - J'ai eu un choc, mais les inukshuks pourraient avoir été créés par la tribu à la peinture rouge, plutôt que par les Innus. Vous allez vraiment à l'encontre des « faits établis ». Qu'est-ce qui vous fait penser qu'ils pourraient en être les auteurs? »

MR - Parce que les *inukshuks* ne servent qu'à la navigation triangulaire des marins qui voyagent beaucoup plus loin de la terre que les Amérindiens, qui préfèrent longer le littoral.

H - Il est intéressant de noter que si certains chercheurs du Maine ont travaillé sur le sujet, nous avons l'impression que peu d'énergie est dépensée pour essayer de connaître ce peuple unique en son genre, en particulier au Canada. Pourquoi?



MR - Je ne peux pas parler pour les autres, si ce n'est pour dire qu'après plus de trente ans d'édition et de rédaction pour le magazine *Ancient American*, j'ai constamment observé comment les archéologues conventionnels sont partout intimidés par les opinions consensuelles de leurs pairs et de leurs supérieurs, qui ont des intérêts directs dans les manuels qu'ils publient pour les classes universitaires qu'ils enseignent. Proposer des preuves alternatives est considéré avec horreur comme une menace existentielle pour leur gagne-pain. Ces facteurs extra-archéologiques, la nature humaine de la jalousie professionnelle entre les chercheurs eux-mêmes et leur mépris pour les « étrangers » (c'est-à-dire les chercheurs non orthodoxes, accrédités ou non), se combinent à l'intolérance politique pour retarder le progrès scientifique en le censurant ou en l'avalissant. D'où l'état déplorable et le déclin actuel des activités universitaires dans le monde occidental et en particulier aux États-Unis. Les conclusions contradictoires sont assimilées à l'hérésie dominante. Et l'histoire rapporte le destin brûlant des hérétiques.



JOSEPH BÉGIN, PIONNIER MÉCONNU DE L'INDÉPENDANCE

PIERRE TRÉPANIÉR



L'HISTOIRE DE L'IDÉE D'INDÉPENDANCE AU QUÉBEC NÉGLIGE TROP SOUVENT JOSEPH-ULRIC BÉGIN (1871-1943). ON PASSE DE JULES-PAUL TARDIVEL À LIONEL GROULX, ET DE GROULX AUX JEUNES INDÉPENDANTISTES DES ANNÉES 1930. JOSEPH BÉGIN ÉTAIT LE GENDRE DE TARDIVEL, DONT IL A ÉPOUSÉ EN SECONDES NOCES LA FILLE, ALBERTINE. ILS ONT EU UNE FAMILLE NOMBREUSE. ON PEUT DIRE QUE BÉGIN A PROLONGÉ L'ACTION INTELLECTUELLE DE SON BEAU-PÈRE : NATIONALISME ET ULTRAMONTANISME.

Être associé à Tardivel n'était pas de tout repos. Même un conservateur et un catholique pratiquant comme Roger Duhamel le jugeait sévèrement, et condamnait « l'obscurantisme crasseux de toute une école » : « Les défenseurs d'une certaine Église et d'une certaine France deviennent, sans s'en douter, les pires ennemis de la foi et de la France véritable » (La Patrie du dimanche, 25 janvier 1959).

Bégin a exposé son nationalisme dans trois journaux montréalais, dont il était le directeur : La Croix, L'Idéal catholique et Le Bas-Canada. En mars 1919, il a fondé ce dernier périodique parce que la censure de guerre fédérale avait empêché la parution de La Croix. Mais il entendait bien la faire reparaître « aussitôt que les petits despotes d'Ottawa auront enlevé les odieuses chaînes qu'ils ont mises à ses presses le 28 septembre dernier [1918] pour l'empêcher de proclamer la vérité et de défendre la justice » (Le Bas-Canada, 8 mars 1919). Ce sera chose faite en avril 1919. Il a favorisé autant qu'il a pu l'essor de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française, à laquelle est associé le nom de Groulx, lecteur et collaborateur occasionnel de La Croix. Il a été aussi un propagandiste ardent du Carillon-Sacré-Cœur, drapeau unissant patriotisme et catholicisme intégral.

Dès son premier numéro (30 mai 1893), le Programme que se donnait La Croix était placé sous le signe de la volonté, du dynamisme et d'un esprit conquérant : « Nous sommes Canadiens français catholiques, descendants des braves qui ont planté, il y a plus de deux siècles, la foi sur les rives du Saint-Laurent, héritiers de leur domaine, glorieux de leur nom, riches de leurs conquêtes et de leurs vertus. Ce que nous voulons, c'est remplir un devoir, c'est entrer résolu et convaincus, sur le vaste champ du progrès, pour y prendre notre part de lutte dans la grande cause de notre religion et de notre patrie. [...] Fidèles au sang de

nos aïeux où bouillonne une vigueur qui se ressent de nos épreuves séculaires, nous en utiliserons avec confiance toutes les qualités, toutes les ressources. Nous ne cherchons pas à changer, nous nous en garderons bien, mais à grandir. » À d'autres, l'immobilisme, l'encroûtement, la timidité.

La Croix a, de temps à autre, des accents populistes : « Elle cravache proprement les petits francs-maçons, quand ils osent sortir de leurs trous à Montréal et ailleurs, et elle fustige les hommes politiques qui nous volent et nous vendent impudemment » (La Croix, 14 mars 1914). Elle se dit indépendante de tous les partis. Ses slogans portent : « Sus à la Confédération ! » (9 juin 1917), en pleine guerre ! — « Tuons la pieuvre de la Confédération » (16 juin 1917). — « À bas la Confédération ! » (30 juin 1917) — « À l'assaut de la Confédération ! » (14 juillet 1917).

Bégin proposait la constitution d'un Bas-Canada indépendant pour « donner aux Canadiens français, à nos compatriotes, à tous ceux qui nous sont chers par le sang, une vraie patrie » (Le Bas-Canada, 8 mars 1919). Par ce moyen, « nous deviendrons donc une nation "au sens attaché d'habitude à ce mot" [...] Il suffit d'en jeter solidement les bases sur les bords du Saint-Laurent et elle s'élèvera comme l'arbre puissant sorti du grain de sénévé, et ses branches s'étendront de l'Océan Atlantique à la rivière Outaouais, embrassant peut-être le Nouvel-Ontario où les nôtres sont nombreux, et de la ligne 45e aux glaces du Nord. » Cet indépendantisme est irrédentiste car il veut rassembler Canadiens français et Acadiens, et ainsi constituer la majorité dans le nouveau Bas-Canada, unissant le Québec et les provinces Maritimes. C'est aussi un séparatisme, dirigé contre l'Ontario et l'Ouest canadien car c'est en vain que les Bas-Canadiens (nous dirions Québécois) ont multiplié les sacrifices pour « essayer de vivre avec les Anglo-saxons des provinces de l'Ouest [de l'Ontario à la

Colombie-Britannique], toujours arrogants, toujours injustes, toujours déloyaux et cherchant sans cesse à nous prendre dans les filets de l'assimilation qu'ils ont tendus en 1867 et qu'ils ferment déjà autour de nous ! » Ce nationalisme radical s'emparera de tous les pouvoirs exercés par le gouvernement fédéral, y compris les compétences en matière d'immigration, car il vise le nombre et la puissance : « les avantages matériels que nous retirerons de l'organisation des provinces de l'Est en pays autonome sont alléchants [...] Ainsi notre argent ne servira plus à arrondir la fortune déjà scandaleuse de John Bull, mais à promouvoir nos propres entreprises commerciales, industrielles ou nationales. Il ne servira plus à amener à grands frais de Londres des immigrants qui, après quatre ou cinq années de séjour au pays, lèvent la tête, comme le vil serpent, pour mordre leur bienfaiteur ; mais à aller chercher des colons français, belges ou autres qui sauront, arrivés parmi nous, partager notre fardeau au lieu de l'alourdir, concourir à la prospérité commune au lieu de se conduire comme des égoïstes à la table de la patrie. Il ne servira plus à gorger d'or les MacKenzie et les Mann, mais à soutenir et à améliorer nos propres voies ferrées. Il ne servira plus à grossir le capital des banques exclusivement anglaises, mais à rendre prospères nos hautes institutions financières et à en créer de nouvelles. Il ne servira plus, en un mot, à nous pressurer et à nous affaiblir, mais à développer nos ressources nationales, à augmenter la richesse publique, à faire par là le bien-être des individus et, conséquence logique, à donner à la race canadienne-française le prestige dont elle a besoin auprès des autres peuples de l'Amérique pour continuer ici les Gesta Dei per Francos » (Le Bas-Canada, 8 mars 1919). L'argumentation est péremptoire : « Les Canadiens français constituent-ils une nation ou au moins un groupe national ? C'est un fait dont il serait oiseux d'entreprendre la démonstration ici. Sont-ils opprimés dans leur langue ? Sont-ils menacés dans leur individualité nationale par une majorité qui a pour mot d'ordre : une seule langue, un seul système de lois ? Sont-ils de plus en plus systématiquement écartés des hauts grades dans l'armée et des premières fonctions administratives ? Nous sommes d'accord sur la réponse. Ainsi donc, nos motifs pour chercher le salut de notre race dans l'indépendance législative sont suffisants » (Le Bas-Canada, 15 mars 1919). Il insiste : « Qui voudra

contester au Canada français une vie nationale distincte, avec son gouvernement à Québec, son immense territoire, son code civil, ses institutions religieuses et nationales, sa langue enfin qui est la marque indéniable de son originalité dans l'Amérique du Nord ? »

On le voit, audacieux, énergique, il ne craignait pas les idées crânes et bonnes, selon son expression. « Nous avons été vaincus, martèle-t-il, dans Ontario, vaincus dans le Manitoba, vaincus dans l'Alberta et la Saskatchewan, et nous sommes assiégés dans Québec. Et cependant, il y a encore des journalistes canadiens-français qui écrivent que tout ne va pas si mal. Demain – toujours demain ! – disent-ils, les orangistes auront appris à nous estimer et alors ça ira bien ! [...] Les lâches ! qu'ont-ils fait de la fierté de leurs pères ? » (Le Bas-Canada, 19 avril 1919).

Bégin appuyait les nationalismes des autres peuples, surtout quand ils étaient catholiques : « La cause de l'Irlande, c'est celle du faible contre le fort, de l'humanité contre la barbarie couverte des habits de la civilisation » (Le Bas-Canada, 8 mars 1919). « Les peuples opprimés qui veulent être libres le deviennent tôt ou tard. Mais il faut qu'ils se tiennent toujours prêts à profiter des événements, témoins les Polonais, les Tchèques, les Arméniens, les Irlandais et jusqu'aux Arabes » (Le Bas-Canada, 15 mars 1919).

On pourrait croire que L'Idéal catholique, étant donné son titre, resterait prudemment en retrait. Il n'en est rien. À la une de la livraison de mars 1917, on lit ce titre : « La fin de la Confédération. Le Bas-Canada autonome ». Il s'agit de continuer « le rêve de Champlain » : « Canadiens français, levons-nous ! levons-nous non pas pour aller mourir bêtement dans les Flandres, mais pour reconquérir nos droits, en montant à l'assaut de la Confédération qui est la forteresse principale où nos ennemis se sont renforcés pour nous vaincre à jamais » (juin 1917). Démasquer l'ennemi est le commencement de la souveraineté. « Jeunes gens, levez-vous en masse et montrez que vous êtes les dignes fils des peux qui ont voulu jeter sur les bords du Saint-Laurent une semence immortelle ! » (L'Idéal catholique, octobre 1917).

« Obscurantisme crasseux », monsieur Duhamel ?



MGR ADOLPHE PROULX ET LE CATHOLICISME SOCIAL (1927-1987)

ROBERT MARLEAU



MONSEIGNEUR ADOLPHE PROULX, QUI A ÉTÉ ÉVÊQUE DU DIOCÈSE DE GATINEAU-HULL DE 1974 À 1987, PEUT ÊTRE CONSIDÉRÉ COMME UN DES ÉVÊQUES QUÉBÉCOIS LES PLUS MARQUANTS DE LA FIN DU XXÈME SIÈCLE.

Il est né en 1927 à Val Thérèse, un village de la région de Sudbury en Ontario, une région peuplée encore aujourd'hui de nombreux Franco-Ontariens. Sans être nécessairement un militant sur le plan politique pour les droits des francophones en Ontario, Mgr Proulx a toujours accordé une grande importance à la langue française et a refusé avec vigueur l'assimilation que plusieurs de ses compatriotes ont accepté plus ou moins tacitement. Il exerça son ministère dans des paroisses francophones de la grande région de Sudbury avant de devenir évêque du diocèse d'Alexandria, qui englobe notamment la ville de Cornwall. La fondation d'écoles catholiques et françaises fût un de ses plus grands soucis.

Entre l'âge de 17 ans et 24 ans, le jeune Adolphe Proulx a travaillé comme mineur. Il faut rappeler que Sudbury est une importante région minière du Canada. Cette expérience l'a mis directement en contact avec le monde ouvrier et n'est pas du tout étrangère aux préoccupations sociales qui marquèrent son épiscopat. Mgr Proulx se situait nettement dans le courant de pensée associé à la gauche économique et n'hésitait pas à critiquer des politiques qui bafouaient la dignité des travailleurs, des chômeurs et de tous les démunis et laissés-pour-compte de la société. La crise économique du début des années 1980, marquée entre autres par une hausse fulgurante des taux d'intérêts, favorisa les interventions et les prises de positions publiques de Mgr Proulx et des autres évêques du Québec et du Canada au sujet des inégalités sociales croissantes que l'on voyait ici et un peu partout dans le monde.

Adolphe Proulx était incapable de se taire face aux injustices sociales et à l'égoïsme des classes possédantes. Le message de l'Évangile avait une dimension éminemment sociale selon lui et il était fidèle en cela à la doctrine sociale de l'Église catholique, qui a connu son point de départ avec la célèbre encyclique *Rerum Novarum* du pape Léon XIII à la fin du XIX siècle. Le champ du catholicisme social a bien souvent été délaissé par les catholiques traditionalistes au profit des progressistes qui en ont profité pour le couvrir progressivement d'une teinte marxiste. Mgr Proulx n'adhérait en rien au marxisme en dépit de ses dénonciations passionnées des méfaits du capitalisme. Ses prises de positions étaient conformes à celles des papes, notamment Saint Jean-Paul II qu'il a bien

connu. La paix et le désarmement, en cette époque de guerre froide entre l'Est et l'Ouest au cours des années 90, figuraient aussi parmi les préoccupations de ce grand évêque et de ses collègues dans l'épiscopat. Les évêques québécois et canadiens s'inquiétaient de voir autant d'argent consacré au budget militaire canadien, qui était de plus de 10 milliards \$ en 1984, alors que la pauvreté montait en flèche partout au pays.

Tout en défendant des positions associées à la gauche au niveau économique, comme nous l'avons déjà mentionné, Mgr Adolphe Proulx avait des vues nettement conservatrices sur le plan moral et qui se situaient dans la continuité des enseignements du Saint-Siège. Pas question pour lui d'accepter l'avortement ou l'euthanasie, ni bien d'autres dérives morales contemporaines. Son point de vue était sans équivoque sur ces questions et il demandait de ne pas remettre en cause l'enseignement traditionnel de l'Église catholique, ce qui était déjà courant dans les années 70 et 80. Le droit à la vie est un droit fondamental et non négociable selon la doctrine catholique. Alors qu'il avait soutenu nombre de luttes syndicales, ce cher évêque s'est opposé vivement à une grève dans les hôpitaux québécois en 1983 au nom de la dignité des plus faibles et des plus malades, et plus particulièrement les personnes âgées. Il pensait avec raison qu'une grève dans les établissements de santé nuirait tout particulièrement aux usagers qui en avaient le plus besoin et non pas à l'État patron. Le respect des droits humains et bien entendu ceux de Dieu occupait une place centrale dans les préoccupations de cet évêque, qui s'alarmait de la désagrégation de la famille et de la montée de l'immoralité publique. L'annonce de la Bonne Nouvelle de l'Évangile était fondamentale pour lui, car révélatrice de l'amour infini de Notre Seigneur Jésus-Christ pour les êtres humains. Il mourut en 1987, à la suite d'une crise d'hypoglycémie, à l'aube de ses 60 ans.

Source

Ouvrage collectif, *Une voix pour les sans-voix: Le message social de Mgr Adolphe Proulx évêque de Gatineau-Hull*, Éditions Novalis, 1988, Hull, 204 pages

PIERRE DUDAN, L'AMI QUI CHOISIT LE QUÉBEC

RÉMI TREMBLAY

PARMI LES NOMBREUX AMIS DE CELUI QU'ON SURNOMMAIT LE MENHIR ON RETROUVAIT PIERRE DUDAN, UN CHANTEUR POPULAIRE QUI CONNUT SES HEURES DE GLOIRE AU SIÈCLE DERNIER AVEC DES CHANSONS DE CABARET QUE L'ON PEUT TOUJOURS ÉCOUTER EN LIGNE SANS TROP DE PROBLÈME. LA RAISON POUR LAQUELLE IL NOUS INTERPELLE, NOUS IDENTITAIRES QUÉBÉCOIS, C'EST QUE CET AUTEUR-INTERPRÈTE, RÉCOMPENSÉ PAR LE GRAND PRIX DE L'ACADÉMIE CHARLES-CROS ET LE PRIX ROBERT-BRASILLACH, S'EXILA AU QUÉBEC, DU MOINS TEMPORAIREMENT, POUR FUIR LA GRISAILLE EUROPÉENNE DES ANNÉES 1960.

Dudan, malgré la gloire, voulut en effet refaire sa vie dans la patrie de Félix Leclerc, pour lequel il avait le plus grand respect. Durant les quelques années passées ici dans les années 1960, il s'imprégna de sa nation d'adoption, n'hésitant pas à se revendiquer comme Canadien français et nouant des amitiés durables dans le mouvement catholique traditionaliste. Mais avant d'aborder plus en détail cet épisode de sa vie, revenons sur le parcours de cet artiste atypique.

Les choix politiques de Pierre Dudan semblent avoir été hérité de sa plus tendre enfance. En effet, cet ardent anticommuniste naquit à Moscou en 1916, d'une mère russe et d'un père suisse, qui durent fuir la révolution d'Octobre et son bain de sang. De quoi vacciner efficacement contre toute sympathie rouge! Dudan fut d'abord et avant tout un artiste populaire, que ce soit au grand écran ou sur les scènes. Son regard charmeur, sa voix racoleuse, sans être vulgaire, et ses vers humoristiques, surent charmer la francophonie et le propulser sous les feux des projecteurs. Non seulement, il était bel homme, mais il maniait la langue avec une dextérité remarquable, usant sans modération des calembours. Sa carrière artistique fut un franc succès, même si son amitié avec Jean-Marie Le Pen, ainsi que ses prises de positions publiques en faveur du nationalisme et de la tradition catholique, lui nuisirent. Il ne se plaignit jamais des écueils dressés contre lui à cause de ses idées : l'honneur et la droiture (un mot qu'il appréciait particulièrement) primaient au-dessus de tout et particulièrement du confort, l'un des « pires ennemis de l'homme ».

Il ne fut pas un chanteur engagé, comme Jean-Pax Méfret ou le Docteur Merlin. Il fallait ouvrir un de ses livres ou lire un de ses articles pour réaliser que le charmeur de ces dames était un pétainiste, catholique, farouchement anti-communiste.

Et c'est justement pour ça qu'il finit par se lasser de la France à l'époque où justement le gauchisme s'imposait. Il faut dire que la France n'était pas sa patrie à lui, même s'il s'y retrouvait. C'est au Québec qu'il décida de poursuivre ses vieux jours, se produisant dans nombre de boîtes à chansonnier de Montréal, un concept qu'il rêvait d'exporter en France.

Le Québec ne devint pas un simple lieu de vie. Il en fit réellement sa patrie. Dans certains articles, il n'hésitait pas à écrire : « en tant que Canadien français », une revendication assez forte en soi, car si on peut devenir facilement « Québécois », le terme « Canadien français » relève davantage de l'appellation d'origine contrôlée.

Il s'intéressa au mouvement québécois de naturopathie, alors bien ancré à droite. Au milieu des années 1960, trois grands mouvements de médecine naturelle existaient au Québec, soit celui de Raymond Barbeau, de l'Alliance laurentienne, celui de Jacques Baugé-Prévost, du mouvement celtique, et celui de Jean-Marc Brunet, dont l'engagement politique nationaliste catholique reste moins connu, mais qui n'en pensait pas moins.

Il contribua à la presse militante, mais il ne fit pas que des textes militants : il écrivit des recueils de chansons et de poèmes, des romans et même une comédie musicale, *Montréal-les-bains*. Son roman le plus intéressant est définitivement *L'écume des passions*, un roman d'anticipation décrivant avec moult détails une guerre civile ravageant le monde entier, suite à un soulèvement motivé par le racisme anti-blanc en l'an 2000. Par le style et la teneur des propos, on se rapproche de Jean Raspail (*Le Camp des Saints*) et Romain Guérin (*Le Grand Soulèvement*), quoique contrairement à ces derniers, il fit du communisme un élément central de sa trame narrative.

Dudan ne se renia jamais et s'engagea encore plus activement dans les dernières années de sa vie, signant des disques à la SERP, tenue par Jean-Marie Le Pen, et prenant position publiquement pour Bernard Anthony. Aujourd'hui, on parle peu de son engagement politique et la France se souvient de lui comme un chanteur de variété ayant marqué son époque en chansons.

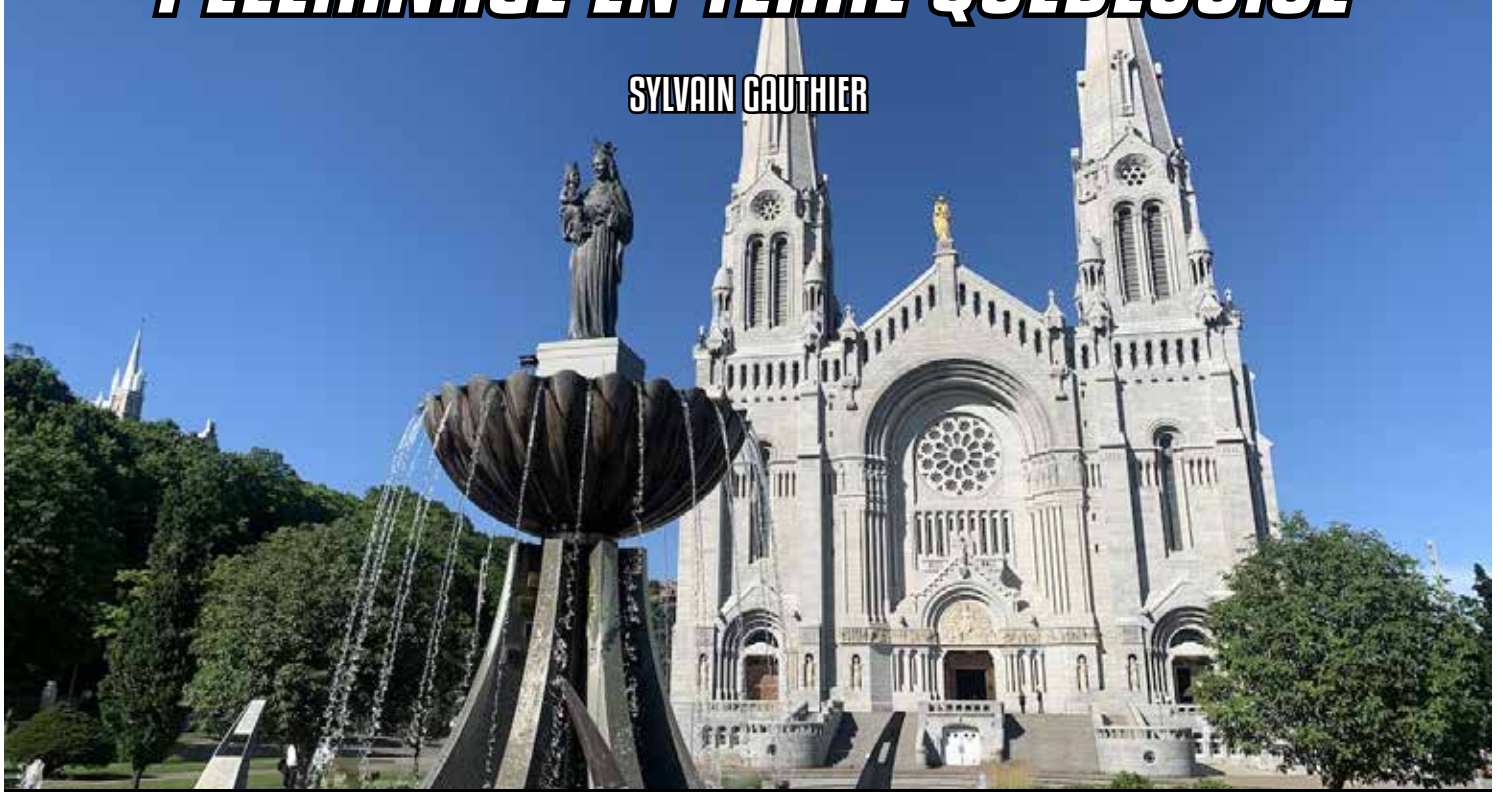
Bibliographie sommaire

Dudan, Pierre, *L'écume des passions*, Antagnes, 1982, p. 191.

Dudan, Pierre, *Au décochez-moi ça*, Nouvelles éditions latines, 1978, p. 140.

PÈLERINAGE EN TERRE QUÉBÉCOISE

SYLVAIN GAUTHIER



« L'ACTUALITÉ OCCUPE PEUT-ÊTRE PLUS DE PLACE QUE L'HISTOIRE, MAIS AUJOURD'HUI L'HISTOIRE EST PLUS UTILE QUE JAMAIS POUR ENRICHIR NOTRE LECTURE DE L'ACTUALITÉ ».

- LA REVUE D'HISTOIRE DU QUÉBEC CAP-AUX-DIAMANTS, PRINTEMPS 2005

Le mouvement de sécularisation qui a balayé le Québec dans les années 1960 a relégué la religion catholique à l'arrière-plan de la vie publique. Une laïcité décomplexée qui allait non seulement changer le visage d'un Québec pratiquant mais également s'en prendre à ses traditions et à ses symboles plus que centenaires. Notre nationalisme s'est graduellement vidé de sa base historique et culturelle. Le Québec de 2025, aseptisé, à l'agonie, sans boussole spirituelle, a besoin de retrouver son état d'esprit d'antan, sa propre identité historique, son instinct de survie. Nous, descendants des colons de la Nouvelle-France, avons un devoir de mémoire vis-à-vis ceux qui explorèrent, défrichèrent, labourèrent, défendirent et aimèrent ce sol qui a vu naître une race : les Canadiens français.

Le catholicisme fait partie de nous. Il nous a défini, il a su générer des hommes et des femmes d'un tempérament exceptionnel, perfectionner notre talent, garantir une moralité exemplaire, apposer sa signature architecturale le long des rives du majestueux fleuve St-Laurent. Le désavouer et le rejeter, c'est renoncer au passé, s'effacer, capituler, mourir.

RETROUVER UN SENS À NOTRE VIE COLLECTIVE

Pour faire contrepoids au postmodernisme, au mondialisme - qui est

alimenté par une gauche agressive qui fait table rase de l'histoire occidentale et par une droite déracinée dédiée au libéralisme économique et aux profits - et au soi-disant progressisme de notre époque, les nationalistes canadiens-français doivent ramener, dans l'inconscient collectif, une forme d'orgueil national ou populaire, c'est-à-dire renouveler leur patriotisme identitaire. C'est en connaissant notre histoire et en embrassant nos origines que nous saurons rester debout, résister et nous épanouir. Il s'agit de s'intéresser à une histoire parsemée de luttes, de déceptions, de menaces d'assimilation, de dangers politiques - pour mieux comprendre notre évolution anthropologique, ne pas répéter les mêmes erreurs et apprécier les sacrifices des pionniers de la nation - d'héroïsme, de courage et de ténacité - pour se bomber le torse et s'insuffler une mégadose de patriotisme - par l'éducation, la lecture, l'étude de notre généalogie, la visite de musées, l'incursion dans notre culture d'essence française et gréco-romaine, la découverte de nos plus grandes œuvres artistiques. S'élever donc de manière à cultiver le culte du beau et de l'excellence, à s'attacher à notre patrimoine et à admirer notre paysage qui, peu importe la saison, a quelque chose à raconter, tend à nous émouvoir, à nous faire rêver - une flore diversifiée, une faune accessible, des champs infinis, l'immensité et la splendeur de forêts qui stimulèrent tant d'auteurs et de chansonniers, des cours

d'eaux qui guidèrent nos coureurs des bois.

Les églises, les presbytères, l'art religieux, les reliques et les fêtes chrétiennes qui, encore aujourd'hui, tapissent le Québec, confirment que notre passé, loin d'être banal, s'inscrit dans une continuité historique. Nous pouvons nous réjouir de la richesse patrimoniale laissée par le catholicisme et être fiers de la piété de nos ancêtres. Tout Canadien français devrait emprunter le chemin de la « rédemption patriotique », celui qui le mènerait à travers le Québec, la francophonie canadienne et l'Acadie dans le but de fraterniser avec les siens, avec ses compatriotes. C'est se réapproprier notre histoire, s'imbiber de l'ambiance d'autres époques, lier le présent au passé, combler un vide affectif et psychologique, réfléchir à hier, s'imprégner du cœur et de l'âme de notre patrie bien-aimée. Puissante figure identitaire, le catholicisme incarne l'image de notre essor national. Sans lui, nous ne serions que de vulgaires nord-américains anglicisés. Si nous espérons poursuivre en français notre magnifique épopée en Amérique, nous devons nous inquiéter de la voie empruntée par nos décideurs depuis la fin du conservatisme duplessiste tout en déterrants notre histoire, nos valeurs traditionnelles, nos symboles, nos coutumes, bref ce qui fait de nous un peuple si unique, si original, si distinct. Il n'est pas question ici d'un retour à l'ultramontanisme, de croire en Dieu ou de prier comme des zélés, mais de redonner un sens à notre vie collective, de glorifier les bâtisseurs du Québec, de commémorer les nôtres.

Avec la laïcisation et la déconfectionnalisation de la société québécoise, accélérées entre autres par le concile Vatican II et le dogmatisme de la Révolution tranquille, c'est un pan de notre histoire qui devait peu à peu s'éteindre. Le 21^e siècle, c'est celui du « confort et de l'indifférence » face à notre avenir, face à la désintégration de nos traditions, face à la dévastation de notre patrimoine bâti - des symptômes de maux qui frappent lourdement une identité fragilisée. En effet, le mondialisme, avec son libre-échangeisme, son sans-frontiérisme, son immigrationnisme et son multiculturalisme, transforme le noyau démographique du Québec tandis que le gauchisme dit woke, avec sa rectitude politique, sa censure et son révisionnisme historique, facilite l'implantation d'une sorte de réingénierie sociale devenue incontrôlable.

Ne permettons pas aux idéologues fanatisés de réécrire une histoire du Québec qui ne débute pas avec les supposés bénéfices de la Révolution tranquille ni avec la Conquête britannique. Elle commence en Nouvelle-France pour ensuite traverser une ligne du temps dramatique qui abonde en défis politiques, linguistiques, économiques, sociaux et démographiques. Christian Rioux écrivait le 18 septembre 2010 dans *Le Devoir* :

« Les révolutionnaires tranquilles ont sculpté sur mesure le mythe de la Grande Noirceur. Le temps serait-il venu de s'en débarrasser ? (...) Représentant d'une nouvelle génération d'historiens soucieuse d'exercer son droit d'inventaire, Éric Bédard juge que "les libéraux des années 1960 ont noirci le tableau en accréditant la thèse d'un Québec moyenâgeux. Ces idées ont été véhiculées partout et relayées par beaucoup d'intellectuels. Ces gens étaient détestés par le régime Duplessis. Ils ont rendu à Duplessis la monnaie de sa pièce en accréditant la mythologie de la Grande Noirceur."

Au Québec, chaque génération a tendance à se construire sur le rejet de la génération précédente. C'est un peu cela qui nous tue. La génération de la Révolution tranquille s'est entièrement construite sur le rejet de ce qui existait

avant elle. Si tout ce qu'on avait fait avant 1960 était mauvais, si on était tellement attardés, abrutis et sous la domination de l'autoritarisme politique et religieux, comment après ça avoir confiance en soi pour construire un pays ? »

CONSTRUIRE L'ÉTAT NATIONAL DES CANADIENS FRANÇAIS

Si les révolutionnaires tranquilles ont pu mettre en place autrefois leurs réformes, ils le devaient d'abord à la construction minutieuse de l'État québécois par leurs prédécesseurs. La marche pour l'autonomie du Québec s'est amorcée en 1867 avec la mainmise du gouvernement québécois sur les principaux enjeux liés à notre survivance - l'éducation, les services sociaux, le droit civil. Les Québécois pouvaient dès lors se doter d'un État bien à eux malgré les pouvoirs reconnus au gouvernement fédéral : les frontières, le droit criminel, la monnaie, etc. Si le Québec doit se séparer d'un Canada toxique et postnational, l'axe référendaire est, lui, somme toute stérile voire suicidaire.

« Sur le plan extérieur, King continue la politique de Laurier et Borden. Il contribue à garder le Canada sur la voie de l'autonomie face à l'Angleterre. À la suite de l'adoption, en 1946, de la loi abandonnant la citoyenneté britannique, Mackenzie King a l'honneur de devenir le premier citoyen canadien en 1947. »

Gagnons notre autonomie brique par brique à l'image du Canada auprès de Londres en introduisant des politiques structurantes et en s'appuyant sur les outils légaux et les leviers économiques déjà à notre disposition : diminuer l'apport du gouvernement fédéral dans l'administration des affaires courantes, promouvoir la décentralisation de l'État canadien, réclamer le respect des compétences dévolues au Québec, revendiquer plus de pouvoirs en immigration, avoir un recours systématique à la clause dérogatoire, maintenir une présence policière accrue aux frontières, nommer les juges de la Cour supérieure du Québec, instaurer unilatéralement une citoyenneté québécoise, élaborer une constitution québécoise soulignant notamment le fait français, nos assises catholiques et la notion de nation historique canadienne-française. Le Québec est tenu de s'assumer sans gêne et sans complexe. Le premier ministre François Legault aurait dû profiter de la faiblesse politique des gouvernements minoritaires de Justin Trudeau ou de la pression exercée par la guerre commerciale trumpiste sur les politiciens canadiens pour attiser les divisions au sein de la confédération canadienne et pour poser des gestes autonomistes musclés, tangibles et durables. De plus, le moment n'aurait-il pas été opportun d'inclure dans les négociations sur Churchill Falls entre le Québec et Terre-Neuve le rapatriement du Labrador ? La situation géopolitique du Québec l'oblige à être proactif et à réagir dès que le gouvernement fédéral vit une crise, est instable politiquement ou tente de recouvrer l'équilibre budgétaire. Après les prochaines élections générales, Ottawa voudra à coup sûr assainir les finances publiques - un gouvernement caquiste le moins habile et ambitieux tenterait d'acquérir des propriétés fédérales situées sur le territoire québécois : infrastructures, ponts, parcs nationaux, sites historiques.

N'oublions pas que c'est à l'Assemblée nationale du Québec d'avoir le dernier mot sur les déterminants fondamentaux de notre existence. Pas Ottawa, ni Washington, ni l'ONU, ni autres patentes supranationales. Nous ne devons pas quêter notre autonomie : nous devons l'imposer!

UNE CLASSE POLITIQUE DÉCONNECTÉE

Avec le Parti québécois qui domine dans les sondages, l'idée d'un troisième référendum sur l'indépendance du Québec revient dans l'actualité – référendum qui n'aurait probablement aucune effectivité juridique ni reconnaissance internationale. La prochaine campagne électorale québécoise se dessine comme étant une éventuelle pièce de théâtre politique démodée mise en scène par des partis - PQ et PLQ - qui carburent au clivage entre souverainistes et fédéralistes. Si la perspective d'un Québec libre de ses choix séduit et que sa réalisation est souhaitable, la stratégie adoptée par les référendistes soulève, elle, des doutes et des malaises. Elle est basée sur une vision de type « social-démocrate » qui nous éloigne de la raison devant motiver nos efforts pour émanciper politiquement le Québec : celle de préserver la nation canadienne-française en insistant sur l'édification d'un État qui s'harmonisera avec ses traditions, sa langue et son héritage culturel. Un « indépendantisme socialiste » n'a qu'une saveur idéologique et ne soulève pas le même enthousiasme ni les mêmes passions et émotions qu'un indépendantisme tiré de l'évolution normale de notre peuple. L'indépendance du Québec n'a rien d'un projet de société politisé; elle évoque un idéal modelé sur notre volonté d'exister, sur une lutte ethnique qui dure depuis des siècles et qui verrait, dans son accomplissement, une conclusion logique. Nos aspirations indépendantistes doivent transcender les orientations particulières de la société.

Il ne faut pas croire que la remontée péquiste dans les intentions de vote soit associée à de la nostalgie politique ou à une envie soudaine des Québécois pour la souveraineté. L'usure caquiste se sent dans la population et le PQ est, par défaut, une option envisageable. Vouloir réaliser l'indépendance pour s'opposer au pétrole albertain, multiplier les programmes sociaux et les « avancées » progressistes ou détenir un siège à l'ONU ne fait que décrédibiliser un courant politique légitime. Derrière la promotion de l'indépendance se cache souvent une gauche hypocrite qui accumule les contradictions et pour qui l'aboutissement

de la social-démocratie l'emporte sur tout. Un camp du « Oui » formé de Paul St-Pierre Plamondon, Yves-François Blanchet et de l'extrême-gauche solidaire effrayera les indécis et les souverainistes plus conservateurs. Le Bloc québécois est un parti gauchiste et mondialiste sans conviction nationaliste claire et ferme : Trudeau n'a-t-il pas constamment empiété sur les compétences du Québec et accentué le pouvoir d'instances fédérales – lancement d'un régime canadien de soins dentaires, d'un programme national d'alimentation scolaire et d'un régime d'assurance médicaments; préparation du projet de loi C-63 sur les préjudices en ligne – sans qu'il intervienne ? Un Bloc qui collaborait avec un gouvernement antipathique aux intérêts du Québec. Quant à Québec solidaire, ses principes socialistes et tiers-mondistes sont tout simplement incompatibles avec le nationalisme canadien-français.

Le nationalisme civique est un piège pour souverainistes mous. Une victoire référendaire, aussi miraculeuse qu'elle puisse l'être, impliquera l'union franche et totale des Canadiens français du Québec et non l'exclusion et l'ostracisation de ses branches identitaires et conservatrices. C'est la seule alternative possible. D'où l'importance d'entretenir notre mémoire collective et d'admettre que nous formons une nation à part entière. Les musées à caractère identitaire, les archives et les objets patrimoniaux, le patrimoine immobilier et immatériel, la culture, les arts et le terroir renforcent une cohésion sociale si essentielle à la pérennité d'un peuple isolé – autrement dit, ils nous définissent, nous unissent, nous coalisent, enflamment notre amour-propre. Voilà le potentiel réunificateur que peut répandre notre histoire nationale si, sans l'instrumentaliser politiquement ni la juger à l'aune des valeurs actuelles, elle est enseignée et valorisée comme elle se doit. C'est la transmission, de génération en génération, de notre appartenance à la civilisation occidentale et à la nation canadienne-française. Sans cette identification ethnoculturelle, nous courons à notre perte puisque nous ne pourrions plus faire obstacle à la déshumanisation de nos comportements sociaux, à l'influence états-unienne et aux bouleversements démographiques qui s'opèrent sous nos yeux.

L'hégémonie mondialiste expose à nouveau notre angoisse existentielle. La démographie est le destin. Sans coup de barre immédiat, nous risquons d'être marginalisés puis de disparaître. Bientôt les Canadiens français ne seront au Québec qu'un groupe ethnique parmi d'autres. Une mentalité belliqueuse s'exprime d'ailleurs dans les gestes et les discours de certaines minorités émergentes. C'est le cas d'un islam conquérant qui s'efforce à occuper l'espace public avec ses mosquées, ses prières de rue, son entrisme dans les écoles, ses accommodements religieux. Hélas, les politiciens sont passés maîtres dans l'art de se déresponsabiliser et de rabâcher des phrases creuses. Le gouvernement québécois se contente de bonifier une laïcité qui n'a que très peu d'impacts sur notre islamisation. En parallèle, cette même laïcité efface impitoyablement les traces de notre patrimoine catholique en favorisant, par exemple, le retrait du crucifix des institutions publiques.

Ne confondons pas l'ouverture à l'autre avec le reniement de soi : une leçon que nos politiciens ne comprennent visiblement pas. « Le crucifix [de l'hôtel de ville de Québec]



pourrait contrevenir à la laïcité de l'État, selon le gouvernement Legault », titrait le Journal de Québec du 18 décembre 2024. Désormais la laïcité québécoise, présumé remède contre toute dérive religieuse, met sur un pied d'égalité le catholicisme et les autres croyances et ce, même si le catholicisme a toujours été au centre de notre identité; qu'il a parrainé de superbes missions apostoliques; qu'une vocation pieuse teintée de mysticisme explique la fondation de Montréal; qu'il a solidifié nos liens familiaux et nos mœurs; qu'il se consacra à l'éducation de la jeunesse et de la future élite religieuse et intellectuelle canadienne-française; que le clergé, gardien de nos traditions, a créé de nombreux organismes communautaires; que les églises sillonnent le ciel québécois depuis plus de 400 ans et servent de point de repère visuel et spirituel. En résumé, l'Église a été rassembleuse et bienfaitrice, un catalyseur culturel, une mère sévère mais attentive et réconfortante. Renier notre patrimoine catholique pour endiguer l'islamisme contribue à susciter chez nous une impression de dépossession potentiellement irréversible.

UN RENOUVEAU NATIONALISTE

Si les Québécois apparaissent dorénavant léthargiques, s'ils semblent insensibles à leur louisianisation, ils le doivent à la faillite morale du gauchisme laïc, au capitalisme sauvage, à l'industrialisation qui libéra et intensifia les échanges commerciaux entre les pays, à une classe politique partisane et surtout à un mondialisme – phénomène issu de la philosophie humaniste qui se radicalisera au lendemain de la Seconde Guerre mondiale – menant à la dénaturation des sociétés de souche européenne. Nous vivons à une période marquée par la mondialisation, la technologie, l'individualisme, le matérialisme et la superficialité. C'est être à la solde d'oligarques cosmopolites qui se félicitent de nos habitudes hédonistes. La majorité historique québécoise, athée et sans guide spirituel, est en train de perdre ce petit quelque chose qui faisait d'elle une nation si solidaire, si tenace. L'une des branches du mondialisme, le multiculturalisme, qui fait force de loi au Canada, la dilue, la rabaisse, la corrompt. Cette doctrine politique ghettoïse les groupes, fracture le tissu social et importe les conflits du monde entier en les reproduisant en terrain canadien – pensons au conflit israélo-palestinien. « L'appel de la race » n'est pas qu'une réalité canadienne-française... elle est universelle.

Le multiculturalisme débouche sur un autoritarisme étatique, modéré pour l'instant, rendu nécessaire pour que l'exercice du réel puisse tenir ensemble, pour que le vivre-ensemble heureux propagé par l'intelligentsia politique et médiatique évite toute critique. Pour inverser la tendance actuelle, il faudra davantage que des paroles politiciennes électoralistes, des concepts imprécis et des lois purement esthétiques susceptibles d'être édulcorées ou abrogées par un gouvernement ultérieur : travaillons à se réemparer de notre passé, de nos bâtiments patrimoniaux, de nos personnages et lieux historiques, de notre culture, afin que le nationalisme canadien-français coule dans nos veines et pénètre dans nos poumons; pour qu'il redevienne un réflexe inconditionnel, un automatisme quotidien, notre façon d'agir et d'être. Canalisons nos forces à retrouver ce sentiment national si naturel plutôt que de s'entredéchirer sur des sujets secondaires ou un processus référendaire qui, en cas d'échec, se traduira par une désillusion définitive sur notre capacité à croire en nous, à se gérer nous-même, à se soustraire de notre défaitisme chronique. Personne ne nous

viendra en aide.

Ceux qui fantasment sur l'annexion du Canada ou du Québec à son voisin états-unien se trompent évidemment de cible : cette hypothèse politique a repris récemment de la vigueur avec les propos sarcastiques de Donald Trump. Si un jour ce scénario devait se concrétiser, il en serait fini, en une ou deux générations, du Québec tel que nous le voyons en 2025. Un gouvernement fédéral dirigé par Pierre Poilievre n'améliorera pas non plus notre sort. Le Parti conservateur du Canada se focalise presque exclusivement sur les enjeux économiques et la diffusion de slogans insignifiants. Un gouvernement conservateur à Ottawa ressemblera aux gouvernements conservateurs britanniques de 2015 à 2024 ou à ceux de l'Alberta et de l'Ontario. Les politiciens de « droite » à la Doug Ford ne sont que des libéraux classiques, des néoconservateurs à la sauce progressiste et mondialiste qui fuient les vraies valeurs conservatrices. L'état lamentable de l'Angleterre après les années conservatrices le démontre assez clairement. Un État ne se résume pas au PIB, au taux d'inflation ou à la croissance économique.

Sans minimiser l'incidence de l'économie dans le développement d'un pays ou dans la réorganisation des services publics, nos dirigeants auront à prioriser la démographie et le rétablissement du patriotisme canadien-français. Les préoccupations d'ordre économique ne devraient servir qu'à nous prémunir des assauts des multinationales, à soutenir nos institutions, à combattre la pauvreté, à réduire le fardeau fiscal de la classe moyenne et à s'assurer de la bonne gestion de l'État. Si une économie prospère engendre des retombées positives sur les finances publiques, elle n'empêche nullement le remplacement de population – les données de Statistique Canada prouvent que les changements démographiques que nous subissons ne sont pas une théorie du complot de nationalistes hystériques. Une économie en santé n'est utile pour nous, nationalistes, que si elle peut redynamiser un patriotisme alors en mesure de s'immiscer efficacement dans des domaines comme l'éducation, la culture et le patrimoine, de coordonner une solidarité financière canadienne-française, d'investir dans la robotisation pour combler les pénuries de main-d'œuvre et de relancer l'entrepreneuriat local.

Faire du Québec le foyer national des Canadiens français exige une action citoyenne et politique qui démarre inévitablement par un hommage franc et une loyauté indéfectible aux legs de nos ancêtres. Un passé certes imparfait, néanmoins sincère, qui a conduit à notre enracinement en Amérique du Nord. C'est remonter le temps en faisant le plein de lieux patrimoniaux qui nous ramènent là où notre histoire remarquable s'est écrite; c'est arpenter le Québec pour s'abreuver des endroits significatifs de notre histoire, en imitant nos aïeux qui, dans une ferveur religieuse, parcouraient le Québec à la recherche du salut éternel. Ils foulaient ainsi les plus célèbres sanctuaires d'ici en les nourrissant de leurs prières et de leurs espérances. Et si nous nous inspirons de ces manifestations humaines jadis religieuses pour reconquérir notre « moi » collectif, pour se souvenir de qui nous sommes. Pourquoi voyager à l'autre bout du monde quand le Québec regorge de trésors architecturaux, de monuments historiques, de sites patrimoniaux spectaculaires, de paysages à couper le souffle et d'une culture à toute épreuve ?

Notes

1 - Denis MESSIER, La revue d'histoire du Québec Cap-aux-Diamants, Printemps 1994, p. 58.

NOTRE BONNE VOLONTÉ, UNE MAUVAISE STRATÉGIE

ANTHONY HILTON

LE TEXTE SUIVANT FUT ÉCRIT PAR FEU ANTHONY HILTON, MORT IL Y A DIX ANS, LE 29 DÉCEMBRE 2014. ANTHONY HILTON, PROFESSEUR DU DÉPARTEMENT DE PSYCHOLOGIE, FUT UN AMI DU HARFANG ET L'UN DE SES PREMIERS SOUTIENS, UN FAIT ASSEZ EXCEPTIONNEL POUR UN PROFESSEUR DE CONCORDIA. POUR MARQUER LE DIXIÈME ANNIVERSAIRE NOUS PUBLIONS CE TEXTE, PARU ORIGINELLEMENT LE 17 MARS 2013 SUR LE SITE THE OCCIDENTAL OBSERVER AUQUEL IL CONTRIBUAIT OCCASIONNELLEMENT. NOUS LE REPRENONS ICI POUR LA PREMIÈRE FOIS EN FRANÇAIS.

Dans les textes de The Occidental Observer, nous nous demandons souvent pourquoi les Européens et les Nord-Américains d'origine européenne ont si facilement laissé leurs pays se faire envahir par des masses d'immigrants provenant du monde entier. Après tout, ce n'est pas comme s'ils avaient envoyé des armées nous soumettre à la façon de Genghis Khan. Les Amérindiens furent eux aussi submergés, mais ils n'avaient pas la puissance de feu leur permettant de défendre leur territoire. Nous avons une grande puissance de feu, mais peu de motivation à protéger nos intérêts. Pourquoi ?

The Mating Mind de Geoffrey Miller, publié en 2000, offre une explication intéressante qui se doit d'être développée en plusieurs étapes pour être bien comprise. Ce livre est une analyse amusante et divertissante de plusieurs facettes du comportement humain et animal en ce qui a trait à la « sélection sexuelle ». Charles Darwin a étudié cela de façon approfondie et Miller offre une opportunité d'y ajouter la « sélection de pensée » dans ce domaine. Les mâles choisissent des femelles et les femelles choisissent des mâles pour la reproduction. Ce qu'ils choisissent est ce qui sera reproduit, du moins en ce qui concerne les caractères liés à la génétique. La queue du paon est un exemple classique. Il lui coûtera de la mener à maturité et elle sera un handicap pour se défendre contre les prédateurs. Mais l'évolution laisse pousser de telles queues, parce que les femelles les trouvent attirantes (pour des raisons inconnues se trouvant dans leurs petites têtes, i.e. une sorte de « biais sensoriel »). Plus les femelles les aimaient, plus les mâles étaient « sélectionnés » sur ce critère et plus les femelles étaient « sélectionnées » pour les aimer, puisque leurs filles seraient intéressées par les mâles qui ont le mieux réussi, c'est-à-dire ceux avec les « meilleures queues ». Aussi longtemps que les avantages reproductifs

surpassaient l'handicap causé par ces larges queues, une sélection serait faite en leur faveur.

Bien que cette sélection pourrait n'être que le résultat d'un biais sensoriel arbitraire, une base moins surprenante pour la sélection sexuelle est « l'indication de forme physique », un indice d'une bonne santé et d'une bonne capacité reproductrice. Ce que les hommes trouvent attirant chez la femme peut être vu comme un indicateur de sa bonne santé et de sa capacité à porter des enfants. Mais un « handicap » peut être aussi un tel indicateur, puisque si le paon peut se permettre d'avoir une si grosse queue, c'est qu'il doit vraiment être quelqu'un !

Maintenant, qu'est-ce que les humains recherchent chez un partenaire ? Les traits de personnalité sont importants et Miller est convaincu que la « morale » humaine, apparemment liée à la personnalité, est un résultat direct de la sélection sexuelle. Nous avons la capacité d'agir et de juger selon une certaine morale parce que nos ancêtres favorisèrent des partenaires sexuels qui étaient gentils, généreux, aidants et justes. Nous avons les mêmes préférences. L'étude de David Buss sur les préférences sexuelles à l'échelle de la planète démontre que la qualité la plus recherchée chez un partenaire est la « gentillesse ». Cela est vrai pour les femmes et les hommes des 37 cultures étudiées. La gentillesse arrive avant l'intelligence, la beauté et le statut social. (p. 292)

Si un partenaire potentiel recherche la gentillesse, alors on aura drôlement avantage à démontrer une telle gentillesse. Comment ? En étant gentil avec elle ou lui. Mais aussi en démontrant de la gentillesse dans d'autres situations, dont certaines n'ayant manifestement pas pour but d'amener la personne convoitée dans la chambre à coucher. La charité ! En démontrant de la sympathie pour

les pauvres et les laissés pour compte ! En supportant leur immigration vers l'Occident pour leur permettre de fuir la situation politique et économique de leur pays d'origine. Et bien sûr, plus quelqu'un démontre une sympathie authentique et inconsciente, plus convaincante est sa démonstration de gentillesse. Ainsi il s'opère une sélection pour des sentiments réels de sympathie et non juste pour les apparences de sentiments. Une personne qui éprouve une sympathie réelle sera encline à sacrifier son temps, sa sécurité, son argent pour aider ceux qui sont opprimés. Pourquoi ? En fin du compte, pour impressionner le sexe opposé, parce que sans cela, la sélection s'opérerait fortement contre de tels sentiments altruistes, d'après les darwiniens, puisque ce comportement d'altruisme se fait sans attente de réciprocité.

Finalement, supposons que paraître gentil de cette façon devienne un peu plus commun dans le cercle social particulier (sans raison génétique directe). Il viendrait un point où il y aurait de bonnes raisons de prouver qu'on aime la diversité. A fortiori, il y aurait de bonnes raisons de ne pas se positionner ouvertement contre l'immigration, parce qu'une telle prise de position ne démontrerait pas de la gentillesse et serait la conséquence de ne pas être politiquement correct en fonction de la mode actuelle.

Lorsque des individus présentent des positions idéologiques, nous interprétons habituellement leurs croyances comme des signes de leur personnalité et des indicateurs nous laissant deviner s'ils sont bons ou mauvais. Les individus sont soumis à une pression sociale pour qu'ils adoptent des positions démontrant leur grand cœur, même lorsque ces croyances ne sont pas rationnelles. (p. 332)

Miller suggère que la rationalité humaine consiste principalement à séparer les arguments intellectuels des jugements sur le caractère moral. Notre difficulté à opérer cette séparation explique pourquoi des idéologies religieuses, politiques et pseudo-scientifiques se présentent depuis années sous les habits de la moralité. (p. 332)

Donc, que devons-nous faire si nous sommes conscients des catastrophes qui nous attendent avec l'immigration massive que l'Occident subit, mais tout en étant menacés par la colère des libéraux et des gauchistes ? Apparemment, les exemples de rectitude politique correspondent à « l'équilibre de Nash », un concept que Miller approfondit de façon pédagogique. Par exemple, au moment où la majorité des Britanniques décident de conduire à gauche sur la route, il devient impossible de conduire de l'autre côté. Les conducteurs deviennent emprisonnés dans ce comportement spécifique. La seule façon de conduire sur le côté droit est d'aller dans un autre pays. Le sujet de l'eugénisme est tabou en Occident, mais pas en Chine, donc un généticien travaillant sur l'eugénisme pourrait souhaiter déménager en Chine.

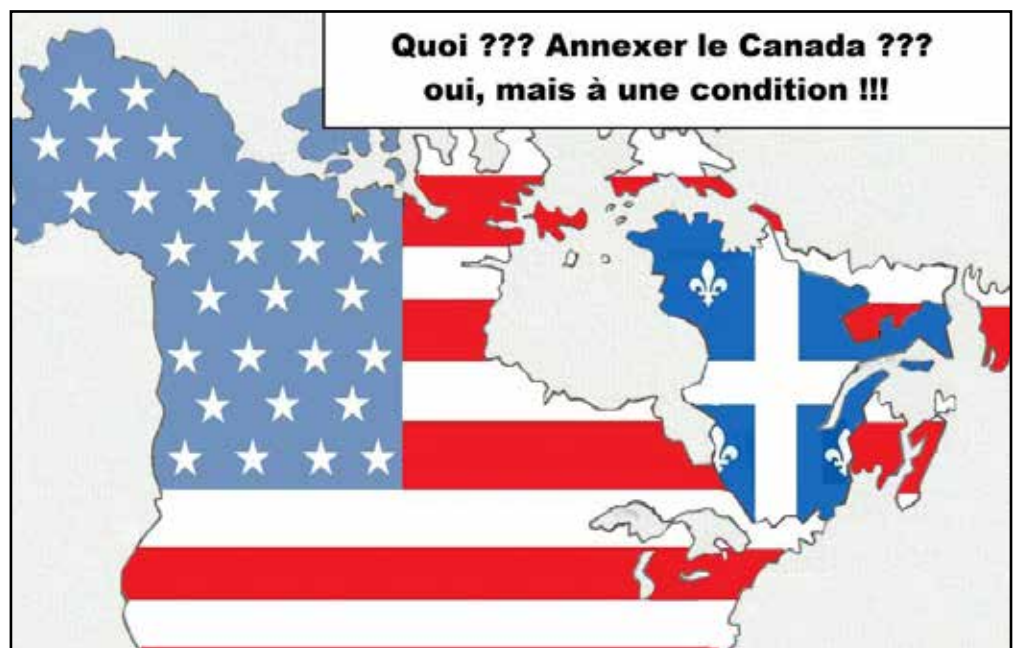
En d'autres mots, une personne avec des raisons rationnelles de s'opposer à l'immigration et l'abandon de la nation devrait changer de cercle social ou créer une communauté différente, plutôt que de s'adresser à l'ensemble de la population adhérant à la rectitude politique. Le United Kingdom

Independence Party (UKIP) semble suivre cette stratégie : ils se concentrent sur un ou deux enjeux jusqu'à ce qu'ils obtiennent une masse critique de supporters. Il s'ensuit que le reste de la société et les médias les prennent au sérieux. Un nouvel équilibre est établi sur ce qui représente une proposition politique légitime. Présentement, les 67% des Britanniques s'opposant à davantage d'immigration (The Economist, 2 février 2013, p. 48) peuvent s'exprimer librement sur le sujet.

Cette analyse cadre avec les travaux concernant le changement d'attitude sur l'immigration et la diversité. D'après les thèses de Kevin MacDonald, des segments importants de la population juive furent les grands promoteurs des politiques d'immigration actuelles et ce, parce qu'ils craignaient les peuples et cultures occidentales, plutôt que pour des raisons de morale. Mais puisque le débat fut présenté dans un langage moral (c'est-à-dire que ceux qui s'opposent à l'immigration sont présentés comme des Nazis, des racistes et antisémites) et puisque les Blancs qui ont épousé le multiculturalisme se sont vus récompensés en accédant à l'élite médiatique, académique et politique (et donc à la sélection sexuelle pour reprendre les idées de Miller), le résultat fut un processus de compétition où les Blancs souhaitaient démontrer leur bonne volonté sur ces sujets. Cette compétition a lieu malgré l'irrationalité et le volet autodestructeur de ces attitudes et comportements.

Un tel rapport coïncide avec l'évolution des attitudes sur l'immigration et la diversité. Les Blancs ne cherchaient pas à démontrer des attitudes favorables envers ces phénomènes avant la montée des élites post-1960 et le remplacement de l'ancienne élite WASP par la montée des Juifs qui faisaient étalage d'attitudes très positives sur l'immigration et le multiculturalisme, les défendant en termes moraux.

Cela coïncide aussi avec le fait que malgré que la gentillesse soit reconnue universellement, l'immigration de remplacement et le multiculturalisme ne sont pas considérés comme des impératifs moraux dans les sociétés non-occidentales, c'est-à-dire là où les élites n'ont pas fait de ces phénomènes des problèmes d'ordre moral.



IN MEMORIAM MONSIEUR RICHARD N. WILLIAMSON (1940-2025)



LE 29 JANVIER DERNIER, APRÈS QUELQUES JOURS D'AGONIE, MGR WILLIAMSON S'EN EST ALLÉ RECEVOIR SA COURONNE DE GLOIRE. CET ÉVÊQUE CONTROVERSÉ N'A LAISSÉ PERSONNE INDIFFÉRENT. RETOUR SUR SON PARCOURS.

Richard Nelson Williamson naquit le 8 mars 1940 dans une famille anglaise du Kent (Angleterre). Son parcours scolaire fut brillant. Il reçut une bourse pour étudier au Winchester College, une prestigieuse école publique, puis poursuivit ses études à l'Université de Cambridge, où il est ensuite devenu professeur à la St Paul's School for Boys de Londres.

Richard Williamson est né dans l'Église anglicane, bien qu'il en soit devenu insatisfait et soit devenu athée. Au fil du temps, son intérêt pour l'histoire et les questions sociales l'a conduit à se demander si les problèmes de la modernité ne provenaient pas de la révolution industrielle, comme il le pensait, mais de la Réforme protestante. Au fil de réflexions, de discussions et de lectures, il aboutit à la conclusion que la solution était le catholicisme.

Il fut baptisé catholique en 1971 par le père Flanagan, prêtre du diocèse. Sentant une vocation sacerdotale et connaissant le tempérament de M. Williamson, il lui suggéra de s'inscrire, après un court séjour à l'Oratoire de Londres, au tout nouveau séminaire fondé par Mgr Lefebvre à Écône, en Suisse. Il fut ordonné le 29 juin 1976, lors du fameux « été chaud ».

Depuis sa fondation en 1970, la FSSPX de Mgr Lefebvre fut en négociations avec Rome, car celle-ci lui reprochait, sur le fond, de s'en tenir à l'ancienne liturgie ainsi qu'à tout ce qu'il en découlait. « Voyez-vous, l'Église catholique s'est trompée depuis des centaines d'années, notamment sur la question de la liberté religieuse » lui disait succinctement Rome. Ne pouvant accepter les changements de nature moderniste¹ du concile Vatican II (1962-1965), la FSSPX était au ban. Sa mise à l'écart s'accrut de plus en plus jusqu'au mois de juin 1988.

Mgr Lefebvre se sentant vieillir (né en 1905), il voulut que son œuvre continuasse. Il comprit que Rome ne lui donnerait jamais de successeur dans l'épiscopat – espérant se débarrasser de ces turbulents traditionalistes –, il se résolut à sacrer 4 évêques le 30 juin 1988. L'abbé Williamson fut l'un de ces 4 évêques.

Il arriva ce qu'il devait arriver : Rome confirma l'excommunication *latae sentiae* (par le fait même) de Mgr Lefebvre, de Mgr de Castro-Mayer (l'autre évêque consécrateur), ainsi que des 4 nouveaux évêques. Écône répondit : « Nous sommes fiers d'être excommuniés par des modernistes ».

Mgr Williamson fut en charge pendant 20 ans du séminaire de la FSSPX aux États-Unis. Envoyé pour prendre la succession de l'abbé Sanborn, son confrère et ancien ami de séminaire (les deux furent ordonnés le même jour), récemment muté puis expulsé de la FSSPX, il dirigea le séminaire américain de Ridgefield (Connecticut) de 1983 à 1988, année de son déménagement à Winona (Minnesota), où il demeura recteur jusqu'en 2003. Il assumait ensuite la charge de recteur du séminaire de La Reja (Argentine), de 2003 à 2009.

Plusieurs d'entre-nous l'ont principalement connu pour ses positions sur « un point de détail de l'histoire », paraphrasant le regretté Jean-Marie Le Pen.

Revenons sur ces propos.

Dans la sacristie d'une église allemande, Mgr Williamson répondait à un journaliste de la télévision suédoise qui rappelait certains propos tenus à Sherbrooke (QC) dans les années 90. Croyant à la bonne foi du journaliste, il affirma ne pas croire que la « solution finale » des juifs d'Europe ait consisté dans leur extermination par les chambres à gaz, s'appuyant sur les

travaux des historiens révisionnistes tel Robert Faurisson. Sachant que ses propos étaient passibles de prison, puisque prononcés sur le sol allemand, Mgr Williamson demanda au journaliste de ne pas diffuser.

L'enregistrement fut projeté à la télévision dans les jours où furent annoncés la levée de l'excommunication des 4 évêques par Rome (Benoît XVI), question de mettre Rome dans l'embarras. Plus tard, on rapporta que Benoît XVI aurait mentionné qu'il ne l'aurait pas levé pour Mgr Williamson s'il l'avait su avant. C'est donc dire que « Qui » en mène large!

Néanmoins, suite à ce qu'on a appelé « affaire Williamson », ses supérieurs de la FSSPX décidèrent de le mettre sur la touche en lui retirant sa charge de recteur de séminaire, puis en l'assignant à domicile. La FSSPX essayait de blanchir son image, par rapport à la presse et Rome, dont elle cherchait à se rapprocher sans avoir d'accord doctrinal. De sa retraite forcée, Mgr Williamson s'insurgea contre cette « union adultère » entre la FSSPX et Rome. Il ne fut d'ailleurs pas le seul, suivi par près d'une quarantaine de prêtres qui dénoncèrent aussi le rapprochement. Enfin, la FSSPX, lasse, décida d'expulser Mgr Williamson de ses rangs. Rome s'en montra satisfaite.²

Rejoignant d'autres prêtres récemment expulsés, il fonda l'éphémère Union sacerdotale Marcel Lefebvre (USML), puis soutint la fondation de la Société des Apôtres de Jésus et de Marie (SAJM) et de son séminaire en France. Il utilisa moult fois ses pouvoirs d'évêques en consacrant successivement l'abbé Faure (2015), le père Thomas d'Aquin (2016), l'abbé Zendejas (2017), l'abbé Ballini (2021), les abbés Morgan et Stobnicki (février et août 2022) puis finalement le célèbre Mgr Carlo Maria Vigano (2023). Chose certaine, ces sacres continueront d'assurer la pérennité du sacerdoce catholique.

Après une vie de labeur à cheval sur tous les continents, Mgr Williamson s'éteint le 25 janvier 2025, suite à une hémorragie cérébrale qui le laissa 5 jours agonisant. Les funérailles furent le 25 février 2025 et il fut inhumé le même jour.

Pour ma part, je rends hommage à cet évêque qui fit connaître le catholicisme hors des petits réseaux. Il fut un véritable maître à penser sur beaucoup de sujets. Qui ne l'a jamais entendu parler de libéralisme, de musique, de la Révolution ou bien du féminisme? Son puissant esprit de synthèse a fait beaucoup de bien. J'encourage ceux qui ne le connaissent pas à taper son nom sur Youtube.

Son décès nous rappelle que progressivement, l'ancienne garde disparaît et que nous formons la relève. Un général est tombé et c'est aux dernières recrues de prendre le relais.

Fidelis inveniatur

« Qu'il soit trouvé fidèle. »

Devise du blason épiscopal de Mgr Williamson.

Notes

1 - Le modernisme est une hérésie condamnée par le Pape saint Pie X en 1907. Elle a pour base l'agnosticisme, l'immanentisme et l'évolutionnisme. Saint Pie X l'a qualifiée « d'égout collecteur de toutes les hérésies ».

2 - 2 <https://www.cath.ch/newsf/un-personnage-encombrant-de-moins/>

RÉSERVES INUITES AU NUNAVIK

NEL CHÈNE



Village d'Inukjuak, centre de réhabilitation pour jeunes filles inuites, côte ouest nordique du Québec,
 Bordé par la Baie d'Hudson, aucune route en périphérie, collines à perte de vue, toundra austère, climat sec,
 Accès possible par voies aériennes, sinon maritimes, vaut mieux y posséder l'aisance des grands espaces isolés,
 Un Nunavik qui pullule de véhicules tout terrain, camionnettes, motoneiges, parfois abandonnés,
 Ville sèche, non alcoolisée, contrebande abondante à prix faramineux, taux de criminalité atrocement élevé,
 Mille arrestations en une année, avait déclaré un policier, sur une population de moins de deux mille,
 Suicide, inceste, viol, menace à main armée, parents préférant se saouler que de faire l'épicerie, dure réalité,
 Presque tout est fourni, maisons, électricité, écoles, alimentation, pour au bout du compte vivre loin de l'idylle,
 Système forcé, sous-financé depuis le départ, système de tuyauterie déficitaire, manque d'eau potable,
 Réseau d'aqueduc inefficace, réseau d'égout caduc suscitant le dégoût, ingérence insupportable,
 Gracieuseté du gouvernement ottavien, réserves-prisons établies expressément pour acheter l'illusion de paix,
 Suite logique des vives attaques du vil Jeffrey Amherst, sournoise variole sur des dizaines de milliers d'autochtones,

Non pas une assimilation délibérée comme avec les Canayens, tentative de génocide de la part des Anglais,
 Guerre biologique à moitié loupée, invasion mortelle ratée qu'ils devaient racheter, que personne ne s'étonne,
 Non pas leur première défaite à essayer, sachant que les loyalistes avaient quitté les treize colonies la tête basse,
 La queue entre les jambes, la guerre d'indépendance les ayant livrés à leur inertie identitaire réputée,
 Peu d'espoir de développement pour la jeunesse à Inukjuak, vivant sous tutelle fédérale, à la ramasse,
 Persévérance académique, idéalisation, au fond pour faire quoi, quand il n'y a rien, sauf un héritage déraciné.

Interventions physiques, crises difficiles, jeunes filles peignées en détresse, malsain déséquilibre,
 Cherchant la strangulation, la mutilation, auto-infliction de lésions corporelles, possession du mal,
 Coupées de leurs familles dysfonctionnelles, centre de protection s'adaptant difficilement à leur culture,
 Moments d'écoute, de compréhension, support moral, investissement complet, de toutes parts,
 Moments d'attachement, liens se forgeant dans les rires, loisirs les faisant se sentir libres,
 Communication dans la langue anglaise, celle qui leur fut imposée sur notre sol provincial,
 Entre elles, l'inuktitut, langue maternelle, celle qui aura su survivre aux mésaventures,
 Expérience marquante concentrée d'humbles efforts, ne changeant néanmoins leur sort.

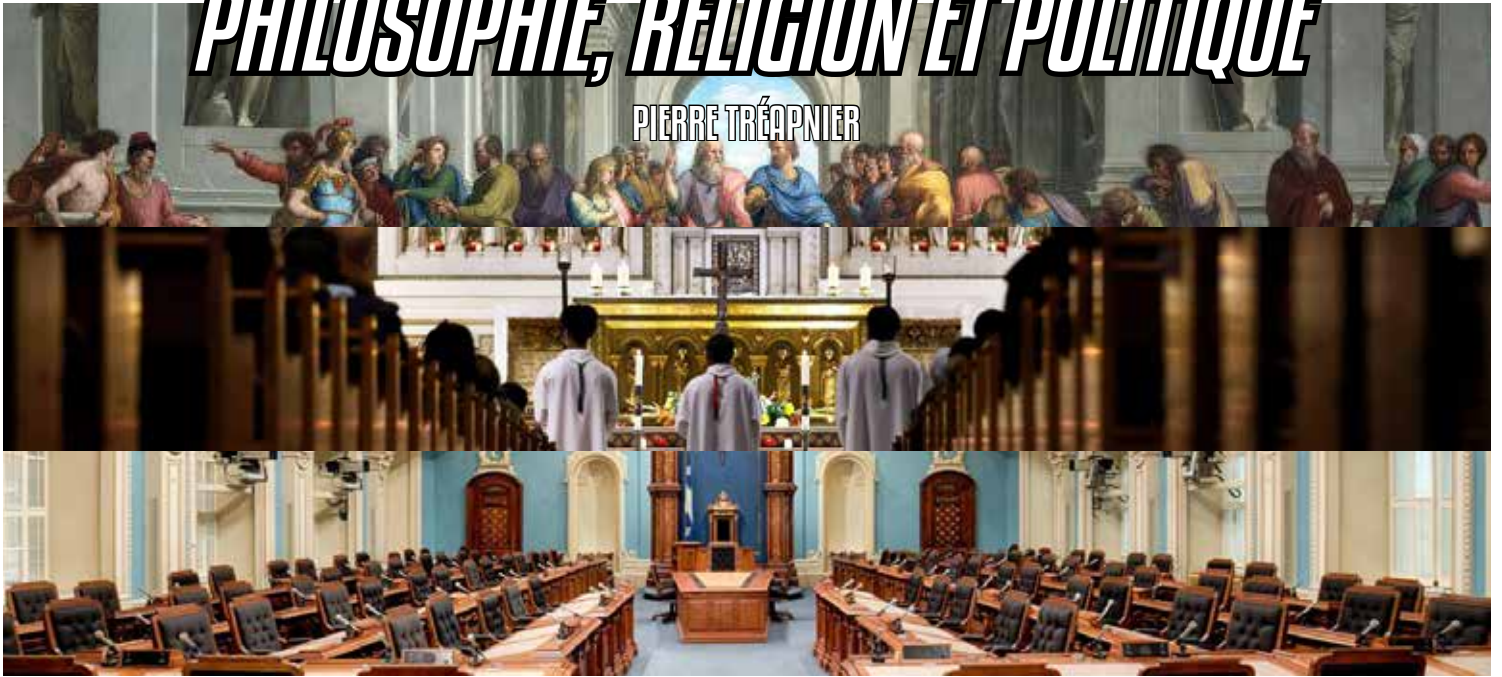
À la presque pointe du sommet du Québec, se situe le village encore bien loin de son salut, Salluit,
Pittoresques montagnes ceinturant ce modeste coin de pays, français parlé par certains Inuits,
Thermomètre atteignant souvent les moins cinquante degrés Celsius ressenti, durant leurs longs hivers,
Moins vingt cinq leur conférant une zone de confort, moins soixante dix introduisant la notion de calvaire,
Gestion des garçons au centre de réhabilitation, un sport en soi, ne faisant ni dans la dentelle, ni dans la soie,
Crises moins dures, moins intenses que les filles, endurance requise pour l'établissement d'une discipline,
Organisation bancale, bâtiment sale, immersion brutale suivi de quelques faux pas,
Ambiance amicale se retournant rapidement en abyssal cauchemar, tension mesquine,
Racisme anti-blanc présent, tout dépendant de l'individu, de la technique d'approche,
Ne se laissant point prendre aisément, culture non loquace, repliée de manière tenace,
Fait cocasse, chapeutage d'un garçon dans sa famille, accueil chaleureux, sans reproche,
Foyer bienveillant, bien gardé, chaud pâté chinois au menu faisant office de brise-glace.

Air Inuit, départ imminent de Montréal, survol d'un vaste territoire, austérité du nord,
Parcours boréal, bref arrêt à Kuujuarapik, ville non sèche, réembarquement à bord,
Umiujak, arrestation sauvage, trois policiers, menaces de mort à fusil chargé d'un fils à sa mère,
Escorte du jeune homme frustré, prison Ulluriaq sur Décarie, larmes de regrets sur ses joues,
Puvirnituk, quartier général des malfrats, récupération à l'hôpital d'un autre ado amer,
Tentative de mettre fin à ses jours en s'entaillant la gorge, attitude hostile envers nous,
Kuujuaq, Baie d'Ungava, seule autre communauté n'étant pas une ville sèche, légalement bien arrosée,
Parsemée des derniers arbres résineux, camouflant le caractère sévère du désert de cette zone septentrionale,
Plusieurs voyages en garde rapprochée en cette capitale, région administrative de Kativik, anecdotes épicées,
Kativik signifiant l'endroit où on va pour se rassembler, intéressant dicton pour notre cher projet national.



PHILOSOPHIE, RELIGION ET POLITIQUE

PIERRE TRÉAPNIER



Le sachant ou ne le sachant pas, toute idéologie politique intègre une composante philosophique. Les idéologies sont d'autant plus fécondes qu'elles sont cohérentes, et d'autant plus cohérentes qu'elles sont davantage gouvernées par une philosophie solidement liée. Le communisme doit une partie de ses succès à la philosophie marxiste, ce que nul ne peut contester, même si cette philosophie s'est édifiée sur des bases erronées. Comment se fait-il qu'aucune idéologie politique épousée par les catholiques n'ait joui dans les deux derniers siècles d'une telle faveur ? Ainsi pourquoi la philosophie réaliste ou aristotélo-thomisme n'a-t-elle pas engendré une idéologie aussi prégnante, aussi triomphante que le marxisme, et cela des décennies durant ? On peut à bon droit en incriminer une lecture surnaturaliste et théocratique du thomisme. Les essais qui suivent le montrent avec profondeur et talent.

On sait que les catholiques libéraux et personnalistes ont joué un rôle de premier plan aux origines et dans le déploiement

de la Révolution tranquille. D'où l'intérêt de *De l'erreur personnaliste* pour les Québécois. Dans ce brillant essai, où des passages techniques peuvent décourager le lecteur pressé, Joseph Mérel exprime on ne peut mieux la conviction que l'évolution de la philosophie contemporaine porte une lourde responsabilité dans les maux de la postmodernité. Le subjectivisme, pathologie de la subjectivité, surdétermine l'homme et la Cité modernes. Dans une perspective franchement thomiste, l'auteur analyse le subjectivisme dans son origine personnaliste et dissèque les responsabilités du personnalisme dans les maux qui nous tourmentent. Il évalue la réfutation du personnalisme que proposait naguère Charles De Koninck, qu'il trouve solide et utile, mais non pas sans faille puisque l'ennemi chassé par la grande porte peut revenir par la fenêtre que le philosophe de l'Université Laval laisse entrouverte. Au fond, les personnalistes contestent la portée du concept fondamental de nature humaine. En même temps, l'auteur décèle dans leur doctrine une « vérité captive

précieuse » qui, éclairée par le concept de réflexion ontologique, « loin d'invalider la portée du primat de la nature humaine sur la subjectivité, en précise et en approfondit le sens ».

Le Combat d'aujourd'hui et l'État de demain : excellent titre, qui ramasse tout le contenu de ce livre remarquable, que je recommande en particulier aux jeunes, disons aux moins de 30 ans, et à tous ceux qui souhaitent mettre de l'ordre dans leurs idées et s'exercer à la pensée critique.

Je laisse de côté la seconde partie de l'ouvrage consacrée à un examen du sédévacantisme. Pourtant je n'ai rien lu de plus sensé et de mieux réfléchi, malgré le ton volontiers polémique. Dans sa démonstration, l'auteur manipule avec adresse, comme un scalpel, la distinction capitale entre vrai magistère et magistère vrai. Ceux qui déplorent la crise de l'Église catholique, en particulier de l'Église de François, ébranlée jusque dans ses fondements, se doivent de lire ces pages débarrassées des simplifications et des

redites qui tiennent lieu trop souvent de discussion rationnelle (et des idées folles, apparitionnistes ou non, qui pullulent dans ces discussions, et qui font dire à des gens autrement sensés d'affligeantes sottises).

Le Combat d'aujourd'hui et l'État de demain est la suite logique de *Doctrine du fascisme catholique* (2023). Le combat d'aujourd'hui devrait être une diffusion discrète mais sans concession des principes (constellation d'idées-forces ordonnée au service du bien commun politique), de la méthode (la recherche des vérités captives dans les doctrines adverses) et du programme du fascisme catholique tel que le conçoit et le promeut l'auteur. L'État de demain sera un État fasciste expurgé des erreurs et crimes des fascismes historiques, mais recueillant tous les fruits, tous les enseignements de ces expériences, de tout ce qu'elles ont comporté de positif et de libérateur. L'État de demain sera un État catholique, non pas une théocratie, un empire clérical, — un État où l'Église sera respectée dans sa mission

propre qui est de conduire ses ouailles au salut, c'est-à-dire à la contemplation du Souverain Bien. Rien ne sera fait pour lui nuire, mais aucun empiètement sur le politique ne sera toléré. Salazar, dictateur catholique mais non fasciste, déclarait : « L'État s'abstiendra fermement de faire de la politique avec l'Église, dans l'assurance que l'Église s'abstient de faire de la politique avec l'État. Il peut et il doit en être ainsi. » La raison refuse que l'Église, « partant de la supériorité des intérêts spirituels, cherche à élargir son action jusqu'à influencer ce que l'Évangile a voulu confier à César ».

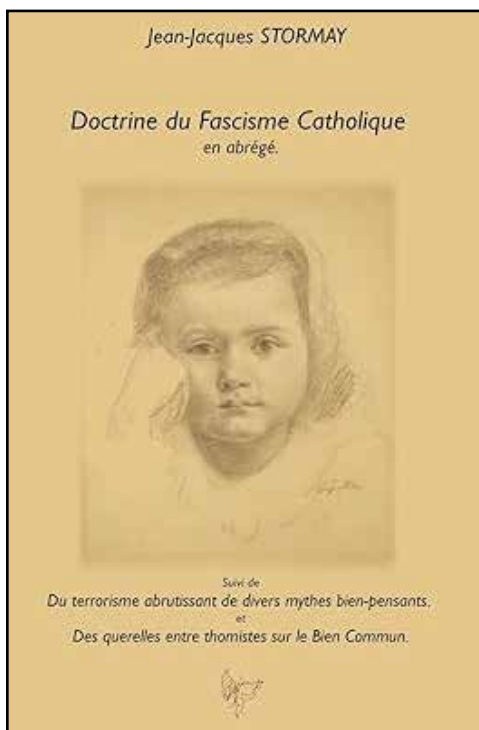
Stormay ne se fera pas beaucoup de nouveaux amis dans la Tradition, ni dans la « Fidélité » (une réaction, qui marche en ordre dispersée, contre les dérives de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X). Pourtant, quand on déplore la décadence qui est le lot du XXI^e siècle commençant, on devrait avoir le courage d'engager un dialogue, musclé si l'on veut, avec les penseurs qui proposent des voies pour lutter contre elle

et en triompher. Le quiétisme (ou piétisme catholique) a été condamné par les papes Innocent XI et Innocent XII (1687, 1689, 1699). De nos jours, sous une forme adoucie, il rassure les bonnes âmes portées à pactiser avec la décadence hypocritement attifée des oripeaux de la démocratie chrétienne. Bref, une lecture salutaire.

Jean-Jacques Stormay, *Doctrine du fascisme catholique en abrégé, suivi de Du terrorisme abrutissant de divers mythes bien-pensants, et Des querelles entre thomistes sur le Bien Commun*, Éditions Chrysalide, 2023, 247 p.

Joseph Mérel, *De l'erreur personaliste et de la vérité qu'elle contient*, Éditions Chrysalide, 2024, 219 p.

Jean-Jacques Stormay, *Le Combat d'aujourd'hui et l'État de demain, suivi de Quel avenir pour la « Fidélité » ?*, Éditions Chrysalide, 2024, 226 p.



LA DICTATURE DES COLONELS GRECS

RÉMI TREMBLAY

Le 21 avril 1967, les rues d'un petit pays du sud-est de l'Europe, la Grèce, s'emplirent de militaires armés. Ce n'était ni une invasion soviétique ni une insurrection populaire, mais un coup d'État orchestré par un groupe de colonels. Leur objectif ? Rétablir l'ordre et empêcher le communisme de triompher.

La dictature de la junte des colonels dura sept ans, de 1967 à 1974. Mais qu'en sait-on réellement ? Nos contemporains connaissent bien les régimes d'Hitler, de Staline, de Mussolini, de Franco, et parfois ceux de Salazar et de Tito. Les plus érudits ont entendu parler du dictateur grec Ioánnis Metaxás. Pourtant, le régime des colonels, plus récent dans l'histoire, reste relativement méconnu.

C'est pour pallier cette ignorance que Jean-Claude Rolinat publie *Le septennat des colonels*, un ouvrage bref mais précis, qui permet de mieux comprendre le contexte de cette prise de pouvoir dans le berceau même de la démocratie.

Comme l'explique l'auteur, la Grèce ne s'était jamais réellement remise de la Seconde Guerre mondiale. L'instabilité politique et la pauvreté

faisaient partie du paysage de l'après-guerre, au même titre que l'Acropole. L'arrivée sur le trône du jeune et impopulaire Constantin II ne fit qu'accélérer le basculement. Le 21 avril 1967, le colonel Georges Papadopoulos et ses conspirateurs prirent le pouvoir, écartant même les généraux restés fidèles à la couronne. Ces derniers reprurent finalement les rênes sept ans plus tard, en 1974, pour mettre fin au règne des colonels et rétablir la République.

Les motivations des colonels rebelles restent floues : réunir la Grèce et Chypre, rehausser le niveau de vie, enrayer le communisme. Des motivations vagues. Il note que la junte n'avait « ni idéologie, ni horizon politique clair », qualifiant ce régime de « dictature du vide ». Les colonels se contentèrent de gérer le pays d'une main de fer, sans lancer de mouvement politique ni mener de profondes réformes. Ils furent plutôt conservateurs, à une époque où le vent soufflait plutôt à gauche. Rien, donc, à voir avec les régimes de troisième voie des décennies précédentes.

Le rôle des États-Unis mérite aussi d'être mentionné. Habités à soutenir ce type de coups



d'État dans les pays non alignés, ils apportèrent un appui tacite au régime, tolérant sans problème cette dictature.

L'histoire des colonels ressemble à bien des égards à d'autres coups d'État militaires. Ce qui la distingue, toutefois, c'est son cadre géographique. Ces coups d'État furent fréquents en Afrique et en Amérique latine, mais au cœur de l'Europe ? Là réside tout l'intérêt de cette dictature, qui, finalement, ne s'inscrit pas parfaitement dans la ligne éditoriale des *Cahiers de l'histoire du nationalisme*.

Les colonels ? Des Pinochet européens, sans plus.

Jean-Claude Rolinat. *Le septennat des colonels*, Bouquins de Synthèse nationale, coll. « Les Cahiers d'histoire du nationalisme », n. 27, 2024, 145 p.



LAURENT OBERTONE INVITE SES LECTEURS À LA GUERRE

LAURENT JOSEPH

Le sergent-instructeur Obertone frappe encore avec ce douzième livre dont j'attendais la publication avec fébrilité. S'inscrivant dans le même sillon que *Éloge de la force* paru il y a 4 ans, Obertone conserve son style direct et intimiste avec son lecteur-guerrier. Car c'est bien ce que tente de faire le sergent-instructeur Obertone, soit de transformer le lecteur en combattant prêt à tout dans ce combat titanesque contre « La Secte ». Cette guerre est déjà en cours, ce que le lecteur du *Harfang* a très bien compris depuis longtemps.

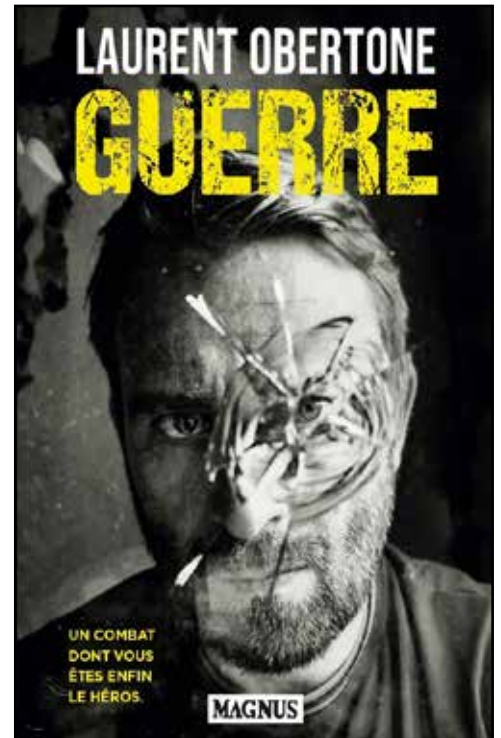
L'ampleur de cette guerre défie notre imagination. Elle se déroule sur de multiples fronts pour ne pas dire qu'elle s'est insinuée dans toutes les sphères de la vie occidentale. Les gouvernements, les médias grand-public, les entreprises, le milieu culturel et même les membres de votre famille deviennent des activistes zélés de la Secte. C'est ce que l'auteur démontre dans la première partie de son livre. Le sergent-instructeur explique avec un vocabulaire coloré et imagé à souhait que La Secte cherche à prendre le contrôle de notre être, notre psyché et notre corps. Ses dictas ont pénétré jusqu'à notre subconscient. La Secte est partout et répète *ad nauseam* son message d'égalité-inclusivité-diversité. Nous sommes tous contaminés et avons déjà intégré ses fausses-valeurs et rituels. (Vous ne me croyez pas? Faites le test suivant, jetez à la poubelle ce que vous devriez mettre dans le compostage et observez votre sentiment de culpabilité jaillir!). Le sergent-instructeur appelle cette réaction un « dressage ». La première zone de combat se situe donc bel et bien entre nos deux oreilles. Un ménage en règle s'impose afin de retrouver nos repères et notre capacité de réfléchir. Le sergent-instructeur Obertone offre ici un coffre d'outils incomparable pour accomplir ce travail sur soi. Il faut lire avec un stylo et une règle pour souligner, surligner et colorer son manuel de combat.

La deuxième section présente ce que je nomme

un « programme de remise en forme global » afin de devenir un opposant efficace face à la Secte. Par moment, j'avais ici l'impression de lire un traité de psycho-pop ou un extrait de « The Klingon Art of War » (oui, ce livre existe avec comme but de faire de vous un vrai guerrier Klingon). Ceci dit, les directives du sergent-instructeur sont pleines de sens car elles sont bien intégrées au contexte de violence dont la Secte fait preuve. Le développement du caractère, la tempérance, la forme physique, la lecture, la spiritualité, la maîtrise de soi face aux écrans, la consommation et autres défis sont autant de dimensions à bâtir et à protéger.

La dernière partie est l'envoi en mission au combat, pour finalement faire la guerre comme l'indique la couverture, « Un combat dont vous êtes le héros ». C'est ici que ça se complique un peu pour le troufion que je suis. Si sergent-instructeur demeure tout aussi puissant dans ses observations et analyses de la Secte, son plan de bataille n'est pas aussi limpide que je le souhaiterais. Le lecteur est galvanisé, chauffé à blanc mais voilà, je fais quoi maintenant? Parce qu'une guerre, une vraie, se fait avec une armée. Qui dit armée dit chaîne de commandement, hiérarchie, objectifs et combats en bataillon, donc pas seul.

Le sergent-instructeur Obertone a tout à fait raison de mettre devant nos yeux stupéfaits le sérieux de la situation et le risque bien réel de notre annihilation comme civilisation. On reproche avec raison à notre adversaire *woke* sa perte de contact avec le réel, de n'être même plus en mesure de saisir la réalité biologique qui différencie un homme et une femme. L'auteur à force d'insister sur notre capacité individuelle donne l'impression que l'homme est en mesure, en payant le prix, de se soulever de terre en tirant sur ses lacets de souliers. Son emphase sur le volontarisme et la force brute n'est pas à la portée de tous. Ce n'est pas une excuse mais un fait anthropologique,



l'homme est par nature un être qui va suivre un chef, a besoin de connaître sa place dans un groupe. Le réel de la nature humaine est un peu malmené dans ce livre. Une armée de « tout seuls » ne viendra pas à bout de la Secte.

C'est pourquoi je préfère au final le terme de « résistance » face à la Secte à celui de « guerre ». La résistance est plus à notre portée et elle ne se fait jamais seul. De là l'importance d'appartenir à un petit réseau discret pour réfléchir, s'encourager et se soutenir. Il faut lire Rod Dreher à ce sujet. Néanmoins, l'ouvrage de Laurent Obertone tombe à point nommé après l'élection Donald Trump. Un mouvement de libération est peut-être en marche et le sergent-instructeur Obertone te dit : À l'assaut!

Laurent Obertone, *Guerre*, éditions Magnus, 251 p., 2024.

FORMATAGE CONTINU

RÉMI TREMBLAY

Il serait difficile de trouver quelque chose de plus convenu et prévisible que le discours des journalistes. Ceux-ci ont certes des opinions différentes sur la souveraineté ou la gestion de l'économie, mais lorsqu'un sujet clivant est discuté – de l'immigration de masse à l'élection de Trump – on peut être sûr qu'ils formeront des rangs serrés et à nonneront le même discours, sans que personne n'ait besoin de leur souffler à l'oreille.

D'où provient ce conformisme idéologique? Il est clair que de nombreux mécanismes existent pour s'assurer du maintien de cette homogénéité, mais quelle en est la source? Pour le journaliste Xavier Eman, les écoles de journalisme pourraient bien en être la cause. Il s'est donc intéressé aux différentes écoles présentes en France, afin de comprendre ce qui fait en sorte que les journalistes français suivent la même ligne éditoriale sans jamais diverger.

Le lecteur québécois reconnaîtra facilement dans ces pages les travers des grandes universités québécoises, mais il est clair qu'un tel travail reste à faire pour notre province. Dix-sept ans après la sortie du film américain *Indoctrinate U*, qui dénonçait l'absence de débats de fond sur les

campus américains, voici *Formatage continu*.

Commentant l'Institut français de presse, Eman tire une conclusion qui pourrait pratiquement s'appliquer à toutes les écoles de journalisme, tant françaises que québécoises : « On y retrouve tous les conformismes du temps qui assurent une bonne 'intégration professionnelle' dans le monde de l'entre-soi qu'est le journalisme contemporain. Une production d'eau tiède parfaitement adaptée aux exigences actuelles de réussite. »

Notons que l'endoctrinement ne se fait pas de façon ouverte; il s'agit d'un processus subtil, lié notamment à la pression des pairs et à l'adoption de certaines positions communes sans jamais débattre de leur bien-fondé, comme si ces positions relevaient du simple bon sens.

Les Français ont toutefois une longueur d'avance sur nous : prenant acte de la domination de certains courants, une école alternative a été mise sur pied, l'Institut libre de journalisme, où l'on retrouve un certain Mathieu Bock-Côté. On y cultive un pluralisme intellectuel qui n'est pas un sectarisme inversé, loin de là.



Xavier Eman. *Formatage continu, Tour de France des quatorze principales écoles de journalisme*, éditions la Nouvelle librairie, 2024, 101 p.



S'INSPIRER DE CE QUI FONCTIONNE

RÉMI TREMBLAY

On dit souvent que ce qui distingue l'homme intelligent des autres est qu'il apprend des erreurs des autres pour éviter de les commettre à son tour. En poussant ce raisonnement plus loin, il convient aussi d'apprendre des succès des autres, non pour les émuler, mais bien pour en tirer des leçons qui serviront à améliorer ses propres chances de réussite. Pour notre camp, les exemples de véritable réussite sont plutôt rares : avec le déséquilibre des forces, peu d'entreprises sont réellement parvenues à atteindre leurs objectifs, d'où l'importance de s'intéresser à celles qui ont réussi, non pour les célébrer béatement, mais pour comprendre ce qui a permis ces succès, dans le but d'en tirer des enseignements et de pouvoir les appliquer.

Le cas de Breizh Info, un organe de presse identitaire breton lancé en ligne il y a onze ans, représente une de ces heureuses exceptions dont on pourrait s'inspirer ici. Il ne s'agit pas d'un énième site Internet animé par des militants bénévoles, mais d'un véritable organe de presse qui est parvenu à assurer un salaire à ses contributeurs et qui diffuse de façon professionnelle des idées qui nous sont chères, comme la défense des peuples européens.

La lecture de *Breizh Info, 11 ans de combat médiatique*, nous plonge dans les arcanes de cette aventure, où l'on découvre rapidement les éléments qui ont fait le succès de cette entreprise, une réussite qui était loin d'être assurée, quand on pense à l'échec de projets pourtant relativement semblables comme Paris Vox, Languedoc Info et Alsace Actu.

Alors, quelle est la recette Breizh Info?

D'abord, comme nombre d'initiatives, le site fut fondé par des militants bénévoles. Seulement, contrairement au *Harfang* qui a

continué avec ce modèle d'engagement non rémunéré pour l'ensemble de ses artisans, l'équipe de Breizh Info a voulu s'assurer une certaine stabilité en offrant un salaire à ses journalistes, leur permettant ainsi de vivre du projet. Il va de soi qu'un projet militant qui permet de nourrir sa famille devient nettement plus attractif qu'un engagement qui s'ajoute aux charges familiales, sans rien apporter.

Cette façon de faire entraîne cependant un contre-coup : les journalistes doivent faire preuve d'une certaine polyvalence et ne peuvent se cantonner au simple rôle de rédacteurs. En effet, il leur faut s'occuper de diverses tâches organisationnelles et administratives, dont la collecte de fonds. Sinon, impossible de perdurer.

Mais le jeu en vaut la chandelle, car la rémunération des journalistes eut un autre impact positif, les immunisant contre toute pression extérieure, notamment le doxing. Les antifas et autres officines d'extrême-gauche s'intéressèrent de près à l'équipe de Breizh Info, dont certains utilisent des noms de plume, d'autres leur vrai nom. Une des techniques préférées de ces combats de la vertu égalitaire est de faire pression sur les employeurs pour priver les dissidents de leur pain quotidien, mais lorsque le salaire est fourni par l'engagement militant, impossible d'appliquer de telles techniques de ruelles.

Bien sûr, la dynamique équipe bretonne eut à faire face à d'autres attaques : procès, tentatives d'intimidation, pression contre les publicitaires, salissage, vandalisme... toutes les techniques bien connues de nos opposants furent utilisées, mais sans succès, car nos cousins savaient dès le début qu'ils subiraient de telles attaques et s'étaient préparés en conséquence.



Le timing est autre élément crucial : Breizh Info apparut lors de l'essor de la presse alternative (2000 à 2015) et sut se faire connaître avant que le déréférencement par Google News ne fasse reculer son lectorat. Saisir l'opportunité lorsqu'elle se présente nécessite un certain niveau de prise de risque.

Quiconque a un projet militant en tête devrait s'intéresser aux succès de Breizh Info. Ceux-ci nous démontrent qu'avec de la bonne volonté et un soupçon d'ingéniosité, il n'y a pas de fatalité. Il faut oser et se lancer. Le succès sourit aux audacieux.

Yann Vallerie, *Breizh Info, 11 ans de combat médiatique*, 2024, 189 p.

LA DESTRUCTION DES EUROPÉENS D'EUROPE

NICOLAS BONNEFOY

Il faut reconnaître à Renaud Camus le mérite d'avoir inventé l'expression Grand Remplacement et il n'est pas anodin, car une cause gagne à poser un nom approprié sur ce qu'elle combat; pensons au succès des termes Holocauste et de Shoah.

Il y a une multitude de bonnes choses et de fines constatations dans *La destruction des Européens d'Europe*, mais la thèse principale nous paraît mériter une critique. Elle définit ainsi le Grand Remplacement: "Le Grand Remplacement (...) n'est pas une théorie néo-nazie évidemment, mais un projet et une pratique nazis."¹

Hitler apprit du taylorisme et de Ford, Davos le remplociste apprit d'Hitler. Cet enchaînement s'explique ainsi:

Pour raison d'efficacité et de production dans les usines automobiles, on standardise et prive l'ouvrier de ses initiatives, pour en faire une machine aux mouvements répétitifs. Le taylorisme niveleur est aussi à la base de la logique menant aux camps et donc à l'Holocauste. Cette mécanisation désacralisante de la personne humaine inspire aussi la davocratie et le remplacement de population, processus d'échelle industrielle, le but de Davos étant un pouvoir absolu réalisé grâce à l'égalité parfaite des populations à l'échelle mondiale, rendues semblables par leur mélange et la destruction des nations.

Camus lie la cause blanche et celle des Juifs par tous les moyens. Le titre même de l'ouvrage fait référence à la dernière bible de l'Holocauste, *La destruction des Juifs d'Europe* de Raul Hilberg. Cette union des deux causes heurte le sens commun, car le narratif de l'Holocauste est largement perçu comme la pierre angulaire de la condamnation du nationalisme et de la justification du Grand Remplacement.

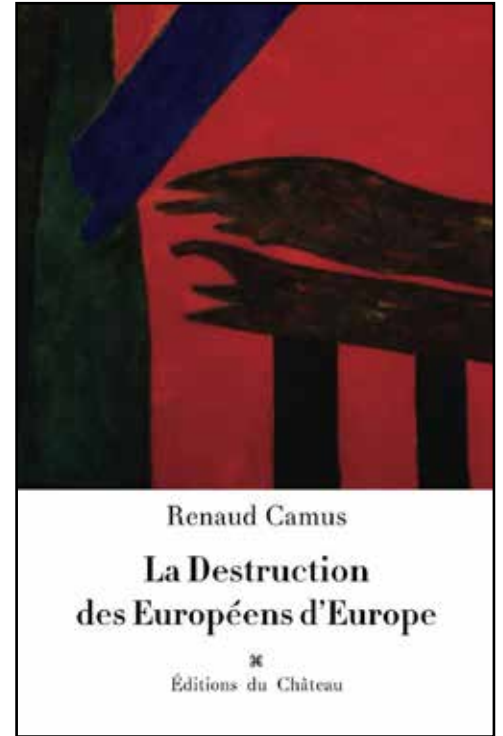
Le présent ouvrage évoque le dogme davosien de l'inexistence des races, mais ignore que son argumentaire a été presque exclusivement élaboré par des auteurs juifs: Franz Boas, fondateur de l'anthropologie dite culturelle, Ashley Montagu, Pascal Lewontin, Jared Diamond et Stephen J. Gould.² On y parle, très pertinemment, des races pareilles à la civilisation, allant même jusqu'à dire "(...) les races

sont les classes sociales de l'espèce"³. Les juifs sont pourtant plus proches racialement parlant des arabes que des Européens. Devrions-nous si nettement préférer les uns aux autres comme Renaud Camus?

Le Grand Remplacement serait aussi "nazi" car l'Allemagne procédait également au remplacement de population sur les territoires qu'elle occupait, pour y mettre des Allemands nés grâce aux campagnes natalistes. Cela sent la mauvaise foi. L'attitude du Troisième Reich était ethnociste, voulant repousser la croissance démographique des groupes non-allemands et reprendre des territoires considérés siens. Est-il juste d'y voir une similitude avec le remplocisme anti-ethnique voulant réaliser ce que l'auteur appelle, par ailleurs très justement, la matière humaine indifférenciée? Pensons à notre histoire, donc au Grand dérangement, à la déportation des Acadiens en plein 18e siècle et la politique d'immigration du Canada anglais pour noyer le Canada français. Malgré les ressemblances, il apparaît clairement que ce que nous subissons récemment, depuis la Seconde Guerre mondiale, et de façon accélérée depuis les années soixante, est d'une nature différente des efforts séculaires de nos orangistes. Il s'agissait toujours d'un effort de substitution, mais il demeurait dans l'ancien paradigme de concurrence entre groupes distincts, bien que le Canada anglais, idiot utile du Grand Remplacement, se soit mis au goût du jour petit-à-petit.

Il est vrai que cette politique anglaise était d'inspiration rationaliste et moderniste, premier nettoyage ethnique d'envergure et qui fut aussi envisagée par le très libéral Woodrow Wilson après la Première Guerre mondiale pour régler le problème des Balkans. Mais la modernité, pouvons-nous y échapper? La chaîne de montage s'est imposée partout, même et surtout chez les vainqueurs de 1945. Personne ne peut tourner le dos à l'efficacité.

L'expérience nationale socialiste était une tentative de sauver la nation malgré la modernité, voire même par la modernité. Elle était même la dernière chance pour la race blanche de sauver sa peau. Le libéralisme et le communisme sont les rejets anti-nationaux



de l'époque moderne, face à eux les fascismes essayèrent de présenter une alternative acceptant les révolutions récentes, industrielles et scientifiques, tout en respectant les lois de la nature. Les deux premiers se sont alliés pour écraser l'Allemagne hitlérienne. Nous sommes bien dans le monde des vainqueurs du "nazisme" et le Grand Remplacement est bel et bien "anti-nazi".

1 - Renaud Camus, *La destruction des Européens d'Europe*. Éditions de la Nouvelle librairie, 2024, p. 230

2 - Kevin MacDonald, *The Culture of Critique: An Evolutionary Analysis of Jewish Involvement in Twentieth-Century Intellectual and Political Movements*. 1st Books Library, 1998. et Sarich, Vincent, et Frank Miele. *Race: The Reality of Human Differences*. Westview Press, 2004.

Renaud Camus, *La destruction des Européens d'Europe*. Éditions de la Nouvelle librairie, 2024, 404 p.

LE MIRAGE CHINOIS

RÉMI TREMBLAY

La Chine... un pays mystérieux, s'il en est un. Bien des choses se disent à son sujet. Depuis la crise de la COVID-19, chacun semble s'improviser spécialiste de tout, de la pharmacologie à la géopolitique. Et, bien sûr, la Chine n'échappe pas à ce phénomène.

Marc Humbert, auteur de *La Chine aujourd'hui : un miracle en trompe-l'œil ?*, ne fait pas partie de ces pseudo-spécialistes. Diplômé en géopolitique et stratégie, le colonel Humbert a passé de nombreuses années en Asie avant d'enseigner un cours sur la Chine à l'Académie militaire de Saint-Cyr (école de formation des futurs officiers français). Aujourd'hui à la retraite, il s'appuie sur ses riches années d'expérience et ses notes de cours pour proposer cet ouvrage récemment publié par nos amis de Chiré.

Ce livre offre une analyse complète de cette puissance émergente, encore en transition. La Chine est un pays de contrastes : force extérieure impressionnante mais faiblesse intérieure, exacerbée par de nombreux défis, notamment démographiques, marqués par une baisse de population similaire à celle que connaît l'Occident.

Comme on le sait, le modèle chinois est à des années-lumière de celui des démocraties occidentales. Le pouvoir politique y est centralisé entre les mains de Xi Jinping. Le Parti communiste y règne en maître absolu, et Xi Jinping, chef suprême, s'est assuré une mainmise totale en abolissant la limitation des mandats présidentiels et en orchestrant une purge interne en 2020 pour éliminer les « éléments nuisibles » du Parti.

Malgré une économie ultracapitaliste, l'hégémonie du Parti communiste n'est aucunement menacée. Celui-ci a évacué l'aspect économique du programme marxiste tout en conservant l'appareil répressif du communisme. Le contrôle s'exerce à tous les niveaux, des écoles aux hôpitaux, en passant par la société civile et les entreprises.

La répression des opposants est constante : ceux qui critiquent l'État disparaissent fréquemment, et les minorités dissidentes, comme les Ouïghours musulmans, sont sévèrement persécutées, au point d'être menacées d'assimilation. Le célèbre système

de crédit social, d'abord appliqué aux Ouïghours, a depuis été étendu à l'ensemble de la population.

Ce qui inquiète davantage, c'est que plusieurs États dits démocratiques observent avec intérêt ce modèle de gestion de la population et tentent de s'en inspirer pour instaurer leurs propres techniques de contrôle. Toutefois, la préoccupation principale reste d'ordre géopolitique.

La Chine est désormais un acteur mondial incontournable. Membre des BRICS, un groupe représentant 40 % de la population mondiale et 25 % du PIB global, elle s'impose également comme une puissance technologique, consacrant plus de 330 milliards d'euros à la recherche et au développement, juste derrière les États-Unis dans ce domaine.

Outre son influence diplomatique croissante, la Chine s'appuie sur sa diaspora, notamment au Canada, ainsi que sur des institutions telles que les Instituts Confucius. Par ailleurs, la Nouvelle Route de la Soie lui permet d'étendre son influence économique et politique. À ce jour, 71 pays ont accepté de pactiser avec l'Empire du Milieu, y compris plusieurs nations européennes comme le Portugal, la Grèce, l'Italie, la Hongrie et la République tchèque.

La menace d'un conflit militaire avec la Chine alimente les manchettes depuis des mois. Bien que Marc Humbert n'anticipe pas une invasion de Taïwan à court terme – Pékin ayant trop à perdre face à une confrontation avec les États-Unis –, il rappelle que la Chine reste une puissance redoutable. Les dépenses militaires augmentent de manière constante et pourraient bientôt dépasser celles des États-Unis. Cependant, l'armée chinoise n'a pas été testée au combat depuis les guerres de Corée et du Vietnam, et elle ne dispose pas encore de la capacité de projection militaire des Américains, qui possèdent des bases à travers le monde.

En outre, Pékin détient une part importante de la dette américaine, une arme économique à double tranchant : si elle plongeait Washington dans une crise sans précédent, cela risquerait également de priver la Chine d'un marché essentiel pour ses



exportations.

Humbert propose des pistes pour réduire progressivement notre dépendance à l'économie chinoise. Comme il l'expliquait dans un entretien avec *Lectures françaises*, « cela suppose une forte volonté politique, des capitaux, des industriels prêts à prendre des risques, et plusieurs décennies de travail¹ ».

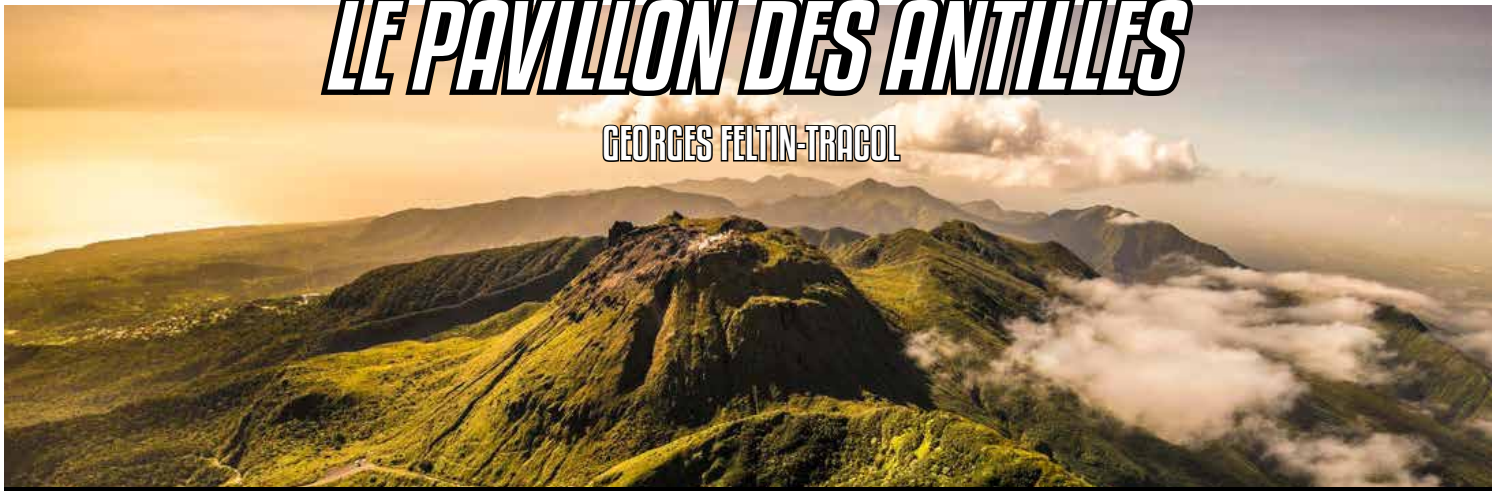
Comprendre la Chine dans toute sa complexité peut sembler un défi insurmontable pour un Occidental. Mais grâce à cet ouvrage didactique de Marc Humbert, il est désormais possible de mieux saisir les enjeux actuels de ce géant asiatique. Une lecture que nous ne pouvons que chaudement recommander.

1 - *Lectures françaises*, n. 807-808, juillet-août 2024

Humbert, Marc. *La Chine aujourd'hui : un miracle en trompe-l'œil?* Chiré, 2024, 288 p.

LE PAVILLON DES ANTILLES

GEORGES FELTIN-TRACOL



SITUÉE À 6756 KM DE PARIS ET À 130 KM AU NORD DE LA MARTINIQUE, L'ARCHIPEL DE LA GUADELOUPE COMPTE HUIT ÎLES PRINCIPALES DONT GRANDE-TERRE SÉPARÉE DE BASSE-TERRE PAR UN ÉTROIT BRAS DE MER APPELÉ RIVIÈRE SALÉE, LES SAINTES AU SUD-OUEST, MARIE-GALANTE AU SUD ET LA DÉSIRADE À L'EST. D'UNE SUPERFICIE DE 1628 KM² ET DE PLUS DE 380 000 HABITANTS, LA GUADELOUPE BÉNÉFICIE D'UN CLIMAT TROPICAL HUMIDE SOUMIS AUX ALIZÉS, AUX OURAGANS ET AUX SÉISMES.

Toujours en activité, le volcan de La Soufrière culmine à 1467 m d'altitude. Basse-Terre présente un relief volcanique escarpé. En revanche, Grande-Terre, La Désirade, Marie-Galante sont des plateaux calcaires peu élevés ou des plaines argileuses pourvues de nombreuses mangroves. La forme géographique de Basse-Terre et de Grande-Terre donne l'impression d'un papillon.

Appelée par les autochtones « Karukera », l'île doit son nom à Christophe Colomb qui, lors de son deuxième voyage transatlantique, remercie la Vierge Marie de l'avoir sauvé d'une tempête en se référant au sanctuaire de Notre-Dame de Guadalupe en Estremadure. Agissant pour la reine Isabelle de Castille, le célèbre navigateur corse de Gênes aborde donc la Guadeloupe, un 4 novembre 1493 sans toutefois y laisser son empreinte.

TERRE DE LA CANNE À SUCRE

Sa mise en exploitation commence vers 1644 avec l'introduction de l'économie de plantation pour le coton, le café et la canne à sucre. Dans les plantations s'activent des esclaves africains et leurs descendants. Au XVIII^e siècle, la Guadeloupe devient la « perle des Antilles ». Richissimes, les familles de planteurs venues d'Europe – les Békés – occupent le sommet d'une société fortement stratifiée en raison de la cohabitation des Européens, des Noirs et des différents degrés de mulâtres souvent libres (ou affranchis). L'île subit de nombreuses révoltes et fuites d'esclaves. Afin de prendre en compte les aspirations des Békés, Versailles crée en 1788 une assemblée provinciale qui accentue les rivalités entre les planteurs et les « petits Blancs ».

L'Angleterre convoite l'île qu'elle a déjà occupée entre 1759 et 1763. Elle profite de la Révolution française. En 1794, la Convention envoie Victor Hugues qui orchestre la fin de l'esclavage, chasse les Anglais, poursuit leurs soutiens locaux békés et organise une guerre de course efficace et rentable contre les États-Unis (la fameuse Quasi-Guerre). Les Anglais reprennent l'île de 1810 à 1814, puis de 1815 à 1816. Londres envisage en 1813 de la donner à la Suède avant de se raviser. Entre-temps nommé par le Premier Consul Bonaparte, le général Richepance a rétabli l'esclavage et l'ordre.

Les Bourbons restaurés autorisent un conseil colonial et accordent plus tard des droits politiques aux hommes libres de couleur. L'abolition officielle de l'esclavage en

1848 contraint les planteurs à recourir à une main-d'œuvre venue d'Inde. Intégrée à l'Union européenne, département d'outre-mer en 1946 et région en 1973 (la double collectivité perdure encore), la Guadeloupe se caractérise par une fébrilité revendicative chronique. En 1967, la manifestation autonomiste du Groupe d'organisation nationale de la Guadeloupe vire pendant trois jours en émeutes sanglantes. L'économie de plantation peine à évoluer. L'île repose surtout sur le tourisme, le secteur tertiaire administratif et les subventions métropolitaines. On estime en outre une perte de 40 % dans le recouvrement des impôts locaux. Quant au travail au noir, il représenterait entre 20 et 30 % des activités économiques.

UNE AGITATION POLITICO-SOCIALE QUASI-PERMANENTE

Des attentats indépendantistes frappent la Guadeloupe de 1975 à 2000 à l'initiative du Groupe de libération armé (GLA), puis de l'Alliance révolutionnaire caraïbe (ARC). Le 1er juillet 1987, trois meneurs indépendantistes d'extrême gauche en fuite dont Luc Reinette, lancent le Conseil national de la résistance guadeloupéenne et s'inquiètent du « péril blanc ». En 1992, libéré et amnistié, Luc Reinette fonde un Comité international des peuples noirs (CIPN). Les demandes ethnosociales sont prêtes à resurgir à tout moment. Du 20 janvier au 4 mars 2009, le groupe intersectionnel informel LKP (« Collectif contre l'exploitation outrancière »), animé par le syndicaliste Élie Domota, plonge l'île dans une longue grève générale contre les oligopoles économiques et financiers aux mains des Békés.

La Guadeloupe répercute ensuite l'action des Gilets Jaunes, puis conteste les mesures liberticides covidienues. En 2022, au second tour de la présidentielle, Marine Le Pen recueille 69,90 % des suffrages. Candidat à cinq reprises, son défunt père, Jean-Marie Le Pen oscillait entre 2,94 (2002) et 3,18 % (2007).

L'ancienne « perle des Antilles » souffre du centralisme parisien et d'une dépendance bien trop étroite avec la métropole européenne. Un surprenant panafricanisme émerge au sein des communautés afro-antillaises locales. Le calme précaire qui y règne ne doit pas cacher une instabilité intrinsèque, reflet du chaos général dominant en Outre-mer français. Et dire que Louis XV céda la Nouvelle-France pour cette île...

*L'homme moderne est un prisonnier qui
pense être libre parce qu'il s'abstient de
toucher les murs de son cachot*

Nicolás Gómez Dávila

